



18. L'hécatombe de la Somme

« **S**il n'était pas tué à la guerre, écrivait George Orwell, elle donnait l'impression d'être un événement au cours de ce siècle. En anglais, « Somme » résonne comme un mot appartenant à la fois à l'histoire et au mythe sacré. Comme Verdun ou Stalingrad, il est venu à évoquer non seulement une guerre, mais aussi toute une expérience nationale.

En Grande-Bretagne, la bataille de la Somme est un mythe vivant. Le poète contemporain Ted Hughes a grandi en écoutant les récits de la Somme et de la guerre qui lui faisait son père. Il a « été nourri par le sang de la première guerre mondiale en même temps que par le lait maternel ». Pour lui comme pour les générations suivantes, ce que l'on a raconté de cette bataille était « pour ainsi dire l'histoire de la Création, et une catastrophe si dévastatrice, si universelle et si cruelle qu'elle était ressentie comme une défaite nationale, alors que la victoire y avait été en quelque sorte accrochée en guise de médaille de consolation » (1).

Quels étaient les objectifs de cette bataille ? Avant tout une poussée sur la Somme, à la jonction entre la 4^e armée britannique et la 6^e armée française. Jusqu'à l'été 1916, ce n'étaient pas les Britanniques mais les Français qui avaient subi le gros des combats sur le front occidental. L'offensive de la Somme, décidée à la fin de l'année 1915, prévoyait d'ailleurs initialement une forte participation française. Mais l'attaque allemande sur Verdun en février 1916 contraindrait à raccourcir le front prévu pour l'offensive et à faire reposer l'essentiel du fardeau sur les épaules britanniques.

Sur un front de 25 km, 320 000 soldats marchent vers les lignes ennemies

Tout dépendait d'un seul facteur : l'artillerie. Le haut commandement militaire britannique misa sur la capacité de celle-ci à réduire en miettes les positions allemandes au cours du pilonnage le plus intensif de la guerre, concentré sur 25 kilomètres de front.

Le pilonnage débuta le 24 juin. Il devait durer cinq jours, mais les mauvaises conditions météorologiques repoussèrent l'offensive au samedi 1^{er} juillet. Un million et demi d'obus furent tirés : 375 000 pour la seule journée du 30 juin. Le tir de barrage le plus intensif eut lieu à l'aube du 1^{er} juillet. Le bruit qu'il causa, l'effet et la peur qu'il produisit sur les soldats furent indescriptibles.

Les tirs de mortier ont effectivement ébranlé les positions allemandes ; ils ont même fait une peur bleue au haut commandement militaire allemand, sans pourtant atteindre l'objectif fixé. Ni les réseaux de fil de fer barbelés ne furent complètement ouverts. L'offensive était vouée à l'échec avant même son déclenchement.

LIRE

- John Keegan, *The Faces of the Battle* Londres, Jonathan Cape, 1976
- Martin Middlebrook, *The First Day on the Somme* Londres, Fontana, 1971
- Denis Winter, *Death's Men* Londres, Penguin, 1979

Soixante mille morts et blessés en une journée, le 1^{er} juillet 1916 ; une armée entière anéantie pour rien : le début de la bataille de la Somme fut pour la Grande-Bretagne un traumatisme, une tragédie unique.

Si le mot « tragédie » a pris un sens dans l'histoire contemporaine, c'est bien ce jour-là, ce premier jour de juillet 1916. Peu avant 7 h 30, en ce superbe matin d'été, le pilonnage féroce s'arrêta tout à coup. Bien des soldats remarquèrent alors un silence étrange. En plusieurs endroits, comme à La Boisselle, près de Poziers, dans le secteur central, plusieurs mines explosèrent à 7 h 28 précises, afin d'ébranler un peu plus les positions allemandes.

C'est alors que, sur un front de 25 kilomètres, 60 000 soldats britanniques sortirent des tranchées, chacun portant un sac d'une trentaine de kilos, et se dirigèrent en marchant vers les lignes allemandes.

On leur avait dit à tous que les obus alliés avaient écrasé les positions allemandes et tué tous ceux qui avaient eu la bêtise de tenir les premières lignes ennemies : les tranchées allemandes seraient vides. C'est la raison pour laquelle ils avaient reçu l'ordre de traverser le *no man's land* en marchant : il s'agissait d'éviter la rupture des liens tactiques au sein de ces unités composées d'hommes inexpérimentés, et d'occuper ainsi un territoire déjà conquis, en quelque

sorte, par l'artillerie. Devant La Boisselle, les joueurs de cornemuse du Tyneside Scottish Battalion conduisirent en musique leurs camarades qui montaient à l'assaut. Quatre sections du 8^e régiment East Surrey s'engagèrent dans une compétition folle qui consistait à shooter, chacune, dans un ballon, en avançant vers les lignes ennemies, pour voir laquelle y arriverait la première.

Ce fut un massacre. En l'espace d'une heure, c'est peut-être la moitié des assaillants qui furent soit tués, soit blessés, par les tirs de mitrailleuses allemandes et par l'artillerie, lesquels, au grand étonnement des soldats anglais, avaient en fait résisté au pilonnage prolongé des jours précédents. Ce fut un carnage inimaginable, et pourtant les hommes continuèrent à avancer.

Il existe de nombreux comptes rendus de ce moment sans précédent dans l'histoire britannique : une armée entière composée de citoyens, pour la plupart volontaires pour défendre leur pays, fut tout bonnement tuée pour rien. Un fantassin allemand, Karl Bleck, en fait le récit : « Lorsque les Anglais se mirent à avancer, nous fûmes très inquiets ; on aurait dit qu'ils allaient envahir nos tranchées. Nous fûmes très surpris de les voir marcher, ce que nous n'avions jamais vu auparavant. Ils étaient partout : des centaines. Les officiers marchaient devant. Je remarquai que l'un d'eux marchait tranquillement, une canne à la main. Après avoir commencé à tirer, nous n'eûmes plus qu'à recharger encore et encore. Ils

tombaient par centaines. Ce n'était pas la peine de viser, il suffisait de tirer dans le tas. Si seulement ils avaient couru, ils nous auraient écrasés. » Ce n'est pas ce qui se produisit, à cause de l'énorme erreur de calcul commise par les stratèges. Les effets de l'artillerie étaient trop faibles, et les défenses allemandes trop solides. Les hommes furent mis en pièces par les mitrailleuses.

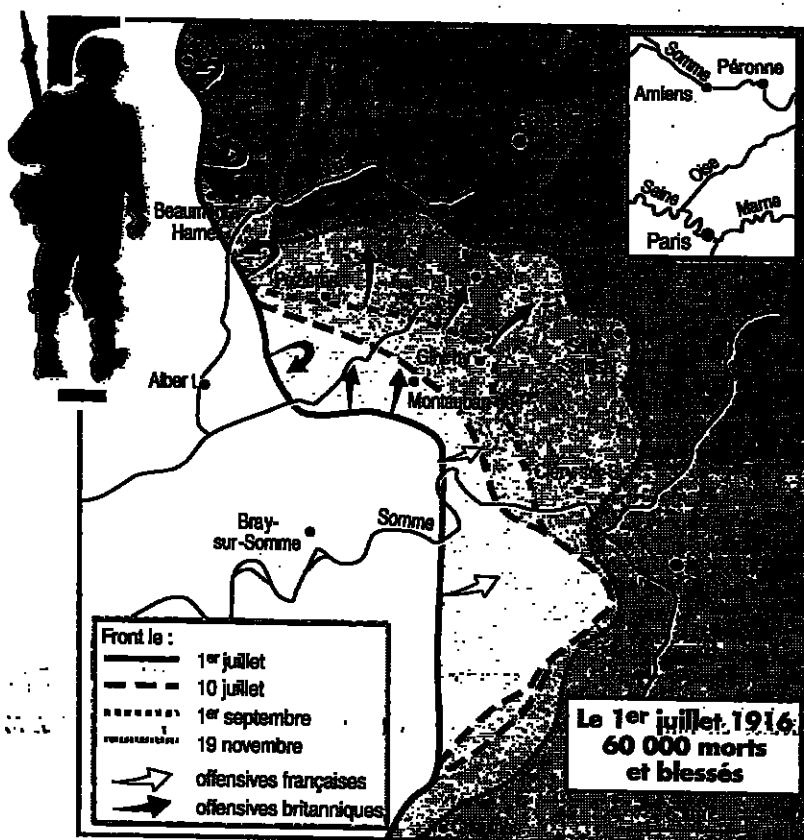
En atteignant la première ligne allemande avec seulement deux de ses hommes, un lieutenant du 4^e Tyneside Scottish Battalion s'écria : « Mon Dieu, mon Dieu, mais où sont les autres ? (2) ». Ils avaient disparu en l'espace de quelques minutes, en même temps que les espoirs d'une percée alliée sur la Somme.

L'offensive fut reprise plus tard dans la matinée, et se solda par les mêmes résultats désastreux. Le spectacle le plus désolant fut sans aucun doute celui du secteur nord, à Beaumont-Hamel. Le commandant du 1^{er} régiment de Terre-Neuve reçut l'ordre d'attaquer les positions allemandes en terrain découvert. Des unités de l'Essex Regiment devaient attaquer sur la droite, mais elles arrivèrent en retard, à cause d'une progression prudente dans les tranchées de communication. Lorsqu'elles finirent par arriver, les Terre-Neuviens étaient montés à l'assaut et avaient été massacrés. Sur les 752 hommes qui quittèrent leurs tranchées, 684 (soit 91 %) furent tués ou blessés en une quarantaine de minutes, sans qu'une seule perte soit à déplorer du côté allemand.

Pendant tout l'après-midi, des accrochages sporadiques, des offensives et des contre-offensives ne changèrent rien au verdict de la journée. C'était un désastre pour l'armée britannique.

Le soir du 1^{er} juillet, sur 320 000 soldats environ engagés, elle avait à déplorer 20 000 morts et 40 000 blessés ou disparus. Les pertes allemandes furent évaluées à environ 6 000 hommes, et 2 000 prisonniers. Le nombre d'objectifs majeurs dont les Britanniques s'emparèrent fut réduit, et aucune percée n'était envisageable.

L'étendue du désastre ne fut pas



immédiatement connue. Les comptes rendus des journaux donnèrent dans l'optimisme et l'euphémisme, avec l'oubli. L'état-major, comme on s'en doute, sous-estima les pertes, et mit en exergue le fait que le 1^{er} juillet était la première étape d'un long voyage. Et c'est bien ce qui se produisit. La bataille de la Somme dura encore six mois, sans que les objectifs envisagés pour cette toute première journée aient été remplis. Mais on ne revit plus rien de semblable à ce 1^{er} juillet.

Ce jour-là, l'armée britannique subit de pertes que toutes celles enregistrées dans la guerre de Crimée, la guerre des Boers et la guerre de Corée. Pour les Britanniques, le premier jour de la bataille de la Somme fut huit fois plus coûteux en vies humaines que ne l'avait été Waterloo.

Et que dire de ceux qui sont tombés ? C'étaient des volontaires qui avaient formé les « bataillons de copains » des villes du Nord ; des hommes qui s'étaient engagés ensemble, qui avaient reçu leur formation militaire ensemble, qui étaient arrivés dans la Somme ensemble, et qui avaient été tués ensemble.

Le premier jour de la bataille de la Somme fut certes une catastrophe nationale, mais il fut d'abord et avant tout la cause d'une série de tragédies à l'échelle locale. Plus de 5 000 Londoniens furent tués ou blessés au cours de cette seule journée ; Manchester perdit 3 500 hommes ; c'est dans les petites villes et les villages des pays miniers que les pertes furent, en chiffres relatifs, les plus lourdes.

Les pertes subies lors du premier jour de la bataille de la Somme eurent aussi des conséquences plus complexes. L'horrible carnage qui eut lieu ce jour-là a paradoxalement compliqué le processus de paix. Devant des pertes aussi dévastatrices, seule une victoire totale pouvait apaiser la colère et l'amertume du peuple britannique.

Le dépit que celui-ci eût pu ressentir à l'égard des généraux qui avaient conçu le plan de bataille (et qui exista par la suite) s'est dans l'immédiat reporté sur

les Allemands. C'étaient eux qui avaient causé cette guerre ; c'étaient eux qui avaient déchiré les familles et mis fin à des rêves qui ne seraient jamais réalisés ; c'étaient eux qui devaient payer. C'étaient eux, finalement, qui étaient responsables des morts survenues dans la Somme, en cette horrible journée de juillet.

C'est la raison pour laquelle une deuxième « mobilisation » se produisit en Grande-Bretagne et chez ses alliés, encore plus inflexible et implacable que ne l'avait été la première. On jeta toutes ses forces dans la bataille, et ceux qui émettaient des réserves, se demandant s'il était sage de ne viser que la victoire totale, furent vivement critiqués et dénoncés comme traîtres. La Somme fut le point de départ d'une nouvelle étape de la guerre, plus âpre, qui transforma pratiquement tous les secteurs de la vie sociale et économique.

Surout, ce premier jour de juillet fut un choc culturel dont la Grande-Bretagne ne s'est jamais remise. L'amère déception qui suivit cette journée doit être intégrée dans un processus plus vaste au cours duquel les illusions d'un siècle firent place au cynisme du siècle suivant.

Lorsque les combats s'arrêtèrent progressivement en novembre, rien n'avait changé, et cependant tout était transformé. Dans presque tous les foyers du pays, la bataille de la Somme fit savoir que le monde ne serait plus jamais le même.

Les élites sociales et politiques ne furent pas épargnées. Raymond Asquith, fils du premier ministre, fut tué dans la Somme ; on dit que son père ne se remit jamais de ce choc. Le duc de Devonport, Bonar Law et Stanley Baldwin, ainsi qu'Arthur Henderson, secrétaire du Parti travailliste.

Des milliers de familles furent touchées. Pour elles, pour toute une nation élevée dans le culte de la puissance économique et de la maîtrise des mers, la bataille de la Somme marqua la fin d'une époque. Le XIX^e siècle était mort dans les tranchées de la Somme, pour donner naissance à notre siècle de fer.

L'écrivain Ted Hughes était issu d'une famille ouvrière. Il eut plus de chance ; son père revint. Il connaissait les hommes qui partirent en guerre, et qui « se retrouvèrent tous métamorphosés par ce qu'ils avaient vécu, et durent être réduits de force ». Ted Hughes est aussi, bien qu'Anglais, l'héritier d'Henri Barbusse.

Jay Winter, *Historial de la Grande Guerre* (traduction de Régis Croenne)

(1) Ted Hughes, « A Masque for Three Voices », dans *Rain-charm for the Ducky and Other Laureate Poems*, Londres, Faber & Faber, 1992.

(2) Trevor Wilson, *The Myriad Faces of War*, Cambridge, Polity Press, 1986.

Ci-dessus : A 7 h 28 précises, 60 000 « Tommies » montent à l'assaut en s'exposant au feu allemand. Ces « bataillons de copains » seront déclinés. (Photo le Miroir du 16 juillet 1916.)

les Allemands. C'étaient eux qui avaient causé cette guerre ; c'étaient eux qui avaient déchiré les familles et mis fin à des rêves qui ne seraient jamais réalisés ; c'étaient eux qui devaient payer. C'étaient eux, finalement, qui étaient responsables des morts survenues dans la Somme, en cette horrible journée de juillet.

C'est la raison pour laquelle une deuxième « mobilisation » se produisit en Grande-Bretagne et chez ses alliés, encore plus inflexible et implacable que ne l'avait été la première. On jeta toutes ses forces dans la bataille, et ceux qui émettaient des réserves, se demandant s'il était sage de ne viser que la victoire totale, furent vivement critiqués et dénoncés comme traîtres. La Somme fut le point de départ d'une nouvelle étape de la guerre, plus âpre, qui transforma pratiquement tous les secteurs de la vie sociale et économique.

Surout, ce premier jour de juillet fut un choc culturel dont la Grande-Bretagne ne s'est jamais remise. L'amère déception qui suivit cette journée doit être intégrée dans un processus plus vaste au cours duquel les illusions d'un siècle firent place au cynisme du siècle suivant.

Lorsque les combats s'arrêtèrent progressivement en novembre, rien n'avait changé, et cependant tout était transformé. Dans presque tous les foyers du pays, la bataille de la Somme fit savoir que le monde ne serait plus jamais le même.

Les élites sociales et politiques ne furent pas épargnées. Raymond Asquith, fils du premier ministre, fut tué dans la Somme ; on dit que son père ne se remit jamais de ce choc. Le duc de Devonport, Bonar Law et Stanley Baldwin, ainsi qu'Arthur Henderson, secrétaire du Parti travailliste.

Des milliers de familles furent touchées. Pour elles, pour toute une nation élevée dans le culte de la puissance économique et de la maîtrise des mers, la bataille de la Somme marqua la fin d'une époque. Le XIX^e siècle était mort dans les tranchées de la Somme, pour donner naissance à notre siècle de fer.

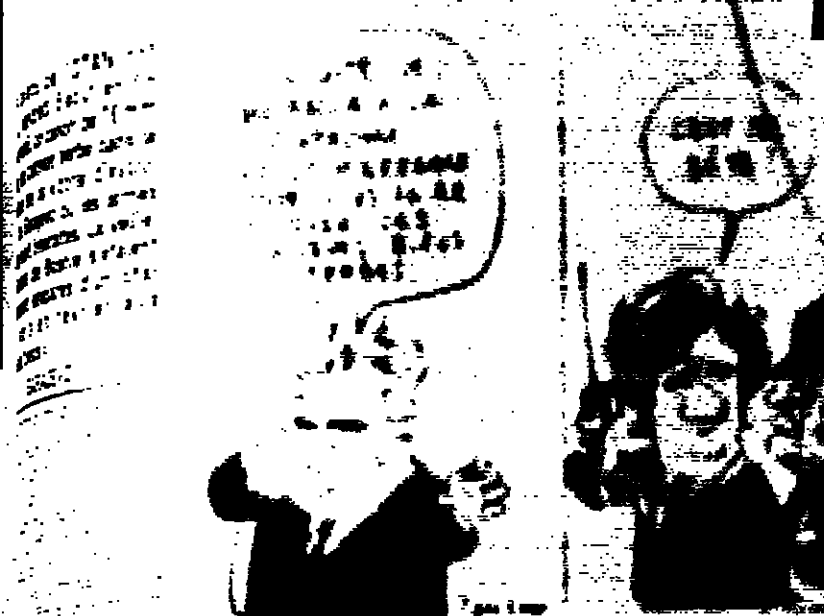
L'écrivain Ted Hughes était issu d'une famille ouvrière. Il eut plus de chance ; son père revint. Il connaissait les hommes qui partirent en guerre, et qui « se retrouvèrent tous métamorphosés par ce qu'ils avaient vécu, et durent être réduits de force ». Ted Hughes est aussi, bien qu'Anglais, l'héritier d'Henri Barbusse.

Jay Winter, *Historial de la Grande Guerre* (traduction de Régis Croenne)

(1) Ted Hughes, « A Masque for Three Voices », dans *Rain-charm for the Ducky and Other Laureate Poems*, Londres, Faber & Faber, 1992.

(2) Trevor Wilson, *The Myriad Faces of War*, Cambridge, Polity Press, 1986.

...opération de l'OTAN a lancé une op
contre les Serbes de Bos



...opération de l'OTAN a lancé une op contre les Serbes de Bos

...opération de l'OTAN a lancé une op contre les Serbes de Bos

...opération de l'OTAN a lancé une op contre les Serbes de Bos

...opération de l'OTAN a lancé une op contre les Serbes de Bos

...opération de l'OTAN a lancé une op contre les Serbes de Bos

...opération de l'OTAN a lancé une op contre les Serbes de Bos

...opération de l'OTAN a lancé une op contre les Serbes de Bos

...opération de l'OTAN a lancé une op contre les Serbes de Bos

PROCHAIN ÉPISODE : « LE FEU » DE BARBUSSE, UN GONCOURT POUR LA RÉVOLTE

JAY WINTER

INTERNATIONAL

EUROPE

En réponse à une nouvelle provocation

L'aviation de l'OTAN a lancé une opération limitée contre les Serbes de Bosnie

Des avions de l'OTAN ont détruit, vendredi 5 août en fin d'après-midi, un canon de 76 mm tiré par un canon serbe dans la zone d'exclusion de Sarajevo où les armes lourdes sont interdites. La veille, des Serbes de Bosnie s'étaient notamment emparés d'un char T55 remis en février aux « casques bleus ».

SARAJEVO

de notre correspondant

« Nous marquons une pause dans l'opération des forces de l'OTAN. Mais si les Serbes ne nous rendent pas toutes les armes lourdes, nous effectuerons de nouveaux raids aériens ! » Le général Michael Rose, commandant la FORPRONU (Force de protection des Nations unies) en Bosnie, a choisi le ton de la fermeté lorsqu'il a dressé le bilan de la frappe aérienne qui a eu lieu, vendredi 5 août à 18 h 32 exactement, sur une position serbe située au sud de la capitale bosnienne.

Deux avions de l'OTAN ont détruit un canon serbe qui tirait un canon de 76 mm. L'engin se trouvait au sud des monts Igman, à l'intérieur de la « zone d'exclusion » de 20 kilomètres autour de Sarajevo. Depuis le mois de février, les armes lourdes sont interdites dans cette zone, et l'OTAN s'est engagée à y détruire tous les canons qui ne seraient pas placés sous le contrôle de la FORPRONU. Régulièrement, pourtant, par nécessité ou par provocation, les soldats de l'armée serbe se promènent avec un char ou un véhicule blindé muni d'une arme de gros calibre. Vendredi, la situation était « explosive », différente, puisque, par nuit précédente, les Serbes s'étaient emparés, pour la première fois, à l'un des « points de regroupement » où les armes lourdes collectées en février sont rassemblées sous la garde des « casques bleus ».

La sentinelle ukrainienne de service devant ce point de regroupement, une usine désaffectée d'un faubourg de Sarajevo sous contrôle serbe, n'a pu que constater le départ d'un char T55 ainsi que de deux véhicules blindés et d'un canon antiaérien parqués dans l'un des neuf points de regroupement de l'ONU. La FOR-



PRONU a déjà été très critiquée, parce que les armes collectées n'ont en fait quitté le territoire serbe. Le plus souvent, elles sont restées à l'intérieur des casernes de l'armée serbe, où une unité de « casques bleus » se contente de contrôler à intervalles réguliers qu'aucune pièce ne manque. Les combattants serbes ont, en outre, le droit d'entretenir leur matériel.

L'opération menée dans la nuit de jeudi à vendredi a prouvé que récupérer ces véhicules était, pour les Serbes, un jeu d'enfant : ils n'ont eu aucun mal à pénétrer dans l'usine sans être vus et avaient même pu faire auparavant le plein de carburant pour les véhicules. Immédiatement prévenu, le quartier général de la FORPRONU à Sarajevo a envoyé une patrouille française à la poursuite des véhicules en fuite. Mais les « casques bleus » se sont heurtés à un barrage de combattants serbes et n'ont pas pu poursuivre leurs recherches. Vers 6 heures du matin, un hélicoptère est parti à son tour en reconnaissance. Après quinze minutes de vol, il a été mitraillé et a dû se poser en catastrophe dans un champ.

« La situation est réellement très tendue », déclarait dans la matinée le porte-parole de la FORPRONU. En réalité, la décision d'effectuer des frappes aériennes était déjà pratiquement prise. « Depuis quelques

semaines, les Serbes cherchent à nous paralyser, commentait pour sa part un officier français. Ils nous ont forcés à fermer l'aéroport, à interrompre le pont aérien humanitaire ; ils ont tiré sur les avions de l'ONU, sur les hélicoptères et sur nos « casques bleus » au sol. Puis ils ont fermé les routes d'accès à Sarajevo ; ils ont attaqué et partiellement détruit un convoi britannique. Si aujourd'hui nous ne réagissons pas, nous sommes perdus. » A 9 h 30, l'état-major a informé tous les bataillons de la FORPRONU que des raids seraient probablement lancés dans la journée. L'alerte « orange » a aussitôt été déclenchée, et tous les « casques bleus » de la région de Sarajevo ont renforcé les mesures de sécurité.

« Ce sera l'escalade »

« Vers midi, j'ai officiellement demandé à mes supérieurs à Zagreb et à l'OTAN de préparer des raids aériens, a expliqué plus tard le général Rose. A 14 heures, toutes les autorisations avaient été données. » Les pilotes de l'OTAN, aidés par des équipes au sol, ont alors commencé à chercher le char disparu. Il était censé se trouver au nord de la zone d'exclusion, près de la ville de Visoko, où l'armée bosnienne a déclenché une offensive il y a plu-

sieurs jours. Selon des observateurs militaires, l'armée gouvernementale (essentiellement musulmane) aurait obligé les Serbes à reculer de plusieurs kilomètres et serait en mesure de prendre le contrôle d'une route stratégique. Ces combats sont d'ailleurs le prétexte que les Serbes ont fourni pour avoir repris des armes lourdes.

Généralement prudente à l'extérieur, la FORPRONU a, cette fois, décidé qu'il fallait passer à l'action coûte que coûte. « Si nous ne montrons pas aux Serbes que nous aussi, nous sommes forts, ils reviendront la nuit prochaine, a commenté un officier. Ils prendront cinq chars, puis dix. Ce sera l'escalade. » Les avions de l'OTAN ne sont toutefois pas parvenus à localiser le T55. La FORPRONU a alors fourni à l'OTAN une liste d'objectifs déterminés à l'avance, preuve que les « casques bleus » connaissent parfaitement l'existence d'armes lourdes dans la zone d'exclusion autour de Sarajevo. Ainsi les avions ont-ils mis le cap sur un canon de 76 mm repéré depuis plusieurs jours. Il se trouvait en pleine nature : il n'y avait donc presque aucun risque de toucher des civils. Le général Rose a pris soin de prévenir les autorités serbes que l'aviation allait bombarder l'une de leurs positions. « Nous sommes dans ce pays pour rétablir la paix, a-t-il expliqué. Je leur ai donc demandé de retirer leurs hommes des sites où se trouvaient des armes lourdes. J'espère qu'ils l'ont fait. » « Je regrette l'emploi de la force, a poursuivi le général britannique, car notre mission est une mission de paix. Mais les Serbes ont aujourd'hui menacé tout le concept de la « zone d'exclusion », et ils ont ignoré l'ultimatum de l'OTAN. »

Peu après le raid, le général Rose a joint l'état-major serbe. L'assurance lui a alors été donnée que toutes les armes lourdes allaient être rendues. Et effectivement, le char et les deux véhicules blindés ont réintégré, le soir même, leur point de regroupement. Samedi à l'aube, les avions de l'OTAN patrouillaient toujours le ciel de Sarajevo, qui a connu une soirée mouvementée, vendredi, avec une soudaine reprise des tirs.

REMY OURDAN

AMÉRIQUES

CUBA

Brusque flambée de violence à La Havane

De violents incidents, qui ont fait plusieurs blessés graves, ont éclaté, vendredi 5 août, entre les forces de l'ordre et la population qui s'était massée sur le front de mer de La Havane. Des milliers de personnes avaient afflué sur le Malecon, où se pressent habituellement chaque soir les promeneurs, pour y commenter les trois récents détournements de vedettes assurant des liaisons dans la baie de La Havane. Candidats à l'exil, des Cubains armés ont, avec succès dans deux des trois cas, contraint ces bâtiments à prendre la direction de la haute mer, vers les Etats-Unis, où ils ont obtenu l'asile.

Les incidents ont éclaté en milieu d'après-midi, lorsque des forces de l'ordre ont interdit l'accès au quai d'où part le trafic maritime et tenté de dégager le front de mer. Echanges de coups, jets de pierres et coups de bâtons ont rapidement suivi. Plusieurs centaines d'ouvriers du Contingent Blas Roca - travailleurs d'élite considérés par le régime comme le fer de lance de la classe ouvrière - sont arrivés, casqués, pour disperser la foule. Usant sans succès de coups de semonce, les policiers ont ensuite tiré sur certains manifestants, dont plusieurs ont été blessés, selon les témoins. Refluant vers les rues du centre et de la vieille ville, les manifestants se sont attaqués à l'Hôtel Deauville et à des établissements commerciaux, brisant les vitrines sur leur passage et scandant, pour certains, « Liberté ». Cette flambée de violence a duré deux heures.

Réagissant immédiatement, le

président Fidel Castro s'est rendu sur les lieux, une fois le calme revenu, avant de prononcer dans la soirée une allocution télévisée. Les Cubains ont alors appris de sa bouche que deux policiers avaient été tués dans la nuit de jeudi à vendredi, lors du détournement d'une des vedettes. Celle-ci, a-t-il ajouté, a été poursuivie par deux patrouilles cubaines, mais ces derniers avaient reçu l'ordre de ne pas s'approcher de trop près, pour ne pas mettre en danger la vie des femmes et des enfants se trouvant à bord.

Les circonstances de la mort des policiers et le sort de la vedette restent obscurs. Mercredi, les auteurs d'un précédent détournement - une quinzaine d'hommes armés - avaient été recueillis par les garde-côtes américains, ainsi que 117 des passagers du bateau, une minorité préférant retourner à Cuba. La même scénario s'était produit neuf jours plus tôt pour la première vedette détournée.

Dans son discours, Fidel Castro a par ailleurs annoncé que son gouvernement n'empêcherait plus la sortie illégale de Cubains si les Etats-Unis ne prenaient pas « des mesures rapides et efficaces » pour dissuader les candidats à l'exil. « Nous ne pouvons pas continuer à être les gardiens des frontières des Etats-Unis », a-t-il dit. Il a accusé Washington de « fomenter le mécontentement de la population » cubaine pour « conduire Cuba à un bain de sang » avec pour objectif final d'intervenir dans l'île. - (AFP, Reuters)

DIPLOMATIE

Ancien ambassadeur

Jean Laloy est mort

Jean Laloy, ancien ambassadeur, grand connaisseur de la Russie et artisan actif de la construction européenne, est mort jeudi 4 août à Meudon (Hauts-de-Seine) à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Jean Laloy, en qui Edgar Faure, dont il fut le proche collaborateur à Matignon, voyait « l'incarnation de l'esprit de toute une génération », ne ressemblait en rien à l'image que l'on se fait souvent d'un diplomate. C'était vraiment l'anti-Napoleon, détestant la futilité, l'intrigue, les mondanités, ce qui l'avait conduit à refuser plusieurs ambassades. Avant tout un homme de cœur et de caractère, père de sept enfants, qui ne faisait pas mystère de son christianisme et avait su mettre sa vie en accord avec ses principes.

Un homme de culture aussi. Fils d'un musicien et d'une jeune femme secrétaire générale de l'Opéra, il était le fils de Debussy et avait très bien connu Cocteau et Stravinsky. Longtemps professeur à l'Institut d'études politiques et à l'ENA, il avait publié une série d'ouvrages - *Entre guerres et paix*, *Le socialisme de Lénine*, *Yalta*, *hier et aujourd'hui* et *demain* - écrits d'une plume limpide, dont la belle érudition se nourrissait d'une rare connaissance personnelle des hommes et du système soviétique. Le moins qu'on puisse dire est qu'il ne s'est jamais fait beaucoup d'illusions à leur sujet.

Né le 1^{er} avril 1912 à Meudon, où il est mort, sa mère était russe et il avait fait les « Langues O » en même temps que « Sciences Po », ce qui lui avait valu, après trois années passées en Estonie, d'être affecté à l'ambassade de France à Moscou à la sinistre époque du pacte germano-soviétique et, par la suite, de servir d'interprète à de Gaulle en décembre 1944 lors de sa mémorable visite à Staline. De celui-ci, il brossera plus tard ce sobre et terrifiant portrait : « Un homme parvenu par les moyens les plus pervers au sommet de la puissance et n'y ayant pas trouvé ce qu'il en attendait. Un homme totalement désabusé (...). Un homme qui continue par férocité et par ruse à accroître pouvoir, territoires, influence, domination et qui, au fond de son subconscient, pressent le vide, l'horreur : à quoi bon tout cela ! ».

Consul suppléant à Genève, l'aide qu'il procura aux Français cherchant refuge en Suisse lui

valut d'être révoqué par Vichy et d'être intégré aux délégations dans ce pays des mouvements unis de Résistance puis du gouvernement provisoire d'Alger. Après la guerre, il devait recevoir diverses affectations en Allemagne occupée, au secrétariat général du Quai d'Orsay, avant d'être nommé ministre conseiller à Moscou, puis directeur d'Europe. A ce poste, comme par la suite à celui de directeur adjoint des affaires politiques, il joua un grand rôle dans la construction européenne et le dialogue franco-allemand. Mais ses vues sur plus proches de celles de Jean Monnet que de celles de de Gaulle, et il n'apprécia guère la politique de distanciation vis-à-vis des Etats-Unis et d'ouverture à l'Est engagée en 1966. Sa carrière s'en ressentit. Il se retrouve, en 1968, directeur des archives en attendant d'être nommé, en 1974, directeur général des affaires culturelles. L'année suivante, l'Académie des sciences morales et politiques l'accueillera dans son sein.

Fidèle à ses amis comme à ses idées, aussi modeste que désintéressé, c'était un homme comme on n'en fait plus guère - si tant est qu'on en ait jamais beaucoup faits. A tous ceux qui l'ont connu, il laissera un grand souvenir.

ANDRÉ FONTAINE

RUSSE-UKRAÏNE : M. Eltsine se rendra à Kiev à l'autome. - Le président russe, Boris Eltsine, se rendra en Ukraine à l'autome pour signer un traité d'amitié entre les deux pays avec son homologue ukrainien, Leonid Kouchma, a annoncé, vendredi 5 août, le Kremlin. MM. Eltsine et Kouchma sont convenus d'accélérer la préparation de ce traité bilatéral, en négociation depuis un an. Le président russe se rendra à Kiev pour la cérémonie de signature « fin septembre ou début octobre », a précisé le service de presse de M. Eltsine. - (AFP)

Reconduction des sanctions de l'ONU contre la Libye. - En dépit de l'avis contraire de la Ligue arabe et de la Russie, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, vendredi 5 août, de maintenir en l'état les sanctions internationales contre la Libye. Depuis avril 1992, Tripoli est soumise à un embargo aérien et militaire, auquel le Conseil a ajouté en décembre dernier des sanctions économiques, parce qu'il refuse de livrer aux Etats-Unis ou à la Grande-Bretagne les deux suspects de l'attentat contre un Boeing qui avait fait 270 morts en décembre 1988. - (AFP)

Washington veut maintenir la pression sur M. Karadzic

WASHINGTON et NEW-YORK (Nations unies)

de nos correspondants

La pression doit être maintenue sur les milices serbes de Bosnie par des moyens diplomatiques, économiques et militaires et, si besoin est, par de nouveaux raids aériens, disait-on à Washington quelques heures après l'intervention de l'OTAN à Sarajevo. A vrai dire, il s'agit aussi pour l'administration Clinton de diluer une autre pression : celle dont elle se elle-même l'objet de la part du Congrès, qui réclame la levée de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie pour sanctionner le rejet du plan de paix international par les Serbes bosniaques.

Pour l'administration, le « point de rupture » était en passe d'être atteint : après une dizaine de jours de provocations serbes, ou l'ONU décidait de passer à l'action, en sollicitant l'appui aérien de

l'OTAN, ou bien il n'était plus possible de s'opposer au Congrès sur la levée de l'embargo sur les armes.

Le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, s'est félicité du petit raid aérien mené par l'OTAN sur des positions serbes au sud de Sarajevo. « C'est une façon de maintenir la pression sur les Serbes » et « un pas en avant » pour les inciter à accepter le plan de paix, a-t-il dit. Même volonté de « maintenir la pression » de la part du nouveau secrétaire général de la Maison Blanche, Leon Panetta, qui relevait, cette semaine, que les Etats-Unis pourraient être conduits à lever unilatéralement l'embargo si les milices de Radovan Karadzic s'obstinaient dans leur rejet de la paix. Au cours d'entretiens avec les dirigeants du Congrès, des membres de l'administration auraient fait valoir que l'embargo pourrait être levé d'ici deux à trois

mois si la situation n'évoluait pas favorablement.

Après le refus du plan de paix par les Serbes bosniaques et devant la multiplication des agressions contre les musulmans, le blocage des accès à Sarajevo, les provocations contre la FORPRONU, les Etats-Unis et l'amiral Leighton Smith, l'officier américain commandant le flanc sud de l'OTAN, estimaient que les Occidentaux ne pouvaient plus rester les bras croisés sans perdre encore un peu de crédibilité en Bosnie. Depuis quelques jours, ils poussaient dans le sens d'une intervention aérienne. Le détournement par les Serbes d'armes lourdes gardées par la FORPRONU aura été l'ultime provocation.

La décision d'intervention, à la demande du général Michael Rose, a été d'autant plus facile à prendre que le Japonais Yasushi Akashi, représentant du secrétaire

général de l'ONU dans l'ex-Yugoslavie, et habituellement réticent à ordonner l'emploi de la force, est en ce moment en vacances. Prévenu au moment du raid, et non à l'avance, le représentant de Moscou à l'ONU, Youli Vorontsov, n'a rien trouvé à redire à l'action de l'OTAN.

D'autre part, à l'ONU comme à Washington, on est encore un peu sceptique sur les intentions réelles récemment affichées par la République de Serbie. Le Conseil de sécurité garde deux fers au feu, sous la forme de deux projets de résolution. Au grand dam des Russes, l'un suggère de renforcer les sanctions contre Belgrade au cas où M. Milosevic ne changerait pas véritablement de politique ; l'autre propose de lever les sanctions contre la Serbie, pour tenir compte d'un revirement confirmé de la part de Belgrade.

AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

M. Juppé sera entendu par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. - Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, a convoqué la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale - commission qu'il préside - le 24 août, pour entendre Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur « les conséquences à tirer du refus opposé au plan de paix par les Serbes de Bosnie et de la rupture de leurs relations avec l'Etat serbe. »

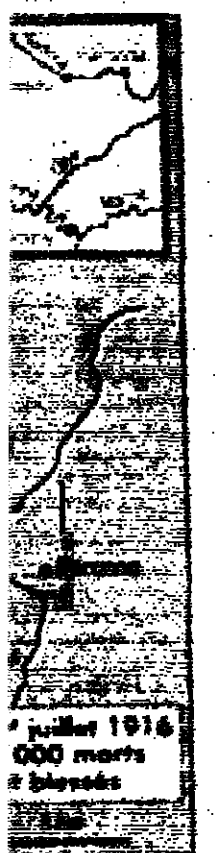
IRLANDE DU NORD : un protestant tué par une milice loyaliste. - Un protestant de 48 ans, soupçonné d'avoir servi d'informateur à l'Armée républicaine irlandaise (IRA), a été tué vendredi 5 août à Belfast par une milice loyaliste. L'attentat a été revendiqué par la Force des volontaires de l'Ulster (UVF), une organisation illégale. Cet attentat porte à 51 le nombre de victimes de la violence politique en Irlande du nord depuis le début de l'année. - (AFP, AP)

ROUMANIE : fin de la grève des mineurs. - Les quelques 70 000 mineurs roumains de cuivre et de lignite, en grève depuis neuf jours dans la vallée du Jiu (Centre), ont mis fin, vendredi 5 août, à leur mouvement après avoir obtenu satisfaction sur leurs revendications. Ils réclamaient notamment une hausse de leurs salaires et la majoration à 75 000 lei (45 dollars) d'une prime offerte chaque année à l'occasion de la « journée du mineur » (le Monde du 5 août). - (AFP)

SERBIE : une Française tuée dans une fusillade. - Une Française, employée au Bureau de la Commission européenne chargée de la distribution de l'aide humanitaire en Serbie, a été tuée dans une fusillade, jeudi 4 août, à Nis, ville serbe située à quelque 200 kilomètres au sud de Belgrade. Deux Yougoslaves, dont le meurtrier de la ressortissante française - un repris de justice, selon la presse de Belgrade -, ont également été tués. - (AFP)

Somme

Ci-dessus : A 7 h 28 précises, 60 000 « Tommies » ont l'assaut en s'exposant au feu allemand. Ces « bataillons de copas » seront décimés.



Un choc culturel dont la Grande-Bretagne ne se remet jamais

Le 1^{er} juillet 1916, 60 000 soldats britanniques, les « Tommies », ont lancé l'assaut sur les positions allemandes lors de la bataille de la Somme. Cette opération, qui a duré jusqu'au 11 novembre 1918, a coûté la vie à plus de 400 000 soldats britanniques et à plus de 200 000 soldats allemands. La bataille de la Somme est considérée comme l'un des événements les plus sanglants de l'histoire militaire. Elle a également marqué le début de la fin de la suprématie militaire allemande. Malgré les lourdes pertes, les Britanniques ont réussi à maintenir une pression constante sur les Allemands, ce qui a finalement conduit à leur capitulation en 1918. La bataille de la Somme a également eu un impact culturel profond sur la Grande-Bretagne, qui a vu naître une littérature et une art qui reflètent les horreurs de la guerre moderne.

AFRIQUE

RWANDA

Le nouveau gouvernement dément que des exactions soient commises contre les réfugiés

Le général Paul Kagame, vice-président et ministre de la défense rwandais, a démenti les informations faisant état d'exactions commises contre des réfugiés par des soldats du Front patriotique rwandais (FPR), dans un entretien diffusé samedi 6 août par la radio nationale. Radio Rwanda. Le commandant du FPR a toutefois ajouté : « Si un cas était signalé, ce serait un cas isolé, à ne pas généraliser ».

Selon la radio, qui a diffusé une traduction de l'entretien - M. Kagame ne parlant que l'anglais et le kinyarwanda - le ministre de la défense a précisé que ces informations relevaient de « manœuvres dissuasives en vue d'empêcher les réfugiés de regagner leurs terres » : ces manœuvres étant le fait de l'ancien gouvernement, maintenant en exil, et des miliciens hutus, « de connivence avec les militaires français ». Le ministre chargé des déplacés de guerre, Jacques Bihogazara (FPR), avait affirmé la veille avoir « l'impression que les soldats français ne font aucun effort pour inciter les Rwandais à rentrer chez eux, voire qu'ils découragent la population ».

Vendredi, le porte-parole de l'opération « Turquoise », le colo-

nel Alain Rambeau, a déclaré à Goma (Zaire) que quatre jeunes villageois ont été enlevés par des éléments du FPR, à l'est de Kibuyé, dans la zone humanitaire sous contrôle des forces françaises. Un nombre indéterminé d'hommes armés, connus des habitants de la région pour appartenir au FPR, ont investi un village proche de Kibuyé dans la nuit de mercredi à jeudi et ont enlevé les jeunes gens avant de s'enfuir hors de la zone humanitaire, a ajouté le porte-parole. Selon lui, des pillages ont également été commis dans la zone humanitaire au cours des derniers jours par des membres du FPR ainsi que par « des extrémistes hutus infiltrés du Zaire et du Burundi ».

Cent mille Rwandais réfugiés dans la région de Goma ont déjà regagné leur pays, a indiqué le porte-parole du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Goma. Le nombre total de réfugiés dans les cinq camps du nord de Goma s'établit désormais entre 800 000 et 900 000 personnes, contre 1,2 million au plus fort de l'exode, a-t-il précisé. Mais, selon son collègue installé à Kigali, dans le même temps, les Rwandais hutus fuient l'est du pays en direction de la Tanzanie. « Il y a encore un

mouvement de Hutus hors du pays dans l'est. Les départs sont plus nombreux que les arrivées », a déclaré Kris Janowsky.

L'envoyé spécial de l'ONU au Rwanda, Shabargar Khan, a pour sa part estimé que les réfugiés rwandais qui rentrent chez eux ne sont pas l'objet d'exactions généralisées de la part des soldats du FPR. Des « incidents » ont « peut-être » eu lieu, mais l'ONU ne dispose d'aucune preuve d'une « pratique généralisée » de harcèlement des réfugiés, a déclaré M. Khan à Kigali.

Enfin, le FPR a accepté que les troupes africaines participant à l'opération « Turquoise » aux côtés des soldats français soient déployées au Rwanda dans le cadre de la Mission des Nations unies (MINUAR), a déclaré le représentant du FPR à l'ONU, Claude Dusaidi. Celui-ci sera remplacé sous peu par Bakurumutsa Manzi, a annoncé le ministre rwandais des affaires étrangères, Jean-Marie Vianney Ndagijimana, en indiquant, dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, que son pays remettrait à plus tard l'exercice de la présidence tournante du Conseil de sécurité de l'ONU, qui devait lui revenir en septembre. (AFP, Reuters)

Goma, plaque tournante de tous les trafics

L'afflux de réfugiés rwandais au Zaire a donné naissance à un marché parallèle

GOMA (Zaire)

de notre envoyé spécial
A Goma, à la frontière rwandaise, quelques Zairois s'enrichissent, mais beaucoup ont souffert de la guerre qui a ravagé le pays voisin, puis de l'afflux des réfugiés. Avant la guerre, l'alimentation de base était, pour l'essentiel, importée du Rwanda : l'huile, le sucre, le lait, ainsi que d'autres produits tels que les pièces détachées de véhicules. Le Rwanda était son producteur, soit importateur et revendeur. A Goma, les prix ont donc augmenté en moyenne de 50 % depuis une dizaine de jours.

Le dollar y est roi, car, explique un Zairois, « 1 dollar dans la poche, c'est toujours 1 dollar, tandis que 1 000 zaires (monnaie locale), demain ce n'est plus 1 000 zaires ». Dimanche 31 juillet, on changeait 800 zaires pour 1 dollar, vendredi 5 août 1 200 zaires pour le même dollar. Au marché de Goma, avant que la guerre n'ait atteint la région frontalière rwandaise, on obtenait pour 1 dollar dix œufs, aujourd'hui deux seulement.

Le prix de l'essence n'a pas bougé : les stocks étaient importants. Seul le prix du riz a baissé, car une partie de l'aide humanitaire est revenue sur les marchés. L'eau manque encore. Les habitants de Goma et de sa région, tous ceux qui côtoient les réfugiés, ont aussi souffert des épidémies, choléra d'abord, dysenterie aujourd'hui. Au centre de traitement ouvert à Goma par Médecins sans frontières, un tiers des malades sont Zairois.

La ville pourtant s'est enrichie d'une piste d'atterrissage toute neuve remise en état par l'armée française. Elle gardera le matériel léger que les Français, les Américains et les autres laisseront sur place en partant. Certains de ses habitants ont fait de bonnes affaires : hôtels, restaurants, cafés. Les changeurs au noir installés à la terrasse du bar La Michaudière font fortune. D'autres ont amélioré leur ordinaire en profitant de la détresse des réfugiés. Ils leur achè-

taient, à bout de ressources, une vache pour quelques dollars quand ils sont arrivés, aujourd'hui leurs ustensiles de cuisine. D'autres encore ont étoffé leur commerce.

On trouve, à Goma, une gamme complète d'appareils ménagers à bas prix, résultat des pillages effectués par l'ex-armée rwandaise, les FAR, et les miliciens qui les accompagnaient lors de leur retraite, pillages souvent récupérés par certains éléments de l'armée zairoise. Le marché de la voiture d'occasion est en expansion. A Sake, au bord du lac, devant la superbe villa occupée par l'état-major de l'ex-gendarmerie rwandaise, stationne une automobile frappée du sigle « Mutzig la prestigieuse », que l'on ne devrait pas trouver à Goma, repêchée ou pas, dans les rues de Goma.

Pillages à l'aéroport

Il est facile d'acheter un ordinateur et son imprimante pour moins de 300 dollars, des machines à écrire ou des vieilles motos, tout le matériel de bureau possible, des groupes électrogènes, des pneus, des cassettes vidéo. On brade la cocaïne à 500 dollars les 500 grammes, premier prix avant négociation. Il est intéressant, et cela se prouve, d'aller à Kigali, la capitale du Rwanda, changer de l'argent rwandais pour faire la culbute du simple au double.

Le marché des armes est florissant.

EN BREVE

ALLEMAGNE : le gouvernement s'engage en faveur de Taslima Nasreen. - Taslima Nasreen est « à tout moment la bienvenue en Allemagne » : tels sont les mots du ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, qui appelle le gouvernement du Bangladesh à faire tout ce qui est en son pouvoir pour protéger la romancière menacée de mort par des islamistes. « La décision courageuse de M^{me} Nasreen de se présenter devant la justice ne doit pas mettre en danger sa vie et sa sécurité. Je prie le gouvernement du Bangladesh de permettre à M^{me} Nasreen de quitter le pays si elle le souhaite », a déclaré M. Kinkel dans un communiqué publié vendredi 5 août. (AFP)

Le parti des opposants au traité de Maastricht ne se présentera pas aux élections générales. - La Fédération des citoyens libres renonce à présenter des candidats

aux élections générales du 16 octobre prochain. Ce parti, fondé en janvier dernier dans l'intention de regrouper les opposants au traité de Maastricht et qui se veut le « parti du deutchemark », n'avait obtenu que 0,7 % aux élections européennes, en juin. Son président, Manfred Brunner, a justifié sa décision par des « faiblesses organisationnelles », essentiellement en Rhénanie du Nord-Westphalie (Ouest) et en ex-RDA. (AFP)

ARMÉNIE : visite en France du président Ter-Petrosian. - Le président arménien, Levon Ter-Petrosian, est attendu en visite officielle en France les 7 et 8 août. Il se rendra ensuite aux États-Unis du 9 au 15 août, où il rencontrera Bill Clinton, ainsi que des dirigeants de la Banque mondiale, pour négocier des crédits pour l'Arménie. (AFP)

IRAN : plusieurs centaines

PROCHE-ORIENT

Après le raid meurtrier de Tsahal au Liban sud

Deux soldats israéliens ont été tués dans des embuscades tendues par le Hezbollah

BEYROUTH

de notre correspondant

Deux soldats israéliens ont été tués, samedi 6 août, dans la « zone de sécurité » occupée par Israël et sa milice libanaise auxiliaire au Liban sud, dans des embuscades tendues par des miliciens du Hezbollah pro-iranien.

Parallèlement, une salve de roquettes tirées à partir du Liban s'est abattue sur la Haute-Galilée, blessant légèrement trois enfants, selon la radio militaire israélienne. Vendredi, plusieurs roquettes étaient déjà tombées dans cette région et dans la « zone de sécurité ». Une résidence du nord

d'Israël avait été légèrement blessée.

Cette escalade intervient après le raid aérien meurtrier israélien de jeudi dont l'une des cibles - visée par erreur selon Israël - était une habitation civile, et qui a fait huit morts, dont quatre enfants, d'après un bilan définitif. Les autorités libanaises, qui ont porté plainte auprès du Conseil de sécurité de l'ONU, estiment que ce sont les Israéliens qui ont rompu la règle du jeu et relancé l'engrenage de la violence.

En effet, en vertu d'un accord tacite conclu il y a un an par l'intermédiaire des États-Unis, les actions militaires dirigées contre l'armée israélienne devaient être cantonnées

dans la zone de sécurité et la riposte de Tsahal ne visait que des cibles paramilitaires.

Le Liban « ne fera pas de concessions à Israël dans les négociations de paix en dépit des agressions répétées », a déclaré le premier ministre, Rafic Hariri. « Nous ne nous désistons pas de nos droits sur notre terre et nos eaux et nous demeurons attachés aux principes sur la base desquels nous avons entamé les négociations de paix », a ajouté M. Hariri, qui a réclamé une fois de plus l'application par l'État juif de la résolution 425 de l'ONU exigeant son retrait « immédiat » du Liban sud.

LUCIEN GEORGE

Décidé par le secrétaire général des Nations unies

Le transfert à Gaza de l'Agence d'aide aux réfugiés palestiniens suscite un malaise

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Announced le 29 juin à New York, trois jours avant le retour de Yasser Arafat à Gaza, la décision du secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, d'ordonner le transfert du quartier général de l'UNRWA (Agence de secours et de travail des Nations unies pour les réfugiés de Palestine) de Vienne à Gaza, suscite un profond malaise. Au moment où les finances onusiennes sont dans l'état que chacun connaît, qui va payer les frais de déménagement de l'Agence d'aide aux réfugiés palestiniens estimés à 21 millions de dollars ?

Surtout, quelle est la portée politique de ce geste ? Intervenant moins d'un an après que les États-Unis eurent refusé, pour la première fois depuis quatre décennies, de voter la résolution qui fixe chaque année le domaine d'action de l'UNRWA, cette décision, prise selon M. Boutros-Ghali « à la demande de Yasser Arafat et avec le soutien d'Israël », s'inscrit, aux yeux d'un grand nombre de Palestiniens, dans le cadre d'une stratégie qui consiste à marginaliser un peu plus l'épineuse question des réfugiés.

Pis du tout, réplique Ilter Türkmen, le commissaire général de l'Agence, cela vise simplement à démontrer que nous sommes liés au processus de paix en cours, et que, comme tout le monde, nous le soutenons. « Reste que l'Agence est censée s'occuper exclusivement des réfugiés et qu'un tiers seulement d'entre eux se trouvent actuellement dans les territoires occupés ou autonomes ».

Que va-t-il se passer pour les 1,6 million cantonnés dans les pays arabes limitrophes d'Israël (Liban, Syrie, Jordanie) et dont le sort définitif a été renvoyé à une phase ultérieure de la négociation entre Israël et l'OLP ? « Rien de changé », nous affirme le diplomate international. Le transfert à Gaza ne devrait altérer ni leur statut légal international (retour au pays, ou compensation financière)

ni le niveau des services qui leur sont rendus depuis la création de l'Agence en 1948.

On notera cependant que si les pays donateurs se ruent sur les programmes spéciaux mis au point par l'UNRWA pour soutenir l'option Gaza-Jéricho (85 % des 95 millions de dollars obtenus au 1^{er} juin sont pour elle), le budget général de l'Agence (305 millions), c'est-à-dire celui qui est notamment consacré aux réfugiés « extérieurs » à l'autonomie, enregistre un déficit record de 43 millions de dollars pour 1994...

La Syrie, qui héberge 350 000 réfugiés et qui ne soutient pas, c'est le moins que l'on puisse dire, l'option de paix acceptée par Yasser Arafat, est opposée au transfert de l'Agence à Gaza et réclame un vote de l'Assemblée générale des Nations unies. Le Liban (350 000 réfugiés) suit Damas. Quant aux traditionnels donateurs de l'Agence, lesquels assurent 96 % de son financement (4 % seulement viennent des finances onusiennes proprement dites), ils font valoir un certain nombre de réserves.

Refus de la moitié des fonctionnaires

D'abord sur la méthode. « Boutros Boutros-Ghali, explique un diplomate français, a pris sa décision sans en référer à ceux qui paient, c'est-à-dire nous. » Paris n'est pas opposé au principe qui consiste à aider Yasser Arafat à consolider son pouvoir sur Gaza en donnant un coup de fouet à son économie locale. Mais le Quai d'Orsay s'interroge sur le bien-fondé du moyen choisi.

Ilter Türkmen lui-même, le commissaire de l'Agence, reconnaît d'ailleurs que le transfert, qui devrait être terminé d'ici à la fin de l'année prochaine, pose de sérieux problèmes. La moitié au moins des deux cents fonctionnaires du siège à Vienne refusent le déménagement et « devront donc être remplacés ». L'UNRWA en perdra « une expérience d'autant plus précieuse »

que la plupart des futurs licenciés - qu'il des indemnités qui devront leur être payées ? - « sont... des Palestiniens installés depuis longtemps en Europe ». Des Palestiniens qui n'ont aucune envie de se retrouver à Gaza, avec des salaires forcément réduits puisqu'ils seront désormais considérés comme des « employés locaux ».

Autre problème : comment le siège maintiendra-t-il le contact quotidien avec les camps de Syrie et du Liban puisqu'il n'y a pas même de lien téléphonique entre Israël (territoires autonomes inclus) et les pays en question ?

On pourrait installer une ligne satellitaire qui coûterait un peu plus cher, suggère M. Türkmen. Mais la vraie question est politique. Parce que l'UNRWA, avec ses 20 000 employés palestiniens, ses 59 camps, ses 649 établissements scolaires et ses 119 cliniques, a toujours été un peu considérée comme la régente du peuple palestinien dispersé. Yasser Arafat, on le comprend, veut l'associer à son « autogouvernement intérimaire ». Mais si les Nations unies reconnaissent aujourd'hui en l'homme au keffiyeh « le représentant de tous les Palestiniens », tous les Palestiniens sont loin, surtout depuis la signature des accords d'Oslo avec Israël, de partager ce sentiment.

Dans les camps du Liban et d'ailleurs, là où les opposants de l'option Gaza-Jéricho sont légion, voire majoritaires, on déplore déjà que l'UNRWA soit devenue « prisonnière d'Arafat ». Et jusqu'à l'intérieur des territoires, des voix commencent à s'élever pour fustiger la décision, prise par l'Agence le mois dernier, de ne plus s'occuper, à l'intérieur des enclaves autonomes, des violations des droits de l'homme.

Le commissaire général justifie ce choix par un argument de type légaliste : « Les habitants des régions autonomes sont désormais sous l'administration d'une autorité nationale, la leur, ce n'est donc plus de notre ressort. » Est-il judicieux pour une agence internationale spécifiquement créée pour aider les réfugiés, tous les réfugiés, d'engager son avenir et son image sur un pari politique ? N'y a-t-il pas d'autres organismes - comme le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) et d'autres - plus aptes au nécessaire soutien de l'expérience en cours ? Enfin, que se passera-t-il si l'expérience échoue ? « Alors, conclut M. Türkmen, ce sera une catastrophe pour tout le monde. » D'où la nécessité, aux yeux de beaucoup, de conserver l'UNRWA à l'abri du risque...

PATRICE CLAUDE

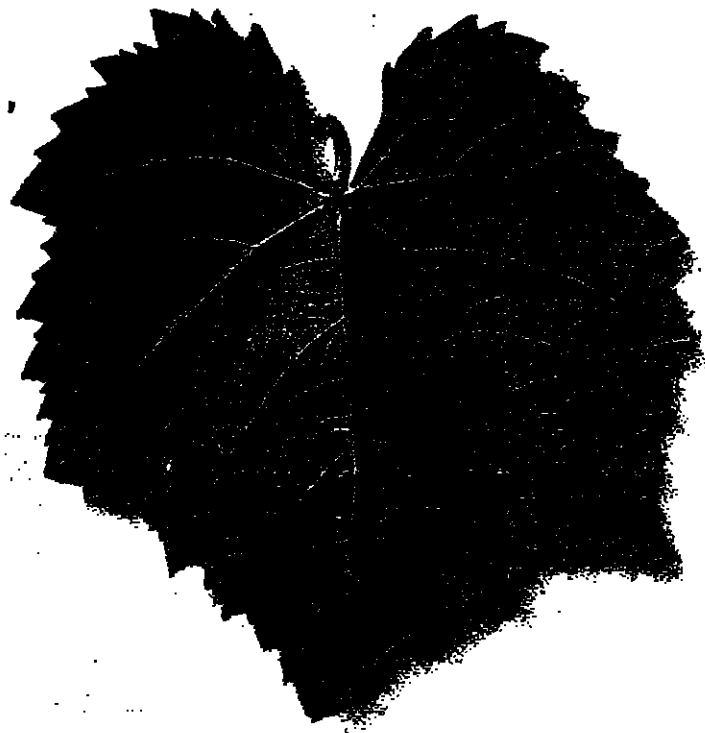
JORDANIE : première visite officielle de M. Rabin lundi. - Le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, doit effectuer, lundi 8 août, sa première visite officielle en Jordanie. Selon le ministre de l'information, Jawad Anani, M. Rabin se rendra dans la ville portuaire d'Aqaba, sur la mer Rouge, après avoir participé aux côtés du prince héritier, Hassan, et du secrétaire d'État américain, Warren Christopher, à l'inauguration d'un point de passage frontalier entre Israël et la Jordanie. (AFP)

Les Musulmans
hommage

UN D'ALCOOL EST DANGEREUX

AOUT 1994

Les Muscadet rendent hommage au 1^{er} string.



Famille des VITIS VINIFERA
(Feuille de vigne de Muscadet)

Blancs et frais
tout l'été,
les Muscadet
n'ont rien à cacher.



LES VINS DE NANTES



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

arrière de Tshah au Liban sud

**Israéliens ont été tués
et tendues par le Hezbollah**

Il avait été légèrement

Le ministre israélien de la Défense, Ariel Sharon, a déclaré hier que les forces israéliennes ont tué quatre Palestiniens et en ont blessé sept autres, dont un enfant, lors d'une opération militaire dans le sud du Liban. Les forces israéliennes ont également tué un soldat du Hezbollah et en ont blessé deux autres. Les forces israéliennes ont également tué un civil et en ont blessé deux autres. Les forces israéliennes ont également tué un civil et en ont blessé deux autres.

Le secrétaire général des Nations unies

**Gaza de l'Agence d'aide
internationale suscite un malaise**

Les services de l'Agence d'aide internationale ont été accusés hier de ne pas avoir fourni suffisamment de nourriture et de médicaments aux réfugiés palestiniens de Gaza.

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a déclaré hier que les services de l'Agence d'aide internationale ont été accusés de ne pas avoir fourni suffisamment de nourriture et de médicaments aux réfugiés palestiniens de Gaza. Les services de l'Agence d'aide internationale ont été accusés de ne pas avoir fourni suffisamment de nourriture et de médicaments aux réfugiés palestiniens de Gaza.

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a déclaré hier que les services de l'Agence d'aide internationale ont été accusés de ne pas avoir fourni suffisamment de nourriture et de médicaments aux réfugiés palestiniens de Gaza. Les services de l'Agence d'aide internationale ont été accusés de ne pas avoir fourni suffisamment de nourriture et de médicaments aux réfugiés palestiniens de Gaza.

**Refuge de la mort
des Britanniques**

Un refuge de la mort pour les Britanniques a été découvert hier dans le sud du Liban. Les forces israéliennes ont découvert un refuge de la mort pour les Britanniques dans le sud du Liban. Les forces israéliennes ont découvert un refuge de la mort pour les Britanniques dans le sud du Liban.

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a déclaré hier que les services de l'Agence d'aide internationale ont été accusés de ne pas avoir fourni suffisamment de nourriture et de médicaments aux réfugiés palestiniens de Gaza. Les services de l'Agence d'aide internationale ont été accusés de ne pas avoir fourni suffisamment de nourriture et de médicaments aux réfugiés palestiniens de Gaza.

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a déclaré hier que les services de l'Agence d'aide internationale ont été accusés de ne pas avoir fourni suffisamment de nourriture et de médicaments aux réfugiés palestiniens de Gaza. Les services de l'Agence d'aide internationale ont été accusés de ne pas avoir fourni suffisamment de nourriture et de médicaments aux réfugiés palestiniens de Gaza.

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a déclaré hier que les services de l'Agence d'aide internationale ont été accusés de ne pas avoir fourni suffisamment de nourriture et de médicaments aux réfugiés palestiniens de Gaza. Les services de l'Agence d'aide internationale ont été accusés de ne pas avoir fourni suffisamment de nourriture et de médicaments aux réfugiés palestiniens de Gaza.

ASIE

INDE

L'arrestation d'un responsable présumé des attentats de Bombay risque de raviver la tension avec le Pakistan

NEW-DELHI

de notre correspondant

L'arrestation de Yakub Abdul Razak Memon, l'un des membres d'une famille musulmane accusée d'avoir organisé la sanglante série d'attentats de Bombay l'an dernier, risque de tendre encore le climat déjà tendu des relations indo-pakistanaïses. Le ministre de l'Intérieur, S. B. Chavan, a annoncé, vendredi 5 août, que M. Memon était en possession d'un passeport et de papiers d'identité pakistanais, « preuve irréfutable » de l'implication d'Islamabad dans ces attentats qui avaient fait au moins 250 morts et un millier de blessés le 12 mars 1993. « Il devrait désormais être clair pour le monde entier que le Pakistan s'est délibérément efforcé de créer la terreur dans notre pays et de le déstabiliser », a-t-il ajouté.

Yakub Memon, âgé de trente-deux ans, avait quitté Bombay pour les Émirats arabes unis la veille des attentats. L'une des voitures piégées qui avait détruit le parking souterrain de la Bourse était enregistrée à son nom. Présenté devant un tribunal dès son arrestation, il a cependant nié avoir participé aux attentats et s'est déclaré prêt à collaborer avec la police. Il a mis en cause son frère aîné « Tiger » Memon, considéré par les Indiens comme l'un des chefs du complot : « J'ai honte qu'il soit mon frère », a-t-il dit, expliquant par ailleurs avoir été ces derniers mois l'« otage » des Pakistanais.

Les circonstances de son arrestation restent peu claires : les policiers déclarent l'avoir appréhendé vendredi à l'aube à la gare de New-Delhi. M. Memon affirme au contraire avoir été arrêté il y a une semaine à Katmandou, avant d'être remis aux policiers indiens par leurs collègues népalais.

Pour New-Delhi, il n'a jamais fait de doute que le frère aîné pakistanais était l'organisateur de ces attentats qui ont ébranlé la capitale écono-

mique de l'Inde. Jusqu'à présent, les preuves restaient pourtant assez floues. Les aveux de certains suspects arrêtés au lendemain des explosions, qui affirmaient avoir été entraînés par les services secrets d'Islamabad, n'étaient pas vraiment convaincants.

Le fait que la mafia musulmane de Bombay soit derrière ces attentats faisait également penser qu'il pouvait s'agir d'une revanche des disciples du Prophète, les émeutiers ayant fait suite à la destruction de la mosquée d'Ayodhya par des hindouistes. Cet assaut avait provoqué une série d'émeutes interconfessionnelles dans Bombay, où de nombreux musulmans avaient trouvé la mort sous les balles de la police ou lors de véritables pogroms préparés par les milices hindoues fascistes du Shiv Sena.

Ces nouvelles « preuves » que les Indiens affirment posséder leur permettraient vraisemblablement de « diaboliser » encore davantage l'ennemi pakistanais, déjà accusé de semer la terreur au Cachemire insurgé en y envoyant des *moudjahidin* entraînés, affirme New-Delhi, par l'ISI, les redoutables services secrets d'Islamabad. L'une de ces preuves pourrait être déterminante : le ministre de l'Intérieur a affirmé que le « *pourrait* » de la mafia de Bombay, Dewood Ibrahim — que tout le monde accuse ici d'être le cerveau de l'opération — réside désormais au Pakistan, après des années d'exil à Dubaï.

BRUNO PHILIP

Les excuses du ministre des finances. Le ministre des finances indien, Manmohan Singh, a présenté, vendredi 5 août, ses excuses pour n'avoir pas su arrêter à temps un grave scandale financier à Bombay, en 1992. Sa démarche avait pour objectif de désamorcer une crise politique. (AFP)

Les incertitudes de l'après-Deng Xiaoping

Le retour d'un nationalisme xénophobe n'est pas à exclure alors que cent millions de Chinois cherchent du travail

Si les nouvelles de Chine se font plus rares, c'est qu'un événement décisif s'y prépare dans l'ombre : la succession de Deng Xiaoping dont la volumineuse biographie en huit volumes vient d'être publiée à Pékin sous le titre de « La carrière de Deng Xiaoping, un grand homme et son siècle ». L'affaiblissement du nonagénaire « petit timonier » était tellement manifeste lors de sa dernière apparition télévisée, à l'occasion du Nouvel An chinois, que l'on ne peut plus douter que l'issue se rapproche. Pékin maintient, naturellement, un silence épaissi. Mais il est possible de cerner les grands problèmes qui se posent lors de la disparition de l'homme auquel la Chine doit les immenses progrès économiques enregistrés depuis 1979.

La question liminaire est simple : la succession qui s'annonce sera-t-elle « grande » ou « petite » ? En d'autres termes, entrainera-t-elle des changements importants ou non ? Tous les paranoïaques étrangers de Pékin, en particulier asiatiques, croient en la seconde hypothèse, qui est à la fois celle de la continuité et de l'entrée de la Chine dans le marché mondial. Il faut pourtant rappeler que, jusqu'à présent, nombre de successions survenues dans les régimes communistes ont entraîné des changements à la fois essentiels et imprévisibles, pour des raisons tenant à la nature du régime. Il suffit de rappeler celles de Staline ou de Mao Zedong.

Il importe donc de savoir si la logique totalitaire autrefois à l'œuvre en URSS ou dans la Chine maoïste — comme probablement en Corée du Nord — vaut aussi pour la Chine de Deng Xiaoping. Le pays est, en effet, à demi ouvert et, au plan économique, à demi capitaliste, mais le pouvoir y fonctionne encore largement de façon « classique » : le Parti communiste est omnipotent et son chef

concentre en ses mains l'essentiel du pouvoir. S'il se réalise après sa disparition, le vrai changement se prépare donc de son vivant.

Aussi faut-il regarder vers les factions qui, depuis des années, préparent l'événement, même si le résultat est décevant. Soules émergent quelques personnalités, dont aucune ne semble avoir le poids pour s'imposer. Le successeur « naturel » serait Jiang Zemin, secrétaire général du PCC et chef de l'Etat. Mais en a-t-il la carrure ? Quelques grands anciens jouent un rôle, s'ils sont encore vivants : Chen Yun, Peng Zhen ou Yang Shangkun. Parmi les moins âgés, citons le premier ministre, Li Peng (soixante-dix ans) — le responsable du massacre de Tiananmen — et surtout l'énigmatique Qiao Guibao (soixante-dix ans), président de l'Assemblée nationale, jusqu'à présent bien (trop ?) discret. Enfin, le fantôme de la réforme, le secrétaire général du PCC en mai 1989, Zhao Ziyang, vit toujours...

Eviter l'exemple soviétique

Les divergences idéologiques sont le plus souvent faibles et en tout cas masquées, le débat d'idées restant des plus indigents. Les divergences économiques sont plus importantes : rôle du pouvoir central, rythme de la croissance et de l'ouverture. Mais il y aura surtout lutte pour le pouvoir et pour les prébendes. Entre ces hommes, un certain degré de conflit est inévitable.

En Chine comme ailleurs, pourtant, le peuple déteste les combats de chefs, et de nombreux cadres sont conscients qu'ils auraient beaucoup à perdre en cas de désunion au sommet. Ils veulent de toute façon empêcher une débâcle

à la soviétique. C'est pourquoi il sera beaucoup question de « direction collective », même si un nom devrait finalement se dégager, grâce à ses soutiens, et à sa capacité de donner l'image de l'unité maintenue.

C'est, en tout cas, comme en Corée du Nord, un processus de succession qui s'ouvrira, et qui durera des mois ou des années. De la façon dont il se développera dépendra à la fois son issue et ses conséquences. Il faut donc se tourner vers les grands facteurs structurels de la succession, qui demeurent assez obscurs.

Le premier, c'est l'armée, redevenue la « grande muette » depuis 1992. Elle est dirigée par des généraux fidèles à Deng Xiaoping, mais elle a subi au moins deux mutations : un *aggiornamento* technique et intellectuel de ses cadres les plus jeunes, et une grande fragmentation géographique. Il devrait donc y avoir des militaires dans toutes les factions, sans que l'on sache de quel côté penchera le fléau de la balance.

Une autre énigme est le poids des appareils provinciaux. Globalement, ils se sont beaucoup renforcés depuis 1989, en raison du développement économique — en particulier de la frange côtière — comme de l'affaiblissement du pouvoir central. Sur les vingt-deux membres du bureau politique du PCC, on compte six dirigeants locaux. Mais Pékin s'emploie depuis un an à rogner cette autonomie économique récemment acquise.

La grande énigme

On discerne par ailleurs le poids croissant de Shanghai et de Canton, qui représentent deux versions distinctes de l'ouverture, l'une plus contrôlée, et l'autre fondée sur l'arrivée massive des capitaux de Chinois d'outre-mer et de Hongkong. Shanghai paraît avoir le vent en poupe, mais les autorités de Canton pourraient éventuellement se faire l'avocat d'un argument décisif : la menace d'un retrait progressif des investissements étrangers en cas de troubles. Quelle serait la portée d'un tel argument dans l'hypothèse d'une dispute entre dirigeants, le poids de l'environnement international sur les luttes de pouvoir demeurant minime ?

Malgré la grande énigme demeure celle de l'influence du contexte social, que l'on peut qualifier d'explosif, au meilleur comme au pire sens du terme. La société chinoise s'est littéralement déchirée à la poursuite de l'argent. Les revenus augmentent, et la grande majorité des citoyens souhaitent que la politique actuelle soit consolidée. Dans ce contexte, l'inflation reste forte et les solidarités sociales sont en voie de disparition, sans celles de la famille et les *guanxi* (relations ou pistons). L'agitation des catégories défavorisées est à la mesure de l'espoir du gain qui traverse toute la société et de l'accroissement des disparités sociales. Les grèves se multiplient dans les grandes entreprises d'Etat menacées par les réformes de structure.

Et surtout, l'agitation est devenue endémique au sein d'une pay-

sannerie désavantagée et pressurée après avoir été, au début, la principale bénéficiaire des réformes. On aurait enregistré l'an dernier plus de mille incidents ruraux. Enfin, près de cent millions de Chinois sont sur les routes à la recherche d'un travail. Ces phénomènes sociaux sont en eux-mêmes sans danger pour un pouvoir bien organisé et qui sait se servir de la force. Mais, si le processus de succession se complique, la société chinoise pourrait bien, comme en 1989, rappeler son existence au pouvoir, et les factions en lutte trouveraient aisément des masses de manœuvres.

Ainsi, notre question liminaire peut être à la fois concrétisée et développée. Contrairement à ce que donnent à penser les faiblesses diplomatiques de certains gouvernements occidentaux, dont la France, la Chine se trouve devant un problème de succession à la fois imprévisible et difficile qui pourrait, jusqu'à un certain point, déclencher un processus destructeur. On peut certes noter que, parmi les hypothèses évoquées en Chine et à l'étranger, celle d'un retour au communisme n'est jamais citée. Ce n'est plus le marxisme — la base idéologique — mais un léonisme abstrait — c'est-à-dire une simple méthode de contrôle politique — qui règne à Pékin. Et qui se prête à des évolutions, à des mélanges qui le rapprochent des autoritarismes plus ou moins amolis qui règnent ailleurs en Asie.

Parmi les évolutions possibles, il y en a d'autres tout aussi inquiétantes : la prévalence, partout en Chine, des égoïsmes sociaux, l'extension des formes les plus caricaturales de l'exploitation et de la corruption (criminalité et banditisme, vénalité et répression, prostitution, disparition, au nom du « libéralisme », du principe de protection sociale pour nombre de défavorisés, etc.), pour compenser l'effondrement du marxisme comme fondement idéologique et du confucianisme comme base morale, la tentation du retour à un nationalisme xénophobe. En même temps qu'elle rattrape son retard économique sur l'Occident, la Chine n'est-elle pas entrée, à son tour, dans une crise de civilisation ? En un mot, ce n'est pas seulement malgré mais à cause de son triomphe économique que la Chine s'engage dans une transition politique remplie d'incertitudes.

PATRICE DE BEER

et JEAN-LUC DOMENACH

Jean-Luc Domenach est directeur du Centre d'études et de recherches internationales.

CORÉE DU NORD : reprise des négociations nucléaires à Genève. Les ententes américano-nord-coréennes sur le programme nucléaire de Pyongyang ont repris, vendredi 5 août, à Genève. Ils avaient été interrompus le 8 juillet par la mort de Kim Il-sung. Après une journée de discussions, les négociateurs ont décidé de se revoir lundi. D'autre part, le directeur de l'Agence de contrôle et de désarmement américaine (ACDA) a déclaré, jeudi, que Pyongyang n'était pas en mesure d'avoir plus de deux bombes atomiques, mais que son développement de missiles à longue portée était inquiétant. (AFP)

Le Monde L'ÉCONOMIE

TOUTE L'INFORMATION ÉCONOMIQUE :
CONJONCTURE GÉNÉRALE DES PAYS ET
DES RÉGIONS, VIE DES ENTREPRISES, ANALYSE
DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Chaque lundi dans le Monde daté mardi

LOIN DES CAPITALES

Iwahig, village-prison philippin

IWAHIG

correspondance

Tout respire la calme et la banalité à Iwahig, qui s'efforce de ressembler à un village philippin ordinaire. La place principale ressemble dans un élan océanique à l'église et le terrain de basket-ball, les deux grandes passions nationales. Deux rues plus loin, une quarantaine d'enfants sautent devant leur institutrice la levée du drapeau dans la cour de l'école.

Qu'à cela, des mères de famille attendent le client derrière le comptoir de leur boutique ambulante. Autour du village, des hommes s'affairent dans les rizières bordées au loin par les montagnes d'un côté, la mer de l'autre. Et l'inscription « Bienvenue à Iwahig » sur la route achève de planter le décor d'une communauté paisible.

Et pourtant Iwahig n'est pas un village comme les autres. C'est une immense prison sans barreaux, une « ferme pénale », précise l'administration, qui s'étend sur 3 500 hectares et héberge quelque 3 000 détenus. Le voyageur distrait peut s'y méprendre : ni fouille ni contrôle d'identité à l'entrée. Une simple guérite plantée au milieu des champs signale que l'on pénètre dans l'enclavée de la prison.

A quel bon mus et barreaux puisque les visiteurs et la plupart des détenus circulent comme bon leur semble ? Depuis que le gouvernement philippin en a fait la vitrine libérale de sa politique carcérale, Iwahig, située sur l'île de Palawan, est ouverte au public. Un guide le signale comme faisant partie des curiosités à voir dans la région, à côté de la ferme à crocodiles. On trouve également sur place un magasin de souvenirs, où les prisonniers vendent les objets d'artisanat qu'ils fabriquent.

En déambulant dans les rues, les indices trahissent l'univers carcéral s'accumulant cependant très vite. Un homme vous accoste pour réclamer de l'argent, des cigarettes. Un autre s'approche discrètement, fait malais, pour vendre un petit couteau dissimulé dans l'étui d'un stylo. Un troisième est surpris en train de frotter dans votre sac. Les tatouages qu'exhibent complaisamment les habitants d'Iwahig, les patrouilles armées des gardiens (une centaine au total), les sections de haute sécurité et d'orientation formant, à l'écart, des camps retranchés frissonnant de dissipation : Iwahig, prison, tout ça, tout ça, mais surtout la limite aux détenus, prisonniers ou en début de peine.

Après une semaine de séjours à un an, la communauté d'Iwahig a l'air d'un « village » d'aller et de venir dans l'enceinte du camp, il rejoint un des dix-neuf départements de la prison qui se consacrent à l'artisanat, l'élevage, l'agriculture, la



mécanique ou la construction. « Iwahig se donne pour objectif de subvenir par elle-même à ses besoins », explique Bonifacio L. Mata, chef de la section agriculture. Autarcie, réhabilitation par le travail plutôt que punition sont les mots d'ordre proclamés de la direction. Les détenus travaillent le matin pour l'administration et l'après-midi pour leur propre compte.

Peu d'évasions

Qui plus est, après avoir purgé la moitié de leur peine, ils peuvent se marier ou faire venir leurs proches dans la prison. C'est le cas de Felipe, condamné pour homicide, qui vit avec sa femme et ses deux enfants nés ici. Le couple s'estime chanceux d'avoir échoué là : « La nourriture est abondante et nous pouvons maintenir une vie de famille ». Pendant que Monsieur paie sa dette à la société en se consacrant à la réparation mécanique, Madame améliore l'ordinaire avec son épicerie-buvette emmagasinée sur le fronton de la hutte.

Les prisonniers envoient également à l'école d'Iwahig leurs enfants, qui se mêlent à ceux des gardiens. En réalité, ce droit au regroupement familial est peu utilisé, car il faut justifier de ressources suffisantes auprès de l'administration. « Seulement une quinzaine vivent ici avec leurs proches », constate le Père Nelson Pageyona qui célèbre

chaque année une demi-douzaine de baptêmes et de mariages parmi les détenus. Le Père ne réclame devant aucun moyen pour gagner la confiance des détenus. Vivent depuis quinze ans à Iwahig, il a adapté son sacerdoce à l'atmosphère décontractée de la prison. A l'entrée de son bureau, son portrait géant, de face et de profil, assorti de la mention « *veritas* », atteste son sens de l'humour. « Les conditions de vie créent une ambiance particulière et facilitent mes relations avec les prisonniers. Le système leur permet de mieux se réadapter au monde extérieur quand leur peine s'achève », affirme le père. Qui se flatte d'avoir favorisé une réinsertion pour le moins paradoxale : son assistant est un ancien prisonnier d'Iwahig qui a choisi d'y rester lors de sa libération.

Le taux de récidive, réputé plus bas que dans une prison traditionnelle, témoigne en faveur d'Iwahig, comme le nombre d'évasions qui demeure faible — une trentaine par an — malgré la surveillance laxiste. La mer et les montagnes avoisinantes dissuadent il est vrai autant les candidats que ne le feraient des barbelés et des miradors.

Isolée du reste de l'archipel philippin et parsemée de petits villages, l'île de Palawan, en dépit de son étendue, n'offre guère de possibilités aux fuyards : près des trois quarts des évadés finissent par se rendre ou par être recaptés. « Survivre dans la jungle parmi les mangroves porteurs de miasme n'est pas à la portée de tous. Les seuls capables de disparaître sont les indigènes des tribus qui ont l'habitude de vivre dans ce milieu », commente un membre de l'administration. Avec les règlements de compte entre détenus, difficiles à empêcher dans le contexte d'Iwahig, la malaria est d'ailleurs l'une des principales causes de mortalité. « Nous manquons de médicaments », soupire le Père Pageyona.

A voir les condamnés se promener, faire de la vannerie ou le sieste au milieu des champs sous l'œil placide des gardiens, on est surpris d'apprendre que les uns et les autres se rendent à l'église séparément pour des raisons de sécurité. Une séparation qui trouve son explication dans un épisode sanglant intervenu dix ans auparavant : en 1984, les colons avaient profité d'une messe pour prendre en otage le directeur de la prison, dans l'espoir de l'échanger contre leur liberté. Ils n'y avaient gagné qu'une reprise en main musclée (un mort parmi les mutins) et l'intervention d'assistance aux mêmes offices que le personnel pénitentiaire.

FRÉDÉRIC BRILLET

الصحافة
Jawad

Un entretien avec l'organisateur

« Le sida est devenu
un même titre que le paludisme »

« Le sida est devenu un même titre que le paludisme »

« Le sida est devenu un même titre que le paludisme »

« Le sida est devenu un même titre que le paludisme »

« Le sida est devenu un même titre que le paludisme »

« Le sida est devenu un même titre que le paludisme »

« Le sida est devenu un même titre que le paludisme »

« Le sida est devenu un même titre que le paludisme »

« Le sida est devenu un même titre que le paludisme »

« Le sida est devenu un même titre que le paludisme »

« Le sida est devenu un même titre que le paludisme »

« Le sida est devenu un même titre que le paludisme »

« Le sida est devenu un même titre que le paludisme »

« Le sida est devenu un même titre que le paludisme »

LA VIE

SOCIÉTÉ

Un entretien avec l'organisateur de la X^e conférence internationale de Yokohama

« Le sida est devenu une maladie infectieuse chronique au même titre que le paludisme », nous déclare le professeur Peter Piot

Directeur de la recherche et du développement des interventions au sein du programme mondial de lutte contre le sida de l'OMS, le professeur belge Peter Piot, âgé de quarante-cinq ans et originaire d'Anvers, préside la Société internationale du sida, qui organise, du 7 au 12 août, la conférence de Yokohama (Japon). Dans l'entretien accordé au « Monde », il estime que le sida doit cesser d'être considéré comme une épidémie, c'est-à-dire comme une pathologie passagère et mal définie, mais, dans de nombreux pays, doit être abordé comme une endémie, « une maladie infectieuse chronique au même titre que le paludisme ». Il souligne toutefois que des changements de comportement sexuel permettent, sur de larges échelles, de réduire la fréquence des maladies sexuellement transmissibles.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

« La progression de l'épidémie de sida est importante sur le continent asiatique. Comment comprendre que l'on n'ait pas su la prévenir alors même que la situation en Afrique avait démontré de manière dramatique l'urgence des mesures préventives ? »

— Il est triste, c'est un euphémisme, de redécouvrir de manière régulière qu'il faut être directement confronté à la maladie et en souffrir avant de commencer à réagir. Au risque de choquer, de déplaire ou de décevoir, il faut dire que le développement de cette épidémie sexuellement transmissible en Asie était inévitable. En revanche, sans doute aurais-je pu obtenir une moins grande diffusion du virus du sida dans certains pays asiatiques, notamment en Thaïlande. Les responsables thaïlandais eux-mêmes disent que si la prise de conscience dans leur pays avait pu être plus précoce, l'épidémie de sida n'aurait pas aujourd'hui la même dimension dramatique. S'il y a très certainement joué un rôle favorable, le tourisme sexuel asiatique n'explique pas tout.

— Quand l'Asie a-t-elle été touchée par l'épidémie ?

— On estime généralement que le virus a d'abord été présent en Afrique, aux Caraïbes et aux États-Unis. Au début des années 80, l'Europe a, son tour, été touchée avec environ deux ans de décalage par rapport à l'Amérique du Nord. On peut aujourd'hui raisonnablement émettre l'hypothèse que le virus du sida a commencé à être introduit en Asie au début des années 80. Il a fallu, comme par

tout, qu'il infecte un assez grand nombre de personnes pour que le phénomène épidémique puisse être identifié. Ensuite, une fois installée, sa diffusion a commencé à se faire sur un mode beaucoup plus rapide, compte tenu des densités de population. Il faut toujours se souvenir que 40 % de la population mondiale vit en Asie et qu'à elle seule l'Inde compte plus d'habitants que l'Afrique.

Comportements pathogènes

— La situation est-elle pour autant homogène en Asie ?

— Dans de nombreux pays, comme l'Indonésie, le phénomène du sida n'a pas encore pris une dimension épidémique. En revanche, la Thaïlande doit d'ores et déjà faire face à une situation comparable à certaines zones africaines. En Inde, véritable pays-continent, les situations sont très diversifiées. Ainsi, à Calcutta, les prostituées sont très peu infectées alors que plus de la moitié d'entre elles le sont à Bombay. Dans le Nord-Est, à Manipur, ce sont les toxicomanes qui sont le moteur essentiel de l'épidémie. En Chine, où les instances politiques viennent, brutalement, de prendre conscience de la réalité du sida, la maladie sévit déjà dans le Sud sur un mode épidémique parmi les toxicomanes.

— Plus généralement, dans ce pays, le problème est celui des modifications comportementales inhérentes au développement économique. A Shanghai ou dans les régions chinoises en plein essor économique, on observe-type « libéralisation » des mœurs avec, notamment, une appropriation rapide du sexe marchand. Le développement économique paraît inséparable de l'émergence de certains comportements pathogènes. Que se passera-t-il dans ces zones géographiques dès lors que le développement économique ira en s'accroissant et que l'on ne disposera plus des anciennes méthodes de contrôle des comportements et de la sexualité ?

— L'Asie est-elle donc aussi touchée que l'Afrique noire par l'épidémie de sida ?

— Non. Mais l'essentiel n'est pas là. Je pense très fortement qu'il ne faut pas, d'un point de vue global, parler de l'épidémie de sida. Dans de nombreux pays africains et dans d'autres sur la planète, la maladie sévit sur un mode épidémique. Il nous faudra — il nous faut — apprendre à parler de l'endémie de sida. Il est très important de faire cette différence.

L'endémie impose un autre regard, d'autres solutions aux problèmes soulevés.

— N'y a-t-il pas pourtant une sorte de fatalité à parler d'endémie et non plus d'épidémie ?

— C'est probable d'un point de vue psychologique. Mais alors trouvons un autre mot ! L'épidémie, c'est le modèle du choléra avec une fin prévisible, programmable, et, sous-tendue, une possible maîtrise. Le sida, c'est tout autre chose. C'est devenu une maladie infectieuse chronique au même titre que le paludisme. Dans de très nombreux endroits du monde, l'épidémie s'est installée et a atteint un haut degré de contagiosité avec un équilibre entre le nombre de personnes qui meurent, qui s'infectent ou qui ne s'infectent pas. Attention, cela n'est pas moins grave que la situation épidémique, mais, bien au contraire, beaucoup plus grave. Il faut penser autrement, en termes de lois, de plans anti-infectieux et surtout d'enseignement.

Des actions préventives concrètes

— Dans un tel contexte, quelles doivent être les priorités des responsables du programme mondial de l'OMS contre le sida ?

— L'urgence est claire : il nous faut sensibiliser au plus vite les responsables politiques et gouvernementaux pour qu'ils agissent rapidement en amont des problèmes et des drames infectieux. Et quand je parle de responsables, il ne s'agit évidemment pas des ministres de la santé, mais des ministres du plan, du budget, des finances, des premiers ministres... Cela est bien sûr très ambitieux. On a rarement, jamais peut-être, vu dans l'histoire des responsables politiques anticiper un fléau infectieux, lancer des actions préventives concrètes avant que la menace ne se soit concrétisée. Pourquoi y parviendrions-nous avec le sida ? En nous réunissant avec l'UNESCO, l'UNFPA, le PNUD, l'UNICEF et la Banque mondiale dans le but de créer un programme co-sponsorisé, nous espérons améliorer et renforcer notre réponse au fléau.

— Vous n'êtes pas totalement désarmé. Vous disposez de moyens financiers importants. Il y a en outre l'intense médiation internationale sur la maladie, la terrible situation de nombreux pays d'Afrique noire...



études démontrant de manière prospective l'impact vraisemblable du sida sur l'économie nationale ont également joué un rôle essentiel vis-à-vis des politiques. C'est là un exemple encourageant où l'on voit une réaction nationale forte, un pays se prenant en quelque sorte en charge, ce qui n'est pas forcément le cas pour tous les pays en voie de développement.

— Comment expliquer de telles différences face à l'épidémie entre les pays asiatiques et la plupart des pays africains ?

— On n'a que quelques éléments d'explication. En Asie, par exemple, beaucoup d'États correspondent à des nations. Ce n'est pas le cas en Afrique où les entités nationales sont fréquemment artificielles. Il y a également de grandes différences dans les niveaux de développement économique avec tout ce que cela comporte, à commencer par la crainte, dans les pays les plus développés, de perdre beaucoup dans l'hypothèse où l'épidémie toucherait massivement la population active. De plus, la partie asiatique de la planète est réellement en pleine expansion économique. On y fait preuve d'un dynamisme beaucoup plus important que celui observable en Europe, et ce que cela signifie pour les problèmes de santé est très impressionnant. Face au sida, j'ai le sentiment que

les responsables, en Thaïlande ou dans les pays d'Indochine, prennent clairement les choses en main et beaucoup plus simplement, comme s'ils étaient débarrassés, contrairement à nous, de nombre de préjugés moraux. Y a-t-il là un autre regard, un autre rapport à la sexualité ? Celle-ci est-elle vécue sur un autre mode qu'en Afrique ? Au-delà des lieux communs habituels, je ne sais pas comment ces différences contribuent, à terme, aux réactions politiques et aux réactions sociales. Reste que tous ceux qui, il y a peu encore, évoquaient une protection « naturelle », « magique », du continent asiatique vis-à-vis de cette maladie ont fait un fort mauvais calcul.

La notion de santé sexuelle

— Face au développement prévisible de cette épidémie en Asie, envisagez-vous que soient mises en œuvre des politiques stigmatisant les malades et réduisant les libertés individuelles ?

— Cette menace existe partout et donc, évidemment, en Asie. Mais la Thaïlande, comme la Suisse (deux cas à mon avis parmi les plus exemplaires), a réussi à intégrer la lutte contre la stigmatisation à la lutte contre la maladie. C'est essentiel. Il faut ici, pour réussir, combiner l'idée de l'efficacité, du business et le souci profond de justice. Il n'empêche que, en Asie, nous devons faire face à de nombreux problèmes concernant les séropositifs, comme au Japon où l'annonce de la conférence de Yokohama a déjà eu un impact social très important et a déclenché de vifs débats.

— L'absence de tolérance c'est, entre autres, la réurgence incontrôlée de la peur, celle de l'autre, de l'inconnu, du mal infectieux. Je suis convaincu que dans cinquante ans — s'il y a toujours du sida, ce qui est hautement probable — on entendra encore que cette maladie vient de l'étranger, que les moustiques peuvent la transmettre et que boire dans le verre d'un séropositif est un geste contaminant. Avec le sida, comme avec toutes les maladies sexuellement transmissibles, on voudrait toujours que l'infection ne passe pas par la relation sexuelle...

— Dans cette notion de santé sexuelle que développe depuis peu l'OMS, y a-t-il place pour autre chose qu'un discours moral ? Êtes-vous aujourd'hui en Asie, comme ailleurs hier, confrontés à certaines convic-

tions religieuses ou actions intégristes ?

— Nous sommes accusés par les deux bords, par ceux qui nous reprochent de prêcher la débauche et par ceux qui nous qualifient de « défenseurs du préservatif », de « déssexualisation ». Nous sommes aussi critiqués par tous ceux qui, représentants des pays catholiques ou musulmans, nous reprochent de négliger l'abstinence. Pour moi, l'essentiel est de mettre l'accent sur une sexualité responsable et sur la notion de santé sexuelle, intégrant la fonction de reproduction. L'essentiel c'est aussi, dans l'intérêt de la santé publique, de ne pas rompre le dialogue, pour nous indispensables, avec les religieux, les politiques et le milieu associatif.

— En Asie, des temples bouddhistes thaïlandais se sont engagés dans des programmes de prise en charge de séropositifs et de malades. Il nous faudra observer l'évolution de la situation dans les principaux pays islamiques — Pakistan, Bangladesh, Indonésie — quand ils seront véritablement touchés. La grande question est de savoir à quel niveau de diffusion du virus un équilibre pourra être trouvé. Les autorités politiques chinoises viennent de prendre les choses en main. Ce pays a une grande expérience de l'éducation sanitaire. Celle-ci sera-t-elle transmissible, applicable aux changements de comportements sexuels ?

— Peut-on trouver dans ce paysage malgré tout désespérant des motifs d'espoir ?

— Oui. L'an dernier, lors de la conférence internationale de Berlin, nous avions hésité à communiquer certaines données rassurantes faute de disposer du recul nécessaire. Aujourd'hui, nous pouvons le publier dans le cadre de la conférence de Yokohama. Différentes observations épidémiologiques nous permettent de dire que, à grande échelle, il existe des modifications de comportements sexuels.

— Nous ne savons pas encore dans le détail s'il s'agit de réduction du nombre de partenaires, de diminution des rapports potentiellement infectieux ou du recours systématique au préservatif, mais le fait est là : en différents points de la planète (Europe du Nord-Ouest, Thaïlande, Costa-Rica, Zimbabwe), la fréquence des maladies sexuellement transmissibles « traditionnelles » est en très nette régression. C'est là une expression symptomatique de modifications importantes et profondes des comportements. Et c'est une bonne nouvelle !

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

Les chercheurs désarmés

Suite de la première page

Au-delà des slogans incitant par voie publicitaire ou médiatique à l'usage généralisé des préservatifs, à la réduction du nombre des partenaires et des situations potentiellement à risques, la véritable réponse sanitaire et préventive devrait être d'ordre éducatif. Quand le sera-t-elle ? Elle impose notamment une prise en compte, dès le plus jeune âge, des risques infectieux, et aujourd'hui mortels, inhérents aux rapports sexuels. Or, en dépit des considérables enjeux, les pouvoirs publics hésitent encore bien souvent à mettre en chantier la réforme fondamentale qui intégrerait de telles notions et ferait que l'encadrement scolaire participerait enfin à une réelle éducation du corps. Sur ce point, la frilosité chronique de l'éducation nationale pourrait bien demain apparaître comme un manque coupable.

Tout en tenant compte d'une part des réels progrès accomplis dans la prise en charge thérapeutique et parfois préventive des

multiples maladies opportunistes qui caractérisent le sida-maladie, et d'autre part des bénéfices tirés du maniement complexe et coûteux des médicaments anti-viraux, force est de reconnaître que ni la médecine ni la virologie n'ont de réelle prise sur le sida. Faut-il en conclure que les concepts traditionnels de l'infectiologie et du modèle viral pathogène sont ici inopérants ? Doit-on, avec le professeur Luc Montagnier, s'engager, non sans courage ni sans risques, sur de nouveaux terrains où le virus du sida n'est nullement suffisant et où il faut compter avec des co-facteurs, agents pathogènes ou molécules particulières ? Si oui, combien faudra-t-il encore attendre pour que cette nouvelle approche physiopathologique soit validée par d'indiscutables résultats thérapeutiques ?

Dix ans après les premières grandes réunions internationales et dernières messes scientifiques annuelles de ce type (ces conférences se tiendront dorénavant tous les deux ans), Yokohama imposera sinon une autocritique

systématique, du moins une amorce de remise en question des modèles dominants de la recherche en virologie, en vaccino-logie et en immunologie. Cette conférence conduira une nouvelle fois à privilégier les travaux d'épidémiologie, cette observation méthodique et chiffrée de la progression chronique du mal. Et cette épidémiologie dessine avec de plus en plus de précision la future silhouette du sida. Ce dernier n'est plus la maladie frappant électivement les communautés homosexuelles masculines des grandes métropoles industrialisées. Plus l'épidémie progresse et plus l'infection prend le visage d'une maladie touchant de manière massive les hommes, les femmes (et les enfants) des pays pauvres, ainsi que certains groupes marginalisés (les toxicomanes) des pays riches.

Plus de 30 millions de personnes contaminées

A la veille de la conférence de Yokohama, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a rendu publics les derniers chiffres de l'hécatombe. Ainsi a-t-on officiellement appris que depuis juillet 1993, le nombre « estimatif » de cas de sida dans le monde était passé de 2,5 millions à 4 millions. Selon l'OMS, il faut retenir le chiffre estimatif de 16 millions d'adultes et de plus d'un million

d'enfants infectés par le virus depuis le début de la pandémie. Depuis le 1^{er} juillet 1993, le nombre des infections a augmenté de 3 millions environ chez les adultes, dont près de la moitié chez les femmes. « La fin de l'épidémie n'est nullement en vue. D'ici le tournant du siècle, nous pouvons prédire que le nombre total des infections dans le monde va plus que doubler et que 30 à 40 millions de personnes auront été contaminées », indiquait-on récemment au siège de l'OMS.

Jusqu'au la solidarité internationale pourra-t-elle s'exprimer ? On peut raisonnablement craindre demain l'émergence des premiers phénomènes de stigmatisation non plus individuelle ou fondée sur des comportements sexuels jugés anormaux, mais sur des données ethniques, nationales. Et l'histoire des épidémies a démontré à quel point la hantise de la mort contagieuse peut alimenter les phénomènes et les comportements irrationnels.

« Une analogie profonde existe entre le processus qui fit naître l'épidémie du sida et celui qui, par le dépassement de la masse critique, fait exploser une bombe atomique, ou celui qui, au niveau de l'individu, fait éclore un cancer par le déséquilibre entre les mécanismes de contrôle immunitaire et les désordres cellulaires évolutifs et incessants. Écrit le

professeur Mirko D. Grmek, dans sa lumineuse *Histoire du sida* (1). Une autre analogie relie le sida et la « maladie des ordinateurs » (...). Ce germe diabolique, malin dans tous les sens du mot, dégrège d'abord les défenses immunitaires de l'organisme, désorganise sa police interne, puis perturbe par ricochet les relations cellulaires et, enfin, envahit les rapports sociaux d'une manière inédite, plus subtile et plus insidieuse que la lèpre médiévale, la syphilis de la Renaissance ou la tuberculose du début de la civilisation des machines. »

Berceau de l'informatique triomphante, le Japon commémore aujourd'hui le quarante-neuvième anniversaire d'explosions de sinistre mémoire. Faut-il, en terre japonaise, croire aux signes ? Yokohama marquera-t-elle, et de quelle manière, la lutte humaine contre un germe que, faute de moi plus adapté, on se doit de qualifier de diabolique ?

J.-Y.N.

(1) *Histoire du sida*, de Mirko D. Grmek (Payot).

JOURNAL OFFICIEL

Est publiée au Journal officiel du vendredi 5 août 1994 une loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française.

Opposés à la fermeture d'une pharmacie Soixante élus de la Creuse présentent leur démission

Sept maires et cinquante-quatre conseillers municipaux de neuf communes du canton de Saint-Sulpice-les-Champs ont présenté leur démission pour protester contre l'absence de réaction de la préfecture de la Creuse, après la décision du tribunal administratif de Limoges de fermer l'unique pharmacie de ce village (le Monde daté 31 juillet-1^{er} août).

Ouverte depuis cinq ans, la pharmacie avait bénéficié d'une dérogation au *numerus clausus* grâce à un arrêté préfectoral. Celui-ci a été annulé, le 7 juillet dernier, à la suite d'un recours engagé devant le tribunal administratif par le pharmacien d'un village distant de plusieurs kilomètres. Les élus départementaux espèrent, par leur geste, convaincre la préfecture de faire appel de la décision du tribunal devant le Conseil d'État. Ils ont toutefois demandé au conseiller général du canton, Thierry Chardemagor (PS), ancien président du conseil général de la Creuse, de rester en fonctions.

Le Monde ÉCONOMIE

TOUTE L'INFORMATION ÉCONOMIQUE : CONJONCTURE GÉNÉRALE DES PAYS, DES RÉGIONS, DES ENTREPRISES, ANALYSE DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

SPORTS

Les 16^{es} championnats d'Europe d'athlétisme à Helsinki

Retour dans un stade inspiré

A l'exception du perchiste ukrainien Sergueï Bubka, qui ne voit pas l'intérêt de participer à une compétition sans être rémunéré, les meilleurs athlètes du Vieux Continent se retrouveront à Helsinki du 7 au 14 août pour disputer leurs championnats d'Europe quadriennaux. En raison de l'éclatement du bloc communiste, qui s'est produit depuis les championnats de Split, le nombre de délégations engagées est passé de 36 en 1990 à 44 en 1994. Plus de mille sportifs, parmi lesquels 86 Français et 23 tenants d'un titre, concourront ainsi pour décrocher les 44 médailles d'or mises en jeu, 24 pour les messieurs, 20 pour les dames.

Retour donc à Helsinki onze ans après. En 1983, on a assisté dans la capitale finlandaise aux premiers championnats du monde d'athlétisme. Une innovation qui avait été conçue par le tout-puissant maître de la Fédération internationale d'athlétisme, Primo

Nebiolo, comme une émancipation à l'égard des Jeux olympiques. Une révolution qui a constitué pour ce sport le grand bond dans la modernité, c'est-à-dire le passage d'un amateurisme plus que marionnette à un professionnalisme plus que d'or.

En tout cas, c'est là que sont parvenus à une gloire planétaire les deux plus grands champions du siècle du moins des années 80, le sprinter-sauteur en longueur-relayeur Carl Lewis et le sauteur à la perche Sergueï Bubka. Le premier, Noir naïf du Texas, était le porte-drapeau d'une Amérique qui rêvait encore. Le second, Soviétique d'Ukraine, était le pur produit d'une URSS qui était encore en plein cauchemar. Des dizaines de médailles d'or et de records plus tard, tout deux sont aujourd'hui semblables : des divas, le talent même pas ébréché par l'âge, des top models, la musculature en porte-manteau pour leurs sponsors.

Quel athlétisme était le plus beau ? Celui du « chariot de feu » Liddel qui, en 1924, refusait de

disputer la finale du 100 mètres olympique parce qu'elle était conçue le jour du Seigneur puis qui gagnait celle du 400 mètres avant de partir évangéliser les Chinois ? Ou celui du « tsar » Bubka qui, en 1994, refuse de disputer des championnats d'Europe, non parce qu'il n'y aurait plus rien à prouver, mais parce qu'il n'y trouverait pas son compte de dollars ? On ne se prononcera pas. Pourquoi le faire ?

Quelles que soient les conditions dans lesquelles les performances athlétiques sont obtenues, elles procèdent d'un formidable cocktail tellurique, éclair d'orage, bouillasse de vent, raz de marée. Elles affolent le sens commun, elles dépassent l'entendement, elles ouvrent les portes de l'infini. Ce sont des phénomènes presque surnaturels qu'on ne peut que compulsivement admirer et réprimer à la fois. Le divin n'y est jamais loin du diabolique. On va au stade comme à la messe, parce qu'il y a dans la foi en l'homme à toujours se dépasser un insaisissable mystère, une douce et folle espérance.

En revenant au stade olympique

d'Helsinki, on veut donc croire au miracle, à des championnats d'Europe farfelus, à des épopées inédites. Le lieu s'y prête bien. Il est inspiré. Construit en 1938 pour accueillir les Jeux de 1940 qui n'auront pas lieu en raison de la guerre, c'est un ovale qui a le gîte élégant des voiliers glissant sur la baie voisine. De l'aube au crépuscule, il est baigné par une douce lumière qui réchauffe tout ce qu'elle touche.

La guerre froide y paraît moins froide quand, en 1952, les Soviétiques y font leur première apparition aux Jeux olympiques accompagnés par les représentants des nouvelles Républiques populaires. Et l'endurance humaine semble sans bornes quand Emil Zatopek, courageux soldat tchèque, gagne 5 000 mètres, 10 000 mètres et marathon avec déjà gravée sur le visage cette grimace de douleur qu'il retrouvera, seize ans plus tard, lors de l'invasion de son pays par les chars de Moscou.

Une enceinte magique

On sent ici une connivence entre le sport et l'histoire que favorise la ferveur du public. Les symboles de cette dévotion à l'exploit sont inscrits dans l'architecture du stade, comme autant de signes initiatiques. Ce n'est pas par caprice du hasard que la façade blanche surplombant le stade mesure précisément 72,71 mètres. C'est en hommage à l'un des plus grands héros finlandais, Matti Järvinen, qui est devenu champion

olympique en 1932 à Los Angeles en lançant un javalot à cette distance. On comprend mieux ainsi que seize records du monde aient été améliorés dans cette enceinte décidément magique.

Voilà sans doute pourquoi l'Etat et la ville ont dépensé l'équivalent de 170 millions de francs pour que l'ensemble soit en ce début d'août le plus pimpant possible. On a coulé beaucoup de béton frais. On a installé des gradins de bois neufs dans toutes les tribunes. On a équipé la pelouse d'un système de chauffage qui permettra de jouer au football pendant la mauvaise saison. On a doté les tableaux d'affichage des derniers progrès de l'électronique. On a construit un nouveau couloir autour de la piste. On a encore imaginé une nouvelle distribution des épreuves pour améliorer le spectacle, les lancers dans le virage nord, les sauts dans le virage sud.

On voudrait que la fête soit belle. Autrement dit on se demande si, à un nouveau carrefour du siècle, le charme opérera cette fois encore. Au bout de quelques années de brutale croissance économique, de course folle à l'enrichissement pendant la décennie passée, la Finlande sportive se retrouve un peu à bout de souffle, vaguement cynique et désabusée. Elle a perdu le goût de l'effort athlétique. Celui-ci en est même arrivé à lui paraître suspect. Surtout depuis que son concurrent fond Matti Väinö a été disqualifié des Jeux olympiques de 1984 à Los Angeles pour dopage. Ce fut un véritable traumatisme.

Les petits Finlandais ne passent

plus avec la même déférence devant la statue de Pavo Nurmi, coureur légendaire des années 20 immortalisé dans un bronze aérien à l'entrée du stade. Ils se demandent plutôt pourquoi elle sera bientôt flanquée d'un autre bronze à la gloire, celui-ci, de Lasse Viren, qui doubla victorieusement 5 000 et 10 000 mètres aux Jeux de 1972 et 1976. En fait, les enfants ne veulent plus, comme leurs pères naguère, lancer le javalot au bout du monde ou courir plus vite que tout le monde. Comme partout, les idoles des jeunes sont ici des basketteurs, des footballeurs ou des hockeyeurs.

Est-ce que, en l'absence de la plus grande d'entre les grandes, Américains et Africains, ces championnats d'entre soi, banalement européens, rallumeront une étincelle d'intérêt pour l'athlétisme dans les regards d'enfants que rien n'émerveille plus ? On le souhaite. On veut donc croire que la panoplie de la Grande-Bretagne, la dislocation de l'URSS, la réunification de l'Allemagne, l'effacement de l'Union soviétique, le drame sanglant de l'ex-Yougoslavie, le chômage français ont laissé assez de forces à tous les champions concernés - du Britannique Lindford Christie à l'Allemand Heike Drechsler en passant par la Française Marie-José Pérec - pour nous enthousiasmer.

ALAIN GIRAUDO

Quatre-vingt-six Français sélectionnés

La bonne surprise en demi-fond ?

Cinq ou six médailles : l'objectif de l'équipe de France d'athlétisme aux championnats d'Europe d'athlétisme qui débutent à Helsinki dimanche 7 août paraît modeste au regard des résultats obtenus il y a quatre ans lors du précédent rendez-vous continental. En 1990, à Split (Croatie), la délégation nationale avait en effet gagné dix médailles (trois d'or, deux d'argent et cinq de bronze), assorties du record du monde du 4 x 100 m, le seul amélioré au cours de ces championnats. Depuis lors, la réussite a fui les athlètes français qui ont eu de plus en plus de mal à se placer sur les podiums internationaux, jusqu'à en être complètement absents lors des derniers championnats du monde disputés à Stuttgart (le Monde du 24 août 1993).

Dans ce contexte, le rendez-vous finlandais apparaît comme une bonne occasion de redorer à moindre risque un blason quelque peu terni. Le concert athlétique du Vieux Continent est en effet légèrement décalé-

nant. Quasiment absents du bilan des meilleures performances mondiales, les représentants de l'Hexagone figurent par contre parmi les dix premiers Européens dans neuf disciplines sur vingt chez les dames et dans quatorze sur vingt-quatre chez les hommes. Si bien que la perspective de cinq ou six médailles est minimale dans les mesures où les interrogations qui pesaient sur la condition physique de certains ont été levées. En bonne logique on devrait donc au moins retrouver sur une marche des podiums Marie-José Pérec (400 m), chez les dames, et Jean-Charles Trouabal (200 m), Stéphane Diagana (400 m haies), Jean-Charles Gicquel (hauteur), Jean Galfione (perche) et Christian Plaziat (décathlon) chez les hommes.

Plus que la modestie du pronostic, les Français ont jamais brillé lors des championnats disputés à Helsinki : ce sont les moyens mis en œuvre pour l'atteindre qui peuvent, surprendre : François Juillard,

le directeur technique national de la FFA, a retenu 88 noms pour faire le voyage en Finlande. Même si cette sélection comprend les huit remplaçants des différents relais et les onze marathoniens des deux sexes engagés dans la nouvelle Coupe d'Europe par équipe de cette spécialité. Jamais effectif français engagé dans un championnat européen n'avait été aussi important.

C'est une représentation surévaluée de l'athlétisme français. C'est un pari. Pour François Juillard, il s'agit en effet de « brasser un peu plus de monde dans une perspective d'avenir, en tenant compte du fait que plus d'athlètes que prévu ont accédé aux minima élevés, calculés sur ceux des championnats du monde de Stuttgart de l'an dernier ». Il estime donc que l'équipe de France « avait connu la réussite à Split » mais qu'à Helsinki, « sans les Africains, les bonnes surprises pourraient venir du demi-fond ».

A. G.

Le choix de François Juillard

François Juillard, directeur technique de la Fédération française d'athlétisme, a sélectionné 49 hommes et 37 femmes pour les championnats d'Europe disputés à Helsinki du 7 au 14 août.

MESSEURS
100 m (10 s 30)
J.-C. Trouabal (10 s 26), H. Lomba (10 s 24), E. Perrot (10 s 33)
200 m (20 s 80)
J.-C. Trouabal (20 s 38), D. Sangouma (20 s 56), H. Lomba (20 s 78)
400 m (45 s 70)
P.-M. Hilaire (46 s 92)
800 m (1 min 46 s)
O. Diarra (1 min 45 s 93), F. Ornette (1 min 46 s 69), B. Konczyklo (1 min 46 s 68)
1 500 m (3 min 36 s 50)
E. Dubus (3 min 34 s 75), S. Benfarès (3 min 34 s 54), K. Chékhéméni (3 min 36 s 73)
5 000 m (13 min 27 s)
A. Béhar (13 min 16 s 70), M. Ezzer (13 min 23 s 82)
10 000 m (28 min 07 s)
M. Ezzer (28 min 25 s 08), T. Martins (28 min 37 s 04)
Marathon (2 h 16 min)
D. Chauvelier (2 h 11 min 24 s en 1988), N. Sabhi (2 h 15 min 18 s), Br. Légar (2 h 15 min 31 s), Br. Le Stum (2 h 15 min 56 s), J.-L. Assémat (2 h 12 min 29 s), J.-B. Protais (2 h 20 min 27 s)
710 m haies (13 s 80)
D. Philibert (13 s 53), V. Clarico (13 s 80), M. Jovys (13 s 79)
400 m haies (50 s)
S. Diagana (48 s 29), S. Caristan (50 s 45)
Hauteur (2,28 m)
J.-C. Gicquel (2,33 m)

Pérche (5,55 m)
J. Galfione (5,94 m), G. Baudouin (5,80 m), Ph. Collet (5,80 m)
Triples saut (16,85 m)
S. Hénan (17,14 m), G. Sainte-Rose (16,57 m), A. Nosen (16,49 m)
Marteau (74,50 m)
Ch. Epalle (79,20 m), F. Dupray (75,88 m), F. Kuhn (76,64 m)
Décathlon (7 850 pts)
Ch. Plaziat (8 505 pts), A. Blondel (8 248 pts), W. Mosti (8 111 pts)
20 km marche (1 h 24 min)
J.-C. Corra (1 h 22 min 24 s), D. Langlois (1 h 23 min 19 s)
50 km marche (4 h 05 min)
R. Pillar (3 h 41 min 28 s), Th. Toubain (3 h 45 min 24 s), A. Lemerrier (3 h 49 min 29 s)
4 x 100 m
J.-C. Trouabal, H. Lomba, E. Perrot, O. Sangouma, Remplaçants : G. Guénier (17 s 10), M. Morinère (18 s 47)
4 x 400 m
S. Diagana (45 s 49), P.-M. Hilaire, J. Faureaudière (46 s 05), J.-L. Rapnouil (46 s 11), Remplaçants : R. Nordin (46 s 58), M. Foucan (46 s 50)

DAMES
100 m (11 s 40)
P. Girard (11 s 11), O. Sidibi (11 s 37), O. Singa (11 s 42)
400 m (52 s)
M.-J. Pérec (50 s 59), Fr. Landré (51 s 21), E. Ellen (51 s 52)
800 m (21 s 30)
P. Djaté (21 min 05 s 38)
1 500 m (4 min 10 s 20)
B. Blitzner-Ducrot (4 min 04 s 72), F. Quantin (4 min 09 s), F. Fates (4 min 08 s 11)

3 000 m (8 min 55 s)
F. Fates (8 min 46 s 40)
10 000 m (32 min 40 s)
N. Lévèque (32 min 14 s 48)
Marathon (2 h 35 min)
M.-H. Olier (2 h 35 min 57 s), M. Le Gall (2 h 36 min 29 s), R. Murcia (2 h 36 min 11 s), J. L. Lillo (2 h 36 min 16 s), Fr. Bonnet (2 h 38 min 28 s)
100 m haies (13 s 30)
A. Piquereau (12 s 74), N. Joseph (13 s 14), M. Ewange-Epée-Tourret (13 s 08)
400 m haies (56 s 50)
C. Nelson (56 s 61)
Hauteur (1,92 m)
S. Fricot (1,92 m)
Longueur (6,55 m)
N. Casser (6,51 m)
Triples saut (13,60 m)
B. Lise (13,92 m), V. Guilyou (13,95 m)
Disque (59 m)
A. Teppe (59,84 m)
Javalot (61,40 m)
N. Auzel (64,32 m), N. Teppe (61,60 m), M. Bégue (61,42 m)
Héptathlon (5 950 pts)
N. Teppe (6 396 pts), O. Lesage (6 083 pts), M. Collomville (5 995 pts)
10 km marche (48 min)
V. Nedaud (48 s 53)
4 x 100 m
P. Girard, O. Sidibi, O. Singa, M. Nestoré (11 s 58), Remplaçants : V. Jean-Charles (11 s 50), F. Fischer (11 s 64)
4 x 400 m
M.-J. Pérec, Landré, E. Ellen, V. Dorila (52 s 15), Remplaçants : M.-L. Scholant (52 s 53), V. Jaumotte (53 s 12)
(Les chiffres entre parenthèses après les épreuves sont les minima de sélection.)

Le championnat de France de football

La meilleure attaque pour Nantes

A l'occasion de la troisième journée du championnat de France de football de première division, disputée vendredi 5 août, les Girondins de Bordeaux, qui ont été tenus en échec sur leur terrain par Martigues (1-1), ont été rejoints en tête du classement par Nantes et Cannes, victorieux respectivement de Caen (2-1) et de Metz (1-0). Nantes, meilleure attaque du championnat, est premier au goal average avec cinq buts.

En Alsace, le Paris-SG s'est incliné devant Strasbourg (2-0). Les Parisiens ont terminé la rencontre à neuf après les exclusions de Bravo et de Llacer. Le PSG se retrouve à trois points du trio de tête.

Sochaux, après un succès (3-0) sur Lille, s'est hissé à la quatrième

place. Monaco est en revanche en difficulté : après deux défaites, les Monégasques ont dû partager les points (0-0), au stade Louis-II, devant Auxerre. Rennes a été battu (5-0) à Lens, Le Havre a concédé un nouveau nul sur sa pelouse (1-1) devant Nice. Enfin, Montpellier, battu (4-0) à Saint-Etienne, ne compte toujours aucun point, tout comme Caen.

Dimanche 7, Bastia devait accueillir Lyon au stade Fauriol. Classement : 1. Nantes, Bordeaux, Cannes, 7 pts ; 4. Sochaux, 6 pts ; 5. St-Etienne, Martigues, 5 pts ; 7. Lens, Lyon, Strasbourg, Bastia, Nice, Paris-SG, Lille, 4 pts ; 14. Le Havre, Metz, 3 pts ; 16. Rennes, Auxerre, 2 pts ; 18. Monaco, 1 pt ; 19. Montpellier, Caen, 0 pt.

RUGBY : match nul (18-18) pour le troisième test match entre la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud. - Menés 12-9 à la mi-temps du troisième et dernier de leurs matches tests contre l'Afrique du Sud, les All Blacks sont parvenus à arracher le nul 18-18 aux Springboks samedi 6 août à l'Eden Park d'Auckland. Toutefois les Néo-Zélandais n'ont pas réussi le moindre essai, marquant uniquement des pénalités. En revanche, les « Boiz » ont inscrit deux essais. Le bilan de cette tournée est décevant pour cette équipe des All Blacks qui, après avoir été battue par les Français, attendait être la première à remporter la série complète des tests contre les Springboks.

SAANG CONTAMINÉ : confirmation de la libération conditionnelle du docteur Alain. - La chambre du conseil du tribunal correctionnel d'Evry (Seine-et-Marne), vendredi 5 août, la décision de libération conditionnelle du docteur Jean-Pierre Allain prise le 3 août par le juge d'application des peines, comme laquelle le parquet avait fait appel (le Monde du 6 août). Le docteur Allain ne pourra cependant pas quitter sa cellule du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis, car il a été mis en examen pour empoisonnement, jeudi 4 août, dans l'affaire du sang contaminé par le virus du sida, et placé sous le régime de l'incarcération provisoire jusqu'au lundi 8 par le juge d'instruction parisien Odile Bertella-Geffroy.

DISPARUS DE MOURMELON : levée du mandat de dépôt de Pierre Chanal. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Reims (Marne) a ordonné, jeudi 4 août, la mainlevée du mandat de dépôt de Pierre Chanal, mis en examen pour « séquestration et assassinat » dans l'affaire des disparus de Mourmelon. L'ancien adjoint-chef Chanal, qui purge une peine de dix ans de réclusion pour viol, attentat à la pudeur et séquestration d'un jeune auto-stoppeur en août 1988, restera incarcéré mais, ayant déjà effectué la moitié de sa peine, il est susceptible de se voir accorder une remise de peine. Ses avocats ont déposé une demande de libération conditionnelle. Pierre Chanal observe une grève de la faim depuis le 23 juillet.

Antonio Saura,
ermite en Castille



Biographie

Antonio Saura, né le 12 novembre 1933 à Madrid, est un peintre, dessinateur et sculpteur espagnol. Il est considéré comme l'un des plus importants artistes de la seconde moitié du XX^e siècle. Son œuvre est marquée par une exploration constante de la forme et de la couleur, influencée par le surréalisme et l'expressionnisme. Il a réalisé de nombreuses œuvres en collaboration avec son frère, le peintre Juan Saura.

Antonio Saura

De préférence à la compagnie d'assurances AGF

Le gouvernement choisit d'accélérer la privatisation de Renault

Le gouvernement pourrait choisir de privilégier Renault de préférence aux AGF à la rentrée. Vendredi 5 août, le ministre de l'économie a rendu public son choix de banques conseillers en vue d'une ouverture rapide du capital du constructeur automobile français.

LES ATOUTS DE RENAULT. Première marque de voitures en France, la firme au losange vend 1,8 million de véhicules à travers le monde. Elle réalise un chiffre d'affaires de 170 milliards de francs et emploie 120 000 personnes. Renault, qui bénéficie d'une bonne image auprès des investisseurs potentiels a réalisé en 1993 un bénéfice de 1 milliard de francs. Financièrement facile à réaliser, l'opération comporte cependant des risques politiques et sociaux.

LE PLAN OPTIM'HOMMES. Lancé en 1990 dans le cadre d'un accord signé entre Renault et tous les syndicats, le plan Optim'Homes devait, fin 1994, avoir formé quelque 5 800 ouvriers à faible niveau de qualification. Un dispositif destiné à favoriser la polyvalence mais aussi la « capacité de communication et d'initiative ».

Renault privatisée d'ici la fin de l'année ? Le gouvernement envisage de plus en plus sérieusement. La décision finale n'a pas été prise, elle devrait être arrêtée en septembre. Toutefois, les dispositions préparatoires s'enchaînent. Le ministre de l'économie a ainsi rendu public, vendredi 5 août, le choix de ses deux banques conseillers pour l'opération : la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA) et Rothschild et Cie. De son côté, Renault avait communiqué la semaine dernière les noms de ses propres établissements conseillers, la BNP et la Banque Lazard. Les équipes financières sont donc, de part et d'autre, constituées.

Bercy, qui ne trahit pas, a par ailleurs révélé que six agences de publicité avaient été présélectionnées pour mettre en œuvre la communication de Renault en cas d'ouverture de son capital. Alice, BDDP, CLM/BDDO, Opéra/RLC, Publicis et Saatchi sont sur les rangs. Cette seconde annonce a accru le sentiment d'urgence et accredité l'idée que l'opération était désormais sur les rails : « Nous nous mettons simplement en position de pouvoir mener à bien la privatisation de Renault d'ici à la fin de l'année 1994. Cela ne signifie pas forcément que l'opération va se faire », manifestait-on, dès vendredi soir, au ministère de l'économie.

L'opération se voulait relativement discrète. Un vendredi en fin de journée, au début du mois d'août, le choix des banques conseillers du gouvernement pour la privatisation de Renault avait pu passer relativement inaperçu.

D'autant que, pour ce qui sera sans doute la dernière privatisation de grand style avant l'élection présidentielle, les AGF (Assurances générales de France) restent officiellement dans la course. Certes, comme le souligne le ministre de l'économie, en matière de privatisation, le gouvernement s'est tout-jours efforcé de « garder deux fers au feu ». Il n'empêche que les pouvoirs publics ont choisi clairement de se donner les moyens de mener à bien l'opération Renault. Plus vite que prévu.

Mauvaise nouvelle pour les AGF

Une nouvelle fois, les AGF, le deuxième assureur public français (avant la privatisation de l'UAP), risquent de voir la privatisation leur échapper au tout dernier moment. La faute au manque d'appétit des marchés financiers, et plus encore à une véritable défiance à l'égard des compagnies d'assurances depuis le début de l'année. Les assureurs sont considérés par les boursiers, à tort ou à raison, comme les principales victimes de la chute des marchés obligataires.

Le cours de l'action AGF, à l'image de celui des autres compagnies, a perdu 34 % depuis le début de l'année. Du coup, l'assureur vaut sur le marché moins de 32 milliards de francs, et la part de l'Etat (57 % du capital), un peu plus de 18 milliards, une misère pour un groupe dont le chiffre d'affaires dépasse les 65 milliards de francs.

Si, politiquement, le passage au privé des AGF est une formalité et

si, pour Renault, il risque d'être plus délicat, il sera tout de même plus facile de trouver des actionnaires pour le constructeur automobile que pour l'assureur. C'est ce qui compte, surtout quand on a des besoins budgétaires à satisfaire. Le dossier Renault n'en reste pas moins sensible. Certains à Matignon font valoir les risques à engager à quelques mois de l'élection présidentielle, une opération d'ampleur sur une entreprise industrielle hautement symbolique. Les deux principaux syndicats de Renault, la CGT et la CFDT, se sont prononcés contre la privatisation du constructeur automobile. Elles ont recueilli près de 70 % des suffrages lors des élections professionnelles du printemps dernier. Ce pourcentage ne peut être ignoré.

Enfin, l'ampleur de l'ouverture du capital est encore sujette à discussion. L'Etat possède près de 80 % du capital de l'ex-Régie transformée en société anonyme en 1990. « Qu'on regarde les précédentes grosses opérations, qu'il s'agisse d'Elf Aquitaine ou de l'UAP, la part détenue en direct par l'Etat était bien moins importante. Le cas de Renault est forcément plus difficile », explique-t-on au ministère de l'Industrie. Les pouvoirs publics excluent de céder l'intégralité de leur participation. Dès lors deux schémas sont possibles : la première option « minimaliste » est une simple respiration, l'Etat conservant la majorité du capital, à hauteur de 51 % ; dans la seconde, qui a la faveur de Bercy et du ministre de l'Industrie, l'Etat descend à 34 %. Selon l'hypothèse retenue, le Trésor peut escompter

entre 11,6 et 18,4 milliards de francs de recettes. Dans cette dernière hypothèse, l'opération se révélerait aussi fructueuse que la cession des AGF. En sus des considérations budgétaires, les incertitudes concernant la position de Volvo, qui détient 20 % du capital de Renault, plaident pour une opération rapidement menée. Aux termes de l'accord de déblocage passé entre les deux constructeurs, après l'échec de leur fusion, le groupe suédois accompagne l'ouverture du capital de Renault décidée par l'Etat, en cédant une part de 12 %, si cette opération intervient avant le 30 novembre 1994. Dans le cas contraire, il faut renégocier. « Le compte à rebours est commencé ! », souligne-t-on dans les milieux gouvernementaux.

Le PDG de Renault, Louis Schweitzer, veut également aller vite. Pour profiter des bons résultats du groupe et éviter sans doute des complications avec son ancien partenaire suédois. Des obstacles qu'il convient de lever pour avoir une véritable alternative à une mise sur le marché des AGF, jugée délicate. Privatiser dans un marché boursier hostile ou pour le moins réservé est une opération risquée. Elle condamne à s'exposer à la critique de bader le patrimoine national pour se concilier difficilement les bonnes grâces des acheteurs. Le gouvernement a pu en faire l'expérience avec la privatisation presque forcée de l'UAP à la fin avril qui a provoqué une mini-polémique et mécontenté de surcroît les fameux investisseurs institutionnels français et plus encore étrangers, qui font la pluie

et le beau temps à la Bourse de Paris. Illustration supplémentaire de l'importance du climat financier : dans l'euphorie boursière des derniers mois de 1993, la privatisation des AGF avait même été envisagée avant l'été par le ministre de l'économie. Puis il avait fallu déchanter et l'opération avait été théoriquement reportée au mois d'octobre, le temps pour les boursiers de reprendre leurs esprits. La Bourse de Paris affichait encore il y a un mois un recul de près de 18 % depuis le début de l'année avant de se reprendre. Elle n'était manifestement pas en état d'absorber une opération de grande envergure. D'autant qu'en l'espace de sept mois, entre octobre 1993 et avril 1994, quatre grandes entreprises (BNP, Rhône-Poulenc, Elf Aquitaine et UAP) ont été mises successivement sur le marché et ont rapporté 92 milliards de francs dans les caisses de l'Etat.

Aujourd'hui, les conditions du passage au privé des AGF sont remplies par l'entreprise. Le décret officiel est paru au mois de mars. Les actions ont été divisées par deux et le fameux noyau stable prend forme notamment avec le rapprochement entre les AGF et la Société générale.

Le match Renault-AGF est clairement lancé. Rien n'est encore joué. Renault est aujourd'hui plus attirant. Mais tout dépend de l'évaluation faite par Matignon des risques politiques et d'un éventuel rebond des marchés à la rentrée qui ouvrirait une fenêtre pour les AGF.

ÉRIC LESER
et CAROLINE MONNOT

L'ex-Régie accroît les compétences des salariés les moins qualifiés

SANDOUILLE

De nouveaux emplois spécialisés. Pendant des années, nous avons organisé des cours d'alphabétisation et de remise à niveau. Pour des résultats plus que décevants : les gens avaient l'impression de revenir sur les bancs de l'école. Désormais, pour leur donner des bases plus solides en français ou en mathématiques, nous améliorons leurs capacités d'expression, nous parlons de leur activité quotidienne en établissant un lien direct entre formation et environnement professionnel. Croyez-moi, le bilan est autrement plus positif.

Responsable de la formation à la direction des fabrications, Rachel Lévy suit depuis quatre ans le plan Optim'Homes, lancé en 1990 dans le cadre de l'accord à vivre. En 1994, ce dispositif aura permis de former quelque 5 800 « opérateurs » et, en 1998, la totalité des 14 700 ouvriers concernés « dont le niveau peut varier entre l'illettrisme et le CAP » - y auront participé.

Aujourd'hui, M^{me} Lévy s'ém-

veille toujours enthousiasmée : « Les formations réelles » que ce plan a engendrées. L'objectif d'Optim'Homes vise en effet à « élargir les capacités professionnelles » du personnel ouvrier en lui offrant des tâches plus polyvalentes dans le cadre des unités élémentaires de travail, qui regroupent une vingtaine de personnes.

A l'usine de Sandouville, près du Havre, il suffit d'examiner le document apposé sur l'alle droite des Safrane ou des Laguna, présentant les multiples options de chaque véhicule en cours de montage, pour comprendre que l'ouvrier de l'industrie automobile moderne doit non seulement maîtriser les connaissances de base mais aussi s'affranchir d'un statut d'« agent d'exécution » cantonné aux opérations simples et répétitives. Le leitmotiv de l'accord à vivre « faire l'entreprise de demain avec les hommes d'aujourd'hui », suggère d'ailleurs que le maintien de l'emploi dépend aussi de la capacité des salariés à s'adapter aux nouvelles contraintes. Mais si plus de 20 % des stagiaires ont bénéficié d'une amélioration de leur classification et d'autres ont obtenu un « complément de carrière », sorte de prime au mérite, les dirigeants de Renault refusent d'« entretenir l'illusion que tout le monde peut, au sortir de sa formation, obtenir une qualification supplémentaire reconnue en termes de rémunération ».

Apprendre à communiquer

Basé sur le principe du volontariat - mais très fortement encouragé par la hiérarchie - le dispositif Optim'Homes absorbe 22 % des dépenses de formation de l'entreprise, soit 80 millions de francs en 1994. Au terme d'une « formation bilan-orientation », chaque opérateur est dirigé vers l'une des trois filières possibles. La première vise à permettre à l'opérateur de « tirer et comprendre un texte simple » et de « susciter chez lui de nouveaux comportements plus dynamiques et plus autonomes ». La seconde s'efforce de « développer les compétences », alors que la troisième « prépare à un nouveau métier ».

Pour apprendre aux opérateurs à communiquer et à mieux connaître leur propre environnement, les stagiaires sont invités à expliquer à leurs collègues le

contenu de leur travail. « Pendant les deux journées de visite guidée, j'ai découvert des secteurs où, malgré mes dix-neuf années de présence, j'étais resté étranger », raconte Michel Corbolla, qui a atteint le niveau d'ouvrier professionnel. Ce qui lui permet aujourd'hui d'occuper une multitude de postes, et il précise sans fierté : « C'est moi qui m'adresse directement aux sous-traitants lorsque survient un problème d'approvisionnement ».

La polyvalence et le travail en groupe se diffusent, les gens sont plus autonomes, acceptent davantage de changer d'atelier, et l'agent de maîtrise devient un interlocuteur normal », plaide Rachel Lévy. Les résultats d'Optim'Homes sont difficiles à quantifier. Néanmoins, le nombre de suggestions déposées par chaque ouvrier est passé en moyenne de 1 à 3,5 en quatre ans à Sandouville. « La possibilité de changer de poste réduit les erreurs liées à la monotonie des tâches et permet de gérer plus facilement l'absentéisme. Mais la polyvalence n'est pas à la portée de tout le monde. Ceux qui rencontrent des difficultés progressent aussi à leur rythme. Cela nous compense sans doute la vie, mais tout le monde s'y retrouve », assure un chef d'équipe.

Si rares sont ceux qui ont refusé de participer au plan Optim'Homes, cette opération connaît aussi ses limites. Quinze mois de formation ne sauraient effacer les effets désastreux de décennies de taylorisme. Devenus des « opérateurs », ces ouvriers, dont la moyenne d'âge approche quarante-cinq ans, sont brusquement invités à évoluer dans leur travail et dans leurs habitudes. Plus d'un stagiaire sur quatre ne va pas au-delà de la première filière. « Pour aller plus loin, il faudrait que je travaille chez moi, le soir. Vous savez, depuis l'école, le calcul, ce n'est pas mon fort. Honnêtement, je n'ai pas le courage de m'y mettre après une journée entière de travail », reconnaît Philippe Hamier, trentenaire, ouvrier à l'atelier de sellerie des Safrane. Quant à ceux qui ont les capacités d'accéder à la troisième filière, ils ne peuvent y parvenir qu'à l'issue de la formation.

L'important, souligne Roger Gillot, responsable du projet Optim'Homes, est de convaincre les opérateurs qu'ils font un vrai métier. Pour un tas de raisons, ils ont souvent tendance à se dévaloriser.

JEAN-MICHEL NORMAND

Un impératif budgétaire

En annonçant, le 5 août, le nom des banques-conseillers retenues par les pouvoirs publics pour la future privatisation de Renault, ainsi que la mise en concurrence des six agences de publicité qui seront invitées à participer à l'opération, le gouvernement accède à un processus initialement prévu pour le début de 1995. Dans l'entourage d'Edmond Alphandéry, au ministère de l'économie, on tient à préciser qu'il ne s'agit que de « dispositions préparatoires » devant conduire à la privatisation partielle du groupe automobile. Aucune décision ferme, aucun calendrier précis n'ont encore été arrêtés. « Nous voulons avoir deux fers au feu et ce seront les conditions du marché financier qui détermineront qui, de Renault ou des AGF, devra être privatisé en premier », précise-t-on.

L'impératif n'est pas seulement lié au comportement de la Bourse de Paris. Il est aussi budgétaire. Aux termes de la loi de finances, les privatisations

devraient rapporter cette année 55 milliards de francs à l'Etat (après 46 milliards en 1993). A ce jour, compte tenu de la « dénationalisation » d'Elf Aquitaine et de l'UAP, les recettes atteignent 52 milliards. « Nous aurions pu nous contenter de privatiser la CNP (Caisse nationale de prévoyance, dont la privatisation est toujours prévue) pour atteindre le plafond que nous nous étions fixé, mais les besoins de recapitalisation de certaines entreprises publiques sont tels qu'il nous a fallu prendre une autre option », explique-t-on à Bercy.

De fait, avec les quelque 3,5 milliards de francs que l'Etat doit injecter dans la remise à flot du crédit lyonnais et les 20 milliards (dont une dizaine de milliards à brève échéance) dévolus à Air France, les besoins sont criants. La privatisation partielle de Renault devrait rapporter « un peu moins » de 10 milliards de francs si l'Etat garde 51 % du groupe automobile et autour de

15 milliards s'il abaisse sa participation à 34 %. Le montant peut certes apparaître modeste mais il a l'avantage d'être assuré « alors que la réussite d'une éventuelle privatisation des AGF dans les prochaines semaines, reste hypothétique. Au moment où le gouvernement a des difficultés à bouclier son budget, toute contribution immédiate, même exceptionnelle, est la bienvenue ».

En revanche, à terme, le problème risque de se poser avec plus d'acuité. Plus les privatisations sont mises à contribution en 1994, moins elles fourniront de recettes l'année prochaine. Or, c'est surtout en 1995 que les difficultés se feront jour. D'autant qu'il est quasiment admis que le vœu gouvernemental de ne pas permettre aux dépenses budgétaires de progresser en 1995 à un rythme supérieur à celui escompté pour l'inflation (1,7 %) sera pratiquement impossible à respecter.

SERGE MARTI

SOCIAL

La réforme portuaire

Le conflit entre les dockers et les entreprises de manutention à Marseille est dans l'impasse

MARSEILLE

de notre correspondant

Depuis quinze mois, un bras de fer oppose les acconiers (c'est-à-dire les entreprises de manutention) et les dockers du port de Marseille-Fos à propos de la mensualisation de deux cent cinquante ouvriers ayant encore le statut de travailleurs « intermittents ». On a bien cru être tout près d'un accord, le 4 août, après quatre réunions paritaires auxquelles ont participé les représentants du syndicat des entrepreneurs de la manutention de Marseille-Fos (SEMPOS) et de la CGT. Les points de vue s'étaient rapprochés et les divergences paraissaient minimes. Mais, au moment où tout laissait penser qu'on arrivait à la fin de l'interminable conflit qui, à plusieurs reprises, a paralysé le port de Marseille, les discussions se sont arrêtées sur un constat d'échec.

Le 13 juillet, les acconiers ont adressé un courrier aux employés de la manutention pour proposer l'embauche des dockers intermittents assortie d'un contrat à durée indéterminée. Le texte d'un accord soumis à examen d'ici au 15 septembre prévoyait que le programme de mensualisation se déroulerait sur la base d'un « consentement réciproque » et qu'« un dispositif d'accompagnement » devrait être établi pour les dockers n'ayant pas opté pour cette éventuelle formule.

Ce sont les propositions restées sans réponse qui faisaient l'objet des actuelles négociations. Mais, du côté des représentants des dockers, qui estiment mal choisi pour négocier le moment où la moitié de l'effectif est en vacances, on a réitéré le désir de ne voir s'établir la mensualisation que sur la base d'un volontariat. La CGT ne cache pas sa méfiance envers ce qu'elle considère comme « un plan social déguisé, et non une

solution négociée ». Elle veut obtenir la priorité d'emploi des dockers occasionnels sans appel à la main-d'œuvre extérieure. Ce qu'un délégué résumait ainsi : « S'il manque des caissières chez Carrefour, on ne va pas les recruter chez Auchan. Pour nous c'est la même chose ».

Le patronat avait fixé au 4 août, à minuit, la date butoir pour régler la question de la mensualisation des intermittents. « A partir de cette date, les dockers intermittents perdent leur priorité d'embauche, et à présent le recours à l'embauche extérieure peut être mis en œuvre », dit-on du côté de SEMPOS. Alain Dini, secrétaire général des dockers CGT de Fos, reste serein : « Rien ne se fera avant septembre, assure-t-il. Dans le cas contraire, si les acconiers recrutent de la main-d'œuvre extérieure, nous interviendrons », a-t-il averti.

JEAN CONTRUCCI

PARIS

Campagnes...

INDICE CAC 40
+ 1,55 %

Apparemment, la campagne menée par le magazine américain *Forbes* n'a pas eu l'effet escompté. Tout au moins à la bourse de Paris. Dans sa dernière édition, cette publication suggère aux investisseurs américains d'éviter d'investir en France, et, dans sa rubrique placements, elle va même jusqu'à leur conseiller de retirer leurs fonds au plus vite de ce pays. Peut-être est-ce encore trop tôt pour juger de l'efficacité d'un tel conseil, mais, ne leur en déplaise, pour la cinquième semaine consécutive, le marché parisien a continué d'acquiescer ses gains et, si l'on croit les intervenants, les achats de non-résidents, anglo-saxons notamment, n'y sont pas complètement étrangers. Ces mêmes intervenants ont d'ailleurs constaté depuis de nombreuses semaines qu'un quart des transactions aujourd'hui les 4 milliards de francs - étaient effectuées au cours de la dernière heure de la séance, de 16 heures à 17 heures, soit juste après l'ouverture de la Bourse de New-York.

Mais intéressons-nous à une autre campagne, celle qualifiée d'« été » que mène maintenant la Bourse de Paris depuis le 27 juin en faveur de la hausse des cours. Depuis cette date, les valeurs françaises ont gagné plus de 12 %, dont 1,55 % pour les cinq der-

nières séances. Le retard que la Bourse accuse depuis le début de l'année, qui a « flûté » plusieurs fois avec le 20 %, n'est plus aujourd'hui que de 7,10 %. Parallèlement, l'indice CAC 40 est repassé au-dessus du seuil des 2 100 points, terminant le semaine à 2 107,07 points, score toutefois inférieur à ses meilleurs niveaux de clôture hebdomadaire.

Si la Bourse de Paris avait débuté la semaine en faisant preuve d'attentisme, les opérateurs prenant leur bénéfice après les précédentes hausses, le repli de 0,26 % de l'indice CAC 40 était rapidement comblé dès le mardi par une vive reprise de 2,3 %. L'indice repassait alors au-dessus du niveau des 2 100 points, qu'il avait dépassé depuis le 24 mai. Pour expliquer cette hausse subite, les opérateurs évoquent non seulement l'action des investisseurs étrangers, mais aussi celle des épargnants français désireux d'employer les dividendes distribués. Ces intervenants se sont placés depuis quelques semaines en position d'acheteurs, misant notamment sur les valeurs cycliques. L'accalmie intervenue sur les marchés obligataires et la relative stabilité du dollar, ainsi qu'une meilleure prise en compte des « fondamentaux » de l'économie française, ont fait le reste.

Des prises de bénéfices pèseront toutefois sur le marché lors des séances de mercredi et jeudi, les valeurs abandonnant respectivement 0,1 % et 0,88 %. Ce mou-

vement de ventes bénéficiaires sera, par ailleurs, accentué et accéléré par des tensions sur le marché obligataire en raison notamment de bonnes statistiques relatives à l'économie allemande, qui impliquent le report d'une éventuelle baisse des taux d'intérêt lors de la prochaine réunion de la Bundesbank.

Bonne semaine pour Mickey

La dernière séance de la semaine, indécise dès l'ouverture, a réussi à terminer dans le vert après bien des hésitations. Les intervenants attendaient avec impatience les chiffres de l'emploi aux États-Unis, et ceux-ci, meilleurs que prévu, ont fait craindre un nouveau resserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed), le 16 août, à l'occasion de la réunion de la commission dite de l'open market. Mais, après un passage à vide, le marché des actions, bénéficiant des perspectives encourageantes de l'économie française et prenant ses distances par rapport aux marchés obligataires, a réussi à reprendre le dessus et à terminer sur un gain de 0,51 %.

Du côté des valeurs, au grand soulagement des banques garantes de l'opération, l'augmentation de capital d'Euro Disney, d'un montant de 5,95 milliards de francs, a été soustraite à 80 %. Souscrite à 49 % par la maison mère du groupe - soit 2,915 milliards de francs - cette

émission était garantie à 51 % par les banques créancières, soit environ 3,034 milliards de francs. Les actionnaires, autres que Walt Disney Company, ont souscrit leur tranche à 61 % soit environ 1,850 milliard de francs. De leur côté, les banques se sont portées garantes du solde, soit environ 1,885 milliard de francs.

Le prince saoudien Al Waleed bin Talal, président de l'United Saudi Commercial Bank, s'était d'autre part engagé à contre-garantir une part significative des 51 % garantie par le syndicat bancaire. Le prince s'engageait ainsi à souscrire entre 13 % et 24 % du capital d'Euro Disney en fonction du niveau de souscription du public (le Monde du 10 juin). Cette « part significative » devrait donc permettre aux banques de revendre au prince leurs créances.

Vendredi, en clôture, le titre du parc de loisirs a terminé à 10,95 francs avec des transactions portant sur 11,5 % du capital, après les 10 % de la veille.

Pour conclure, l'activité à la Bourse de Paris s'est contractée de 30 % en juillet par rapport au mois précédent, selon les statistiques de la Société des Bourses françaises (SBF). Le volume des transactions a atteint pour le mois écoulé 72,63 milliards de francs, soit une moyenne quotidienne de 3,82 milliards de francs. Au 29 juillet, la capitalisation boursière de la place était de 2 573 milliards de francs.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

NEW-YORK

Incertaine

INDICE DOW JONES
- 0,46 %

Wall Street, qui avait débuté la semaine sur une note positive, est reparti à la baisse dès mardi, et le mouvement de recul s'est accéléré jeudi en raison des inquiétudes sur les chiffres du chômage américain pour juillet qui se sont révélés être meilleurs que prévu. Le chiffre des créations d'emplois (259 000) supérieur aux prévisions et le recul surprise des demandes d'allocations-chômage la semaine dernière, a renforcé les craintes d'accélération de l'inflation, et les taux d'intérêt à long terme sont remontés en flèche vendredi. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes s'est inchiné en clôture vendredi à 3 747,02 points en baisse de 17,48 points (0,46 %) sur la semaine. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor a grimpé à 7,55 % vendredi contre 7,39 % en fin de semaine dernière.

Les opérateurs ont également été inquiétés par la hausse deux fois plus forte que prévu (0,4 %) du salaire horaire des employés en juillet. Aux yeux des analystes, l'économie américaine continue à lancer des signaux contradictoires, comme l'a montré la

chute de 14,1 % des ventes de logements neufs et la hausse modérée de 0,2 % de l'indice des principaux indicateurs économiques en juin. Les investisseurs s'interrogent pour savoir si la Réserve fédérale dispose d'éléments suffisants pour décider d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt lors de la réunion du comité de l'Open Market le 16 août.

Valeurs	Cours 29 juillet	Cours 5 août
Alcoa	78 1/4	78 5/8
Allied Signal Inc.	38 1/4	37
American Express	28 1/2	27 3/4
AT&T	54 1/8	54 1/2
Bathfellow Steel	22 1/4	21 3/4
Boeing	44 5/8	45 1/8
Caterpillar Inc.	108 3/8	104 3/4
Chrysler	44 3/8	43
Coca-Cola	44 3/8	43 5/8
Disney Corp.	42 1/2	42 1/4
Du Pont de Nemours	58 3/8	60 1/4
Eastman Kodak	48 3/8	47 5/8
General Electric	59 1/2	59 1/8
General Motors	51 3/8	50 1/4
Goldman Sachs	36 5/8	35 1/2
International Paper	72 7/8	74 3/8
Morgan Stanley	113	112
McDonald Douglas	29 5/8	28 7/8
Merck & Co.	55 3/4	55 1/8
Minnesota Mining	53 1/8	54
Philly Morris	55 3/4	53 3/4
Pfizer Inc.	47 1/4	47
Rockwell International	63 1/2	62 1/8
Sears Roebuck and Co.	28 1/4	27 3/4
Union Carbide	60 1/4	61 1/2
United Tech.	12 1/8	11 3/4
Westinghouse El.	75 1/8	75 1/2

TOKYO

Modeste reprise

INDICE NIKKEI
+ 0,40 %

La Bourse de Tokyo a connu une tendance haussière cette semaine, avec une reprise modérée des valeurs exportatrices, consécutive au repli du yen face au dollar. En cinq séances, l'indice Nikkei a gagné 72,31 points, soit 0,4 %, à 20 521,70 points, après avoir perdu 13,50 au cours de la précédente période. Le volume moyen des échanges quotidiens s'est établi à 255,98 millions de titres contre 260,14 millions de titres la semaine précédente.

Après avoir ouvert à 20 368,37 points lundi, l'indice a évolué dans une marge étroite entre 20 270 et 20 677, beaucoup d'opérateurs restant en retrait dans la perspective des congés estivaux. Les courtiers ont indiqué que les investisseurs avaient favorablement accueilli la dépréciation de la monnaie japonaise, qui a pu

aider à stimuler des titres à l'exportation comme ceux de l'automobile ou des fabricants électroniques. Le dollar, qui a connu une baisse record à 96,95 yens le mois dernier, s'est repris cette semaine, terminant à 100,45 yens vendredi. Les courtiers ont indiqué qu'ils étudiaient avec attention l'évolution des discussions américano-japonaises sur le commerce, car elles peuvent constituer un facteur déstabilisant pour le dollar.

Indices du 5 août : Nikkei, 20 521,70 (c. 20 449,39) ; Topix, 1 649,74 (c. 1 637,41).

Valeurs	Cours 29 juillet	Cours 5 août
Bridgestone	1 640	1 640
Fujitsu	1 710	1 710
Fuji Bank	2 250	2 250
Honda Motors	1 730	1 720
Watanabe Electric	1 540	1 530
Mitsubishi Heavy	777	810
Sanyo Corp.	5 870	5 900
Toyota Motors	2 120	2 120

LONDRES

Envoyée
+ 2,75 %

Libérée pour un temps - peut-être à tort - de la peur d'une hausse imminente des taux d'intérêt britanniques, la Bourse de Londres s'est envolée dès lundi avant que les prises de bénéfices et le chômage américain ne tempèrent son enthousiasme en fin de semaine. D'un vendredi sur l'autre, l'indice Footsie a gagné 84,9 points à 3 167,5 points, soit une progression de 2,75 %.

Lundi, les opérateurs ont poussé un gros soupir de soulagement lorsque la Banque d'Angleterre a procédé à ses opérations courantes sans changer son taux de base (5,25 %), alors que les indices de pressions inflationnistes leur avaient fait craindre le pire. Mardi, le Footsie grimpait même de 60 points, du jamais vu depuis huit mois, alors que le rapport trimestriel sur l'inflation de la Banque d'Angleterre promettait bien une hausse des taux. Cependant, les prises de bénéfices freinaient vite le mouvement, et l'enthousiasme suscité par les chiffres de la production industrielle était vite balayé par les chiffres du chômage américain de juillet, rendant plus plausible une hausse des taux américains.

Indices « FT » du 5 août : 100 valeurs, 3 167,5 (c. 3 082,6) ; 30 valeurs, 2 471 (c. 2 392,2) ; mines d'or, 232,9 (c. 239,5) ; fonds d'États, 92,21 (c. 91,75).

Valeurs	Cours 29 juillet	Cours 5 août
Allied Lyons	5,82	5,91
BP	4,12	4,09
BT	3,68	3,50
Cadbury	4,22	4,54
Glaxo	5,72	6,00
GLS	5,78	5,76
Harrods	0,25	0,22
RTZ	6,62	6,77
Shell	7,21	7,37
Unilever	10,11	10,70

FRANCFORT

En deux temps
+ 1,78 %

Le début de la semaine boursière à Francfort a été marqué par une nette hausse des cours et un retour des participants sur le marché, avant qu'une vague de prises de bénéfices jeudi efface une partie des gains réalisés. L'indice DAX des trente valeurs vedettes a terminé à 2 184,76 points, soit en hausse de 1,78 % par rapport à la clôture de la semaine passée.

Sur les trois premières séances, le DAX a progressé de 2,40 %, en raison d'un apaisement sur le marché obligataire, de la confirmation du raffermissement du dollar et des bons résultats semestriels d'entreprises publiés récemment.

Le DAX est toutefois reparti à la baisse jeudi, à la suite des prises de bénéfices, mais s'est stabilisé vendredi dans un marché rendu atone par l'absence de nouvelles économiques. Les participants attendaient, en outre, la publication des chiffres du chômage aux États-Unis. Le DAX se heurte actuellement au seuil de résistance de 2 200 points, ont indiqué les courtiers. Si l'indice parvient à franchir ce seuil, « il pourra s'attaquer de nouveau aux anciens plus hauts historiques », estime la WestLB.

Indice DAX du 5 août : 2 184,76 (c. 2 146,64).

Valeurs	Cours 29 juillet	Cours 5 août
AGF	178	185,00
BASF	318,40	325,00
Bayer	350,00	360,00
Commerzbank	331,00	338
Deutsche Bank	731,00	738,00
Hoechst	344,00	354,00
Kredit	580	597
Mannheim	439	448,00
Siemens	880	907,00
Volkswagen	502	517,00

A NOS LECTEURS

A dater du 8 août, la progression hebdomadaire de l'échelle des valeurs composant les différents secteurs d'activité ne sera plus pourcentage exprimée en francs mais en pourcentage.

Agroalimentaire

Valeurs	Cours 29 juillet	Cours 5 août
Bouygues	3 088	2 980
Danone (BNP)	886	8,23
Edisud (BNP)	900	1,58
Fromagerie Bel	5 240	0,38
UNIM	869	1,04
Parmalat	345,00	2,27
Remy-Cointreau	215	1,82
Saint-Louis	1 620	0,06

Assurances

Valeurs	Cours 29 juillet	Cours 5 août
AGF	232,50	+ 8,18
AXA	270	+ 0,93
GAN	428	+ 7
SCOR SA	136,50	+ 11,06
UAP	156	+ 1,16

Bâtiment et matériaux

Valeurs	Cours 29 juillet	Cours 5 août
Bouygues	553	+ 3,85
Ciments français	316	+ 3,24
Colas	1 080	+ 1,88
Effage	1 288	+ 6,33
Eurochem	27,75	+ 8,39
GTI Entrepôts	458	+ 1,54
Imat	622	+ 4
Immo. Phénix	79	+ 3,70
Jean Leclercq	1 221	+ 0,08
Lafarge-Capelle	443	+ 4,25
Polier	453	+ 0,23
Saint-Gobain	700	+ 2,33
SCE	216	+ 2,92
Sole Baignoires	380	+ 1,06

Chimie

Valeurs	Cours 29 juillet	Cours 5 août
Air liquide (L)	824	+ 0,12
Gasagris	525	+ 5,42
Nichols	251,50	+ 1,80
Plastic Omnium	877	+ 0,14
Rhône-Poulenc A.	142,10	+ 10,84
Roussel-Uclaf	635	+ 11,20
Savini	961	+ 0,10
Synalabo	215	+ 12,50

Consommation non alimentaire

Valeurs	Cours 29 juillet	Cours 5 août
BIC	1 317	+ 2,88
Chargers	1 445	+ 3,36
Christian Dior	480	+ 2,24
Clarks	567	+ 1,27
DAC	443	+ 2,20
DFP	958	+ 0,83
Essilor Int	780	+ 0,50
Gr. André	545	+ 0,73
Maquinox	127	+ 8,80
L'Oréal L.	1 230	+ 2,24
Salomon	1 973	+ 5,22
SEB	558	+ 6,08
Shir Rossignol	2 060	+ 1,96
Sonoma-Alibert	2 175	+ 0,41
Zadac	2 241	+ 2,52

Crédit et banques

Valeurs	Cours 29 juillet	Cours 5 août
Comp. bancaire	495	- 8,23
BNP CI	247,10	- 4,59
CCF	230,50	+ 0,21
Creditum	1 205	+ 1,85
Crédit Agricole	416	+ 1,18
Créd. Ind. Cl.	1 080	+ 0,09
Créd. Nat.	422,50	+ 0,73
Créd. Nat. Cl.	489,50	+ 0,06
Créd. Nat. Cl.	489,50	+ 0,29
Société générale	610	+ 3,21
SONAC	530	+ 3,71
UAP Locat	386	+ 1,75
UIC	405,50	+ 3,22
Via Banque	380	+ 2,01

Distribution

Valeurs	Cours 29 juillet	Cours 5 août
Benetton	791	+ 4,48
Carrefour	2 085	+ 0,73
Casino	158	+ 0,64
Centrales Dubois	750	+ 0,40
Consp. modernes	1 388	+ 0,14
Danone	5 900	- 0,33
Docks de France	726	+ 7,07
Gal. Lafayette	2 180	- 0,88
Gilbert SA	511	+ 5,14
Guyonnes Gac.	1 453	+ 1,25
Pinault Fr.	943	- 0,78
Primagat	871	+ 2,10
Proximité	987	+ 0,12
Retail op 10 F.	684	+ 8,22

Electricité et électronique

Valeurs	Cours 29 juillet	Cours 5 août
Alcatel-Alst.	649	+ 4,34
Alcatel-Cable	610	+ 7,39
CSCE	550	- 3,78
Interdigital	659	+ 4,27
Leclercq	726	+ 0,14
Legrand	6 610	- 0,45
Matra Hachette	116,20	+ 2,75
Radisson-Blue	1 442	+ 15,31
Sagem	2 625	+ 0,18
Schneider	428,50	+ 4,87
Thomson-CSF	172	+ 3,81

Immobilier et foncier

Valeurs	Cours 29 juillet	Cours 5 août
GFC	445	+ 2,29
Oliver	21	+ 5,82
Rue Impériale	440,10	+ 3,06
Simeon	500	+ 4,59
UF	512	+ 0,38
Lucas	-	-
Sile	788	+ 0,38
Sogefi	720	- 1,30

Investissement et portefeuille

Valeurs	Cours 29 juillet	Cours 5 août
Bolton	488	+ 0,78
CGP	1 123	+ 0,48
Carrefour	2 085	+ 1,81
Gas et Eau	2 180	+ 1,50
Lafayette	1 388	+ 4,59
Marine-Wendel	409	+ 3,84
Navigation m.	1 021	+ 3,86
Mont-Est	148	+ 2,81
Parif	1 002	+ 0,12
Suez	271	+ 1,81
Worms	288	+ 0,36
Origny-Desnoes	1 388	+ 0,58
Parif	281	+ 0,50

Métallurgie, mécanique

Valeurs	Cours 29 juillet	Cours 5 août
Carrefour	178,10	+ 1,77
Demat Aviation	489	+ 8,16
De Dietrich	2 731	+ 4,23
Fives-Lille	380	+ 2
Legis Industrie	320	-
Mécatronic	82,10	+ 0,86
Pechiney CI	402,80	+ 5,72
Pathway Int.	171,60	+ 4,31
Peugeot SA	58	+ 4,34
Stefanel	685	+ 2,46
Valloire	287	+ 3,49
Valeo	322	+ 0,15

Mines d'or, diamant

Valeurs	Cours 29 juillet	Cours 5 août
Anglo-American	300,50	+ 2,73
Bullfinch	54,90	- 0,72
De Beers	135,70	+ 8,72
De Beers	271,80	+ 0,30
Gencor	13,95	- 1,07
Harmony	32,15	+ 0,17
Randfontein	38	- 3,17
Santa Helena	54,95	+ 1,01
Western Deep	233	-

Pétrole

Valeurs	Cours 29 juillet	Cours 5 août
BP France	-	-

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Les juges américains

ont l'avantage de l'ancienneté et qui dominent le terrain. Ainsi qu'en témoigne l'exemple, nous restons de la Caisse centrale. Roulé un emprunteur soit estimé à un juste valeur, il faut le verdict d'un des deux grands établissements américains.

Quoi qu'il en soit, la nouvelle a facilité le déroulement de la plus récente des émissions internationales de la Caisse centrale qui vient de se présenter sur le marché allemand. Au départ, elle entendait lever 150 millions de deutschemarks pour une durée de cinq ans, mais elle a décidé de ne pas émettre dont les titres seront cotés en Bourse et disposer, en outre, de la possibilité de doubler ce montant, au moment de son choix, d'ici à l'échéance, en faisant appel à ses banques. La formule, originale, n'avait jamais été utilisée outre-Rhin. Elle a retenu l'attention d'un assez large groupe d'établissements financiers allemands, sous la direction de la Westdeutsche Landesbank. Le montant a été augmenté à 175 millions de deutschemarks (soit environ 600 millions de francs français), mais l'emprunteur n'a pas voulu profiter de la bonne note que venait de lui donner les Américains pour arracher au dernier moment de meilleures conditions que celles qui étaient envisagées depuis plusieurs semaines.

tant.

D'une façon générale, cette transaction libérale en deutschmarks est significative des liens qui se nouent entre les banques françaises et allemandes. Elle montre bien que les banques qui comptent développer leurs réseaux de part et d'autre du Rhin et que malgré des conditions encore précaires, les emprunteurs tiennent à affirmer leur présence sur le marché voisin. En un mois, depuis le 6 juillet, trois débiteurs français ont levé des fonds en deutschmarks.

La réciprocité n'est pas possible pour l'instant car le compartiment international du marché français est fermé aux emprunteurs étrangers depuis le début de l'été. Mais lorsque l'on rouvrira ses portes, il ne tardera guère à accueillir un candidat allemand.

Les établissements publics de la République fédérale, Kreditanstalt für Wiederaufbau, a déjà pris rang, sans savoir qu'il entendait au moins émettre une opération française par an ; s'il en est empêché, il en lancera deux l'année suivante.

Parmi les autres compartiments qui ont été sollicités au début du mois d'été par des débiteurs français la SNCF a tenté d'obtenir du franc luxembourgeois et le Crédit local de France celui de l'eurodollar canadien. Les deux opérations font l'objet de contrats d'échange.

L'annonce, en fin de semaine dernière, d'un *après-midi minuscule* dans les négociations commerciales entre les Etats-Unis et le Japon avait suffi pour permettre au dollar de retrouver de la vigueur. Le billet vert était alors repassé en-dessous du seuil des 100 yens. Las, lundi, à la suite d'un nouvel échec des négociations entre les Etats-Unis et le Japon et des nouvelles américaines d'un refus des sanctions contre Tokyo à l'issue d'un délai de soixante jours, le billet vert replongeait largement sous les 100 yens. Il touchait un plus bas de 98,38, avant de se reprendre à 98,77 après une intervention de la Banque du Japon. La devise américaine était également très faible en début de journée vis-à-vis des monnaies européennes à 1,5690 au plus bas face au deutschemark et à 5,3660 francs.

Passé l'accès de faiblesse, le billet vert se reprenait à nouveau au cours des jours suivants et repassait, mercredi, au-dessus du seuil des 100 yens. Plus important des 100 yens, exactement à 100,33. Par la suite, le dollar poursuivait son redressement jusqu'à la publication, vendredi, des chiffres du chômage américain en juillet. Conformément aux prévisions de nombreux conjoncturistes, le

mark, 100,41 yens et 5,4120 francs, soit à peu de choses près les mêmes niveaux qu'à la fin de la semaine précédente.

En dépit de ce dérapage de fin de semaine, pour la plupart des analystes le dollar devrait se stabiliser, notamment face au yen.

« Le dollar va évoluer dans une frange stable contre le yen, du moins pour le moment », indique Takuya Toyota, de la banque de Tokyo.

« Les États-Unis doivent être satisfaits du cours actuel et ils n'ont envie de le voir aller ni à la baisse, ni à la hausse... » Si les autorités monétaires américaines augmentaient leurs taux d'intérêt pour éliminer les risques d'inflation, le billet vert japonais porterait que mieux », ajoute-t-il.

« Mais le rétablissement complet du dollar n'interviendra pas avant que la balance commerciale nippo-américaine ne montre une tendance de fond à rééquilibrage. Entre temps, il faudra faire attention au 30 septembre 1985, où se précéderont les éventuelles sanctions américaines », conclut M. Toyota.

Il semble pourtant clair aujourd'hui que l'utilisation de la hausse du yen par l'administration américaine pour forcer le gouvernement japonais à faire des concessions commerciales

alors incité les investisseurs à se séparer de leurs obligations américaines, ce qui a été un des facteurs à l'origine du krach obligataire des derniers mois. Depuis, les marchés se défont de l'administration Clinton. La tentative de manipulation du taux de change entre le dollar et le yen conçue pour réduire le déficit commercial américain vis-à-vis du Japon est apparue en totale contradiction avec la nécessité d'attirer l'épargne des Etats-maux-Unis.

Du côté du franc, le renforcement du dollar dans le courant de la semaine et, par voie de conséquence, l'affaiblissement relatif du deutschemark a été une bonne nouvelle. La devise française se va afficher une relative fermeté face au deutschemark, le libellé du franc s'élevait à 3,4220, contre 3,4150 tout juste un an après la grande crise monétaire de l'été de 1993. Cette formidable attaque contre le franc avait conduit la Banque de France à jeter en vain quelque 300 milliards de francs sur les marchés financiers, la monnaie nationale, par cette offensive, les marchés manifestaient leur défiance à l'égard d'une « politique monétaire restrictive qui devait maintenir une parité fixe du franc face au deutschemark » malgré la profonde récession

En dents de scie

d'emploi représenterait 0,1 % de la population active contre 6 % le mois auparavant. Les créations d'emploi (259 000), bien que supérieures aux estimations initiales (200 000), ne sont pas immédiatement portées au plus, ont été réduites de 100 000 sur le billet vert, qui dans le sillage du marché obligatoire, a perdu du terrain face à toutes les devises, à l'exception notable du yen. Tout signe de surchauffe, allié à la persistance de craintes relatives à une reprise de l'inflation, affaiblissait la devise américaine. Celle-ci s'échangeait finalement à 1,5815 deutsche

plus à l'ordre du jour. L'armement monétaire est à double tranchant. L'administration Clintonon s'est brûlé les doigts au début de l'année. La rupture des négociations commerciales avec le Japon, le 14 février, a fait monter le yen, les marchés anticipant en quelque sorte les mesures de rétorsion monétaires américaines. Mais la chute du billet vert avait en d'autres conséquences que celle de handicaper les exportations japonaises notamment sur les marchés obligataires.

La faiblesse du dollar avait

l'économie française », note l'économiste Chevallier, économiste à la Banque française du commerce extérieur. Depuis, les autorités monétaires françaises peuvent se vanter d'avoir rétabli la stabilité du franc et réduit le coût du crédit.

ÉRIC LESERRE

MATIÈRES PREMIÈRES

Le coton sous le signe du soleil

Le 1^{er} août est le jour de l'an de la saison estivale. Tous les champs sont en été, les plantations de coton vont bon train aux Etats-Unis, en Afrique, en Asie. Les dernières récoltes sont vendues, les cours s'endorment dans la douce chaleur estivale. Le coton vaut, selon le kilo, l'indice Liverpool, 5,43 francs les prix baissent. La flature, qui au mois de beaucoup acheté jusqu'au août de mai, marque une pause, sauf continuation de flamber. Les fonds d'investissement américains, très présents jusqu'ici, viennent de prendre peur. Les cours du coton ont fait une grosse chute dans une spirale baissière.

Au cours du semestre dernier, le Pakistan, dont le coton est peu cher et très attendu pour la fabrication des jeans, avait fait souffler un vent de panique sur les cours. Sans préavis, ce pays avait rompu ses contrats d'exportation. La production, il est vrai, avait considérablement fondue : 1,3 million de tonnes, dans la campagne qui s'échelonne entre 1993 et 1994 contre 1,55 million de tonnes en 1992-1993 et 2,2 millions en 1991-1992. Cette chute de production pas une surprise, s'indigne un opérateur, *pour ne pas respecter ses engagements. Les Pakistanais ont*

préféré alimenter les industries les plus... de l'exportation... Comme la Turquie avait adopté la même attitude, les cours s'élevaient redressés de manière spectaculaire. Non que cet Etat de l'Asie occidentale soit déterminant sur le marché : il n'exporte en moyenne que 550 000 tonnes par an, une peccadille au regard du Pakistan, troisième producteur mondial. Mais l'incidence psychologique que se révélait du plus mauvais effet, et, en la matière, les sensations des déceptions... aussi les croyances... lieu de tempête... Les professionnels sont convaincus que la torpue arrivera dans le temps d'une sieste. Trop d'interrogations demeurent sur l'état de l'offre. Et la question cruciale, plus importante peut-être que les déflections momentané- du Pakistan, concerne la Chine.

**La Chine,
surprise éternelle**

Stratégie ou manque de moyens ? Les opinions divergent... « Il est plus confortable de lire dans le jeu des autres en ne don- nant pas les cartes qui permet- traient d'être déchiffré », affirme un observateur... révélerait compter sur le chiffre, mais par les autorités...

expert. Pourquoi a-t-elle avoué que ces *travaux frauduleux* se répandaient de façon alarmante depuis le deuxième semestre de l'an dernier ? Une chose semble assurée : la Chine veut développer la production de coton pour relancer le secteur textile, vital pour elle. Mais y parviendra-t-elle ?

Seule l'Afrique — est-ce indifférence ? — ne suscite guère d'inquiétude : « *La prochaine campagne s'engage sans complications* », assure l'Agence africaine professionnelle du secteur. *Du fait de la dévaluation du franc CFA, la production d'algérie devrait exploser*. » Le renchérissement des prix au cours du semestre passé est sans doute un plus sûr garant d'une augmentation de surfaces plantées...

Quot qu'il en soit, les échanges internationaux devraient, selon les tendances présentes, connaître une nouvelle densité au cours de la prochaine campagne. Les prix s'établiront à des niveaux raisonnables : « *Toute la filière dégagera des bénéfices*. » C'est d'autant moins ce qu'affirment les experts de deux vénérables organismes : le Comité international du coton (CICCI) et le département américain de l'agriculture (USDA).

New-York	1.5415		18.4775
	1.5340		18.7350
Paris	8.3405	5.4120	18.7350
	8.3480	5.4420	
Zurich	2.0035	1.3335	26.6397
	2.0117	1.3350	26.6162
Francfort	8.5378	5.8133	
	2.4444	1.9525	29.2615
Brommel	9.8739	32.55	6.0144
	9.3305	31.81	6.0280
Amsterdam	2.7385	1.7765	32.8253
	2.7443	1.7880	32.8794
Milieu	2.8329	1.578	29.1743
	2.8486	1.596	29.2745
Tokyo	154.77	100.40	13.5517
	153.81	100.27	18.6521

A Paris, 100 points étaient cotés le 9e vendredi 29 juillet 1994.

MARCHÉ MONÉTAIRE

Le rituel commence à être bien rodé. Tous les vendredis en début d'après-midi, heures creuses, les regards sont tournés, dans les salles de marché, vers les écrans dans l'attente de nouvelles statistiques en provenance des Etats-Unis. La semaine dernière, la croissance du produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis a deuxième trimestre, de 3,7 %

49.906	63.2511	3.0722	56.2605	0.06034
74.666	62.7549	3.0479	53.8971	0.00207
55.883	542.2968	16.6267	306.6460	3.2979
12.3971	341.5126	16.5864	304.1923	3.4698
	84.5187	4.0968	75.0653	0.8451
		4.1167	75.6991	0.8451
18.3971			8.3587	9.8934
17.6993			8.3588	9.8934
			8.0721	10.258
33.3321	20.3818		34.5326	2.0627
33.3321	20.3809		34.5326	2.0627
33.3321	12.33006	5.45776		1.21263
32.660	12.26891	4.97256		1.18071
33.3321	997.7860	48.5426	886.2634	
181.7845	1001.5809	48.6431	892.1185	
33.3321	63.40403	3.06469	54.3522	0.062362
4.9683	52.94338	3.05028	56.04807	0.062362

Année	Rendement (%)
1970	-10,5
1971	-10,5
1972	-15,5
1973	-16,5
1974	-16,5
1975	-16,5

Source : Sociétés parentales

PRODUITS	COURS DU \$-S
Café et b. g. (London) Trais mois	2 483 (- 39) Dollars/once
Aluminium (London) Trais mois	1 469 (- 29) Dollars/once
Nickel (London) Trais mois	6 160 (- 135) Dollars/once
Sucre (Paris) Octobre	317,10 (+ 2,60) Dollars/once
Café (London) Septembre	3 576 (+ 161) Dollars/once
Cacao (New-York) Septembre	1 387 (- 100) Dollars/once
Ré (Chicago) Septembre	334 (+ 3,25) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Septembre	217 (- 2) Cents/boisseau
Soya (Chicago) Septembre	172,70 (- 4) Dollars/tonne
Pétrole (London) Septembre	17,28 (- 0,28) Dollars/baril
Or (London)	383,50 (- 0,50) Dollars/once

Le chiffre entre parenthèses indique variation d'une semaine sur l'autre.

MARIE DE VARNE

MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
	Cours 29-7-94	Cours 5-9-94
Or fin (libre en lingots.....)	87 100	86 228
Idem en barres.....	87 350	86 590
Pièces d'appoint (20 F).....	378	380
• Pièces d'appoint (10 F).....	375	325
• Pièces d'appoint (20 F).....	387	381
• Pièces infimes (20 F).....	387	380
• Pièces techniques (20 F).....	384	377
Souverain.....	406	407
• Souverain Elizabeth II.....	404	403
• Souverain d'appoint.....	301	297
Pièces de 20 dollars.....	2 590	2 592
• - 10 dollars.....	1 301	1 300
• - 5 dollars.....	645	652
• - 50 pesos.....	2 620	2 640
• - 26 marks.....	482	465
• - 19 Marks.....	482	358
• - 5 roubles.....	200	200

* Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à séance hebdomadaire supplémentaire.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Regain d'inquiétudes

Le rival commença à être bien noté. Tous les rendements d'après-midi, heure européenne, les regards sont tournés, dans les salles de marché, vers les écrans dans l'attente de nouvelles statistiques en provenance des Etats-Unis. La semaine dernière, croissance du produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis au deuxième trimestre, de 3,7 % avait rassuré les milieux financiers. Elle n'impliquait pas de danger inflationniste. Cette semaine, les chiffres du PIB ont inversé : les chiffres du chômage ont en plutôt tendance à réveiller des inquiétudes à fleur de peau. Certes, le nombre de demandeurs d'emploi est passé à 6,1 % de la population active en juillet contre 6 % en mai et juin, son niveau le plus faible depuis trois ans et demi - ce qui rassure le marché, qui craignait avant tout la surchauffe - mais les indications de la semaine ont attiré l'attention sur ce point : le chiffre de 259 000. « Ces chiffres sont, dans notre sens, anormalement élevés », a déclaré un responsable du bureau des statistiques du département du travail, John Bregger.

Du coup, la crainte de la surchauffe a entraîné à la baisse des marchés obligataires qui tout au long de la semaine avaient esquivé leur placidité. A peine l'annonce des chiffres du chômage intervenait-elle que les opérateurs réagissaient en liquidant des positions, dans la per-

pective d'un éventuel relèvement des taux d'intérêt lors de la prochaine réunion de l'open market de la Réserve fédérale. Le 16 août, après quatre hausses intervenues depuis le début du mois février, lorsque la Fed avait décidé d'inverser sa politique de baisse systématique des taux d'intérêt. Le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor 30 ans, principale référence sur le marché obligataire, grimpa aussi à 5,575 %, contre 4,74 % la veille et un taux identique un semaine auparavant.

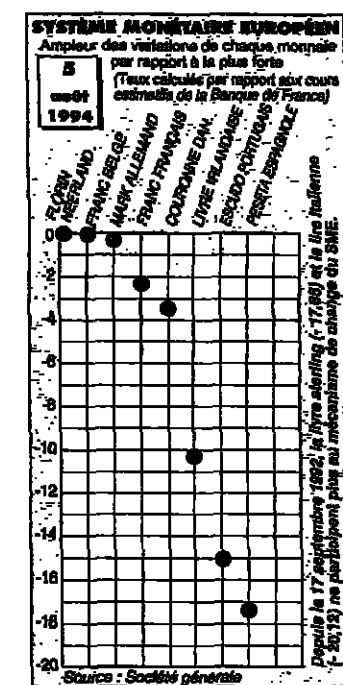
Sur le marché français, le MATIF a terminé la semaine en légère baisse, récupérant vendredi en fin de journée une bonne partie des pertes occasionnées par l'annonce des chiffres de chômage américain. Le contrat notional septembre s'est inscrit en clôture à 117 contre 117,38 en semaine auparavant. Il est donc en hausse de 38 points, soit 0,32 %, à 116,46. Le plus grand village du marché obligataire américain dans l'après-midi de vendredi.

Par ailleurs, l'OT 5,50 2004 a repris en juillet sa première place sur le marché des emprunts d'Etat, avec une moyenne quotidienne d'échange de 9 milliards de francs, devant l'OT 8,50 % 2003 (8 milliards), selon les statistiques de la Sicavam. La moyenne quotidienne des échanges sur emprunts d'Etat est demeurée stable à 85,7 milliards de francs en juillet, contre 85 milliards le mois précédent.

Pour l'ensemble du mois de juillet, le montant des transactions s'est établi à 1 628 milliards de francs (pour dix-neuf jours de Bourse), contre 1 875 milliards de francs le mois précédent. L'encours des emprunts d'Etat a atteint 1 489 milliards de francs fin juillet, contre 1 467 milliards fin juin.

Par ailleurs, en dépit d'une baisse de 11,7 milliards de francs de la collecte des sicav tous secteurs confondus, les sociétés d'actions ont bénéficié de la faveur des investisseurs, constate la société d'information financière Europerformance. Les souscriptions nettes des sicav actions sont élevées à 1,7 milliard de francs sur le mois de juillet et à 26,5 milliards de francs depuis le début de l'année.

Les rachats enregistrés par les sicav obligations en juillet (11,7 milliards de francs) se sont élevés à 11,7 milliards de francs, soit plus que 4,8 milliards. Au cours des sept premiers mois de l'année, les rachats ont porté à 9,3 milliards. La collecte des sicav de trésorerie est négative : hauteur de 8,6 milliards sur le mois de juillet et de 38,5 milliards sur l'année 1991. L'encours de l'ensemble des sicav s'établit à 1 884,1 milliards de francs dont 280 milliards pour les actions, 1 114,3 milliards pour la trésorerie et 489,6 milliards pour les obligations.



CARNET

Anniversaires de naissance

Gymil LAMALCH-DEMICK

a un an aujourd'hui !

Que le monde le fête.

Décès

M. et M^{me} Michel Adam, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Michel Woimant, M. et M^{me} Jean-Claude Petit et leurs enfants ont la tristesse de faire part du décès de

M. Elie ADAM, ingénieur civil des Mines, chevalier de la Légion d'honneur, survenu à Paris, le 3 août 1994, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Le service religieux aura lieu le mercredi 10 août, à 14 heures, au temple de l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Celui qui garde ses commandements demeure en Dieu et Dieu en lui. »

(Jean, Ep. I, 3, 24.)

80, rue de Grenelle, 75007 Paris.
5, rue Paul-Louis-Courier, 75007 Paris.
10, rue Philippe-Auguste, 62030 Compiègne.
6, avenue Villeneuve-l'Étang, 78000 Versailles.

M. et M^{me} Sarah Simone Benaderette, son épouse, M. et M^{me} Edmond Benaderette, M. et M^{me} Sylvain Benaderette, M. et M^{me} Guy Benaderette, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph BÉNERETTE, survenu le 4 août 1994.

Les obsèques auront lieu le lundi 8 août.

Réunion au cimetière des Fauvelles, 2, rue du Révérend-Père-Cloarec, à Courbevoie, à 9 h 45.

156, rue Armand-Silvestre, 92400 Courbevoie.

Par. Casablanca, Nîmes.

M. et M^{me} Charles F. Durand-Appy, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean-François Comte, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Pierre-Yves Comte, leurs enfants et leur petit-fils, Hadrin, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

Florence CONTI, sculpteur, née Suzanne Moyrand, veuve du docteur Henri Comte, survenu à l'âge de quatre-vingt-sept ans, le 4 août 1994, en son domicile de Saint-Gilles (Gard).

La cérémonie religieuse est célébrée le samedi 6 août, à 11 heures, en l'abbatiale de Saint-Gilles.

Mas de Rantin, Route de Nîmes, 30800 Saint-Gilles.

Né à Alger en 1947.

René Bertrand CORDIER,

n'est plus.

Paris, le 4 août 1994.

À Aix-en-Provence.

Artette de Kerserau, M. et M^{me} Antoine de Kerserau, Delphine et Augustin, M. Gilles de Kerserau, Les familles de Kerserau et Pey dière, ont la douleur de faire part du décès de

Amick de KERSERAU, ancien conservateur en chef de la bibliothèque Méjanes à Aix-en-Provence.

survenu à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le mardi 9 août 1994, à 14 h 15, en l'église Saint-Jean-de-Malte, à Aix-en-Provence.

Ni fleurs ni couronnes, des dons peuvent être envoyés à des associations humanitaires.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Jean LALOY, ancien ambassadeur, membre de l'Institut, commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 4 août 1994, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité, le lundi 8 août, à 14 h 45, en l'église de Bellevue (Hauts-de-Seine), suivie de l'inhumation à Rahon (Jura).

25, rue Ernest-Renan, 92190 Meudon-Belevue.

(Lire page 3.)

Alice PAGENAULT,

est décédée le 3 août 1994, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Elle repose désormais au cimetière de Leigne-les-Bois, dans la Vienne.

Que ceux qui l'ont connue et aimée pensent à elle.

Le pasteur Roland Rigoulot, son fils, Catherine et Frédéric, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} veuve Roger RIGOULOT, née Alice Mettelet, survenu dans sa quatre-vingt-treizième année, le 3 août 1994.

Le service funéraire sera célébré le lundi 8 août, à 16 h 30, en l'oratoire de Meslières (Doubs).

« Sous fidèle jusqu'à la mort, et je te donnerai la couronne de vie. » Apocalypse II, 10.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Daniel DORNÈS, survenu le 26 juillet 1994.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Buzancy (Ardennes).

M. Jérôme (Jean) SIDI,

nous a quittés, entouré des siens, le 4 août 1994, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

L'inhumation a eu lieu ce jour dans la plus stricte intimité.

Gisèle, son épouse, Colette (T), Claude, Monique, Jean-Alain, Françoise, ses enfants, Myriam, David, Yaël, Daniel, Nicolas, Ilan, Iona, ses petits-enfants, Avshalom, Yaël, Ishaf, Ayalet, Alona, ses arrière-petits-enfants.

Que tous ceux qui l'ont aimé se souviennent.

Le Pich d'Icard, 34270 Les Matelles.

M. Alain SZLAJMYC, son épouse, Stephen et Julien, ses enfants, M. et M^{me} Armand Portnoy, ses parents, M. et M^{me} Marc Krieger et leurs enfants, M. et M^{me} Gérard Szlaime et leurs enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M^{me} Aline SZLAJMYC, née Portnoy, survenu le 4 août 1994, à l'âge de quarante-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 8 août.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

14, rue Ampère, 75017 Paris.

René Bertrand CORDIER

est décédé du sida, le 4 août 1994, à Paris.

Sa famille, Et ses amis, se réuniront dans le grand salon du columbarium du cimetière du Père-Lachaise, le mardi 9 août, à 10 h 45.

Ni fleurs ni couronnes. On peut faire des dons à AIDES, CCP 2135 B Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Remerciements

La famille Condaminie adresse ses plus sincères remerciements à tous les amis, collègues et étudiants de l'Institut Pasteur, du CNRS et de l'université Paris-VII qui, par leur présence, leurs messages et envois de fleurs ont témoigné leur sympathie à la suite du décès de

M. Hubert CONDAMINE, survenu le 29 juillet 1994.

Anniversaires

Le 7 août 1944, à Bellac, à l'aube,

Henri GADIOUX

était arrêté par la « Das Reich » et la Milice française, torturé puis fusillé.

Son épouse, Sa fille Colette, Et Édouard-Jean, son petit-fils, n'oublieront jamais.

« Si vous voulez vraiment contempler l'esprit de la mort, ouvrez largement votre cœur vers le corps de la vie. »

(K. Gibran.)

Marie-Paule HOSSENLOPP-VANMANSART.

Minibel, 7 août 1984.

Il y a un an, le 7 août 1993, disparaissait le

docteur Patrice MICHAUD, médecin-chef du SMPR de Nantes.

Paisaient tous ceux qui l'ont connu, admiré son courage et travaillé avec lui, avoir une pensée émue pour lui.

Souvenirs

Il y a trente ans, le 5 août 1964, disparaissait

Henri BOLLINI,

à l'âge de quarante-quatre ans. Sa famille et ses amis se souviennent.

Ils associent à leurs prières sa fille

Nicole BOLLINI,

disparue il y a vingt-cinq ans, le 28 juin 1969, à l'âge de quatorze ans.

CARNET DU MONDE

15, rue Falguère, 75001 Paris 15

Renseignements : 46-86-29-94 ou 40-85-29-96

Télécopieur : 46-86-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 105 F

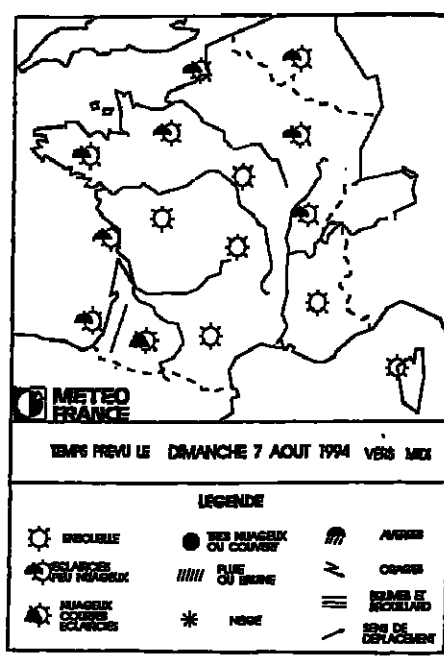
Abonnés et actionnaires : 95 F

Communications diverses : 110 F

Thèses étudiants : 85 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

MÉTÉOROLOGIE



TEMPÉRATURES maxima - minima	
FRANCE	
AJACCIO	23/18
BASTIA	24/21
BORDEAUX	23/19
BOURGES	21/18
BREST	22/11
CAEN	22/13
CHERBOURG	21/18
CLERMONT-FERR.	21/16
DIJON	20/18
GRENOBLE	22/21
LYON	25/18
LIÈGE	28/20
LYON	28/20
MARSEILLE	30/23
NANCY	28/18
NANTES	27/19
NICE	32/22
PARIS-MONTS	28/19
PAU	27/21
PERPIGNAN	27/24
POINTE-A-PITRE	32/23
RENNES	27/17
STRASBOURG	24/17
TOULOUSE	31/20
TOURS	29/18

ÉTRANGER	
ALGER	35/22
AMSTERDAM	25/15
ATHÈNES	34/25
BANGKOK	34/26
BANGOR	31/22
BERLIN	32/20
BRUXELLES	28/18
COPENHAGUE	28/21
DAKAR	28/25
GENÈVE	34/19
ISTANBUL	31/23
JERUSALEM	29/18
LE CAIRE	34/25
LISBONNE	28/19
LONDRES	27/17
LOS ANGELES	26/18
LUXEMBOURG	34/19
MADRID	31/20
MARRAKECH	38/25
MEXICO	29/12
MILAN	34/24
MONTECARLO	30/22
MOSCOW	28/15
NAIROBI	31/20
NEW-DELI	38/
NEW-YORK	33/19
PALMA-DE-MAJ	30/25
PARIS	30/25
RIO-DE-JANEIRO	34/22
SANTO DOMINGO	29/23
SEVILLE	38/25
SINGAPOUR	32/26
STOCKHOLM	31/20
SYDNEY	15/ 8
TOKYO	38/28
TUNIS	35/22
VARSOVIE	32/16
VIENNE	32/19

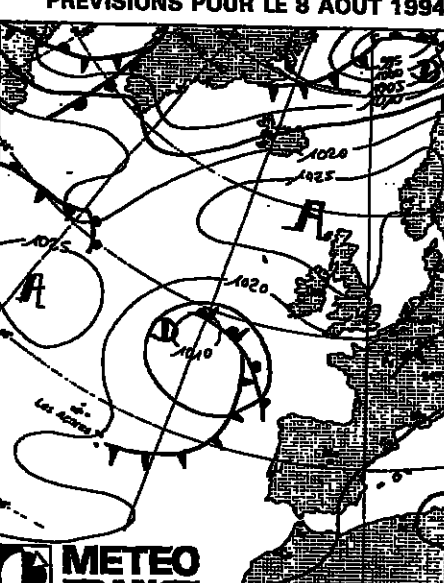
Dimanche : temps bien ensoleillé sur le pays. Le matin, sur les côtes de la Manche, le vent de nord-est sera sensible et apportera des nuages bas. Sur le Nord-Est, le ciel sera nuageux avec parfois quelques ordes locales. Sur le sud-ouest de l'Aquitaine, le temps sera couvert par des nuages bas. Sur le reste du pays, le soleil sera prédominant.

L'après-midi, sur les côtes de la Manche, il y aura de belles éclaircies avec un vent de nord-est soufflant à 30 km/h. En Bretagne, il fera beau, mais en fin de journée les passages nuageux seront plus nombreux avec un risque d'averse. Les nuages bas persisteront sur les côtes aquitaines. Ailleurs, le temps sera bien ensoleillé, mais, en fin d'après-midi ou en soirée, quelques ordes pourront déborder sur les régions nord-est jusqu'aux Alpes du Nord.

Les températures au lever du jour iront de 18 à 18 degrés sur le nord du pays et de 18 à 22 sur le sud. L'après-midi, le thermomètre marquera de 24 à 28 degrés au nord et de 28 à 32 degrés au sud.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

PRÉVISIONS POUR LE 8 AOÛT 1994 À 0 HEURE TUC

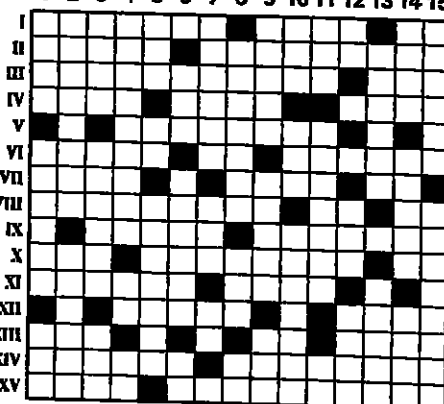


MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6360

HORIZONTALEMENT

I. Est justement collée quand elle s'applique. Peut recevoir des pensées choisies. Pronom. - II. Symbole d'abondance. Lieu de discussions. - III. Insatisfaites. Parasite de certaines plantes. - IV. Outil. Font partie des membres supérieurs d'une académie. Chapeau. - V. Ne saurait évoquer le boulot. - VI. En proie à toutes les tentations. En laine. Ne ferme donc pas souvent les yeux. - VII. Il fend d'abord ce qui sera bientôt cassé. On n'y voit parfois que du bleu. Orientation. - VIII. Effets d'hiver. Morceau de Chopin. Démonstratif. - IX. Stupéfiant dans le milieu. Tartines plus ou moins digestes. - X. Figure biblique. Débarrasées du superflu. D'un auxiliaire. - XI. Série de points sur le billard. Certains prennent facilement la mouche. - XII. Guépier. En France. - XIII. Service ancien. Se confond dans l'œil. Pas forcément malheureux. - XIV. Somme supplémentaire. Une qui se donne bien du mal pour la galerie. - XV. Se courbe pour entrer dans un panier. Sont très justes au point d'être étroits.



cuivres. Symbole. - 7. Est plus violente qu'une mercuriale. Monts... charges. Note. - 8. Dévore des rats. Lettres de Banger. De l'argent. - 9. Plait évidemment à celui qui l'a dans le nez. Point de départ et point d'arrivée. Eau. - 10. Expression collective d'un sentiment partagé. Morceau de cornemuse. Il est au moins sûr de prendre l'air. - 11. Instruments d'études. Attachées. Degré. - 12. Titre abrégé. Quelques chose de funeste. Thor et Odin. - 13. Ont donc été victimes de coupures. Remue. - 14. Accueille bien tout ce qui est nouveau. Il lui arrive d'être mère en dépit de son grand âge. Cours étranger. - 15. Prend du ventre. Ce que des hommes cessent d'être au contact de leurs semblables.

Solution du problème n° 6359

Horizontalement

I. Agrogates. - II. Gaudriole. - III. Ossaux. Al. - IV. Résumement. - V. Ire. Yeu. - VI. Prés. Coit. - VII. Ha. Lino. - VIII. Ogives. Li. - IX. Bol. Vesce. - X. Iule. Lion. - XI. Eternel.

Verticalement

1. Agoraphobie. - 2. Rase. Ragout. - 3. Russie. Illé. - 4. Odeurs. Er. - 5. Grume. Lev. - 6. Aix. Cisé. - 7. Nô. Nyon. Sil. - 8. Tlateloico. - 9. Sel. Ut. léna.

GUY BRQUTY

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans
à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
- Les rédacteurs du Monde
- Association Hubert-Beuve-Méry
Société anonyme
des Lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
Jean-Marie Colombani, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membre du comité de direction : Dominique Aldey
133, av. des Champs-Élysées
75409 PARIS CEDEX 08
Tél. : 44-43-76-00
Téléfax : 44-43-77-30
Société mère :
de la SARL Le Monde et de Media et Réseau Europe S.A.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composées 36-15 - Tapes LÉMONDE
Le Monde - Documentation
36-17 LMDOC ou 36-29 04-56

Imprimerie de « Monde »
12, r. M.-Gumbourg
91852 IVRY-SEINE CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Télécopieur : 206.806F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-30-10
Télécopieur : 261.311F

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 40-85-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	Autres pays
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels. Se renseigner auprès du service abonnements. ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LE MONDE, code d'accès ABO

LE MONDE • US\$ 5 (pending) is published daily, for \$ 392 per year by LE MONDE • 1, place Hubert-Beuve-Méry • 94852 Ivry-sur-Seine France, second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices • POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE at NY Box 1368, Champlain N.Y. 12919-1368. For US subscribers, please send US dollars.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3300 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23461-2943 USA

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

101 M0 01 PP Paris RP

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

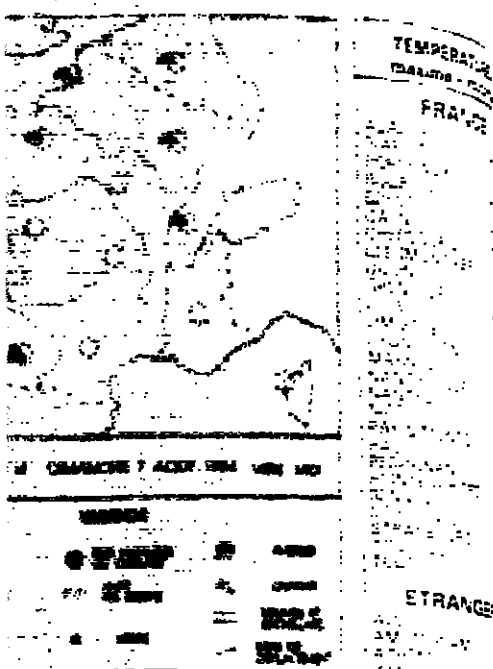
Adresse :

Code postal :

Localité : Pays :

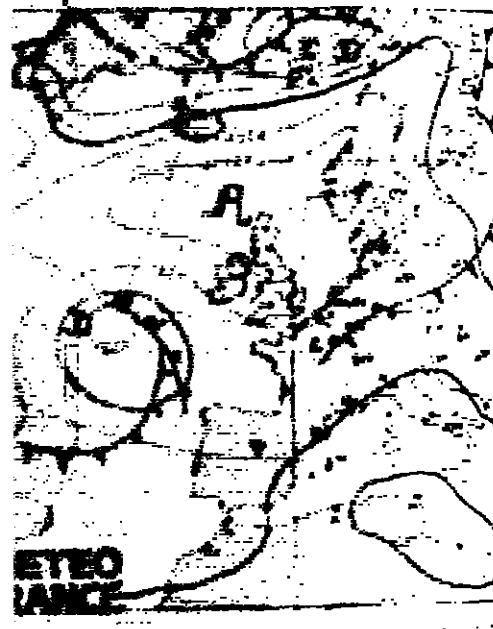
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

1500000000



température bien représentée sur la carte, sur les côtes de la Manche, le vent souffle du sud-est et apportera des nuages. Le ciel sera donc nuageux. Les températures seront comprises entre 15°C et 20°C. Le vent sera du sud-est, avec des rafales de 15 à 20 km/h. Les précipitations seront faibles, voire nulles. Les conditions seront donc agréables. Les températures seront comprises entre 15°C et 20°C. Le vent sera du sud-est, avec des rafales de 15 à 20 km/h. Les précipitations seront faibles, voire nulles. Les conditions seront donc agréables.

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES



LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

LES ÉLÉMENTS POUR LE 6 AOÛT 1994 À 06 HEURES

RADIO-TÉLÉVISION

Le Monde • Dimanche 7 - Lundi 8 août 1994 15

SAMEDI 6 AOÛT

TF1 13.15 Magazine : Reportages. L'art d'être grand-mère, de Jane Laplanche et Jean-Marc Martineau (rediff.). 13.45 Jeu : Millionnaire. 14.15 La Une est à vous. Avec la série : Sydney Police. 17.40 Magazine : Trente millions d'amis. Série : Tonnerre de feu. 18.10 Journal : Beverly Hills. 20.00 Journal : Tiers, La Minute hippique et Métro. 20.40 Magazine : Destins brisés. De Guy Job, Stéphane Courbit, Lionel Rotonde, avec la voix de Guillaume Durand, Daniel Balavoine, invités : Johnny Hallyday, Francis Cabrel, Alain Bashung, Blanc-Bleu, les Chanteurs sans frontières. 22.25 Téléfilm : Une raison pour mourir. De Tim Spring, avec Wings Hauser, Arnold Vosloo. Un dangereux psychopathe ravage la police. 23.55 Série : Fais d'éc. 0.45 Journal et Métro. 0.50 Série : Peter Ström.	FRANCE 3 13.00 Magazine : Couleurs pays. Évasion : randonnées dans les Alpes, le lac de Tignes et le lac de Stiz. Le Vercors : A 14.00. En filant avec Roger Gicquel : à l'île de Groix ; A 14.55, Méridionale : couleurs en Roussillon (découvertes culturelles dans les Pyrénées-Orientales) ; A 15.20, l'été : la pêche sur la côte bretonne ; A 15.45, Litoral : la pêche au loup et à la plume ; A 16.15, Génération sensations : wave-aid et beach-ball ; A 16.45, Chemins du Limousin. 17.55 Magazine : Montagne. Coups d'œil haut, de Roland Théron (rediff.). Les derniers bergers sur les alpages des hautes plateaux du Massif central. 18.25 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.05 à 19.31, le journal de la nuit. 20.05 Dessin animé : Les Simpson. 20.35 Magazine : Tout le sport. 20.50 Feuilleton : Émile, la passion d'une vie. De Jean Seudun, avec Marina Orini, Roy Dupuis, (11 ^e et 12 ^e épisodes). 22.30 Journal et Métro. 22.50 Planète cinéma. Rachida, lettres d'Algérie, documentaire de Florence Deuchès (rediff.). L'héroïsme ordinaire d'une femme algérienne. En mai, Florence Deuchès a obtenu le prix Albert-Londres pour ce remarquable documentaire. 23.45 Magazine : Ruban rouge. Émission interactive sur le sida. Avec le docteur Serge Huez. Le sida vu de San Francisco. 0.45 Musique : Cadrans lunaires. Sonate D 952 de Schubert, par Paul Badura-Skoda, piano.	FRANCE 5 18.15 Série : Le Juge de la nuit. 17.05 Les Superstars du catch. 18.00 Série animée : Ran & Stimpzy Show. En clair jusqu'à 20.35 18.25 Court métrage : Zoo Cup. 18.30 Décade pas Bunny. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Musique : Lenny Kravitz. Concert à Wembley. 20.35 Documentaire : Mike Tyson, un champion de boxe KO. De Barbara Koppa. 22.05 Documentaire : Tyson, dix ans de terreur sur les rings. 22.20 Flash d'informations. 22.30 Documentaire : Les Grands Crimes du 20 ^e siècle. Lucie Lurie et le Mafia. 0.00 Le Journal du hard. 0.05 Cinéma : L'Esclave. Film américain, classé X, d'Alex De Renzy (1993). Avec Sierra, Randy Spears, Brittany O'Connell.	M6 13.50 Série : V. 14.40 Série : Thunderbirds. 15.05 Série : L'île mystérieuse. 15.55 Série : Pause café. 16.55 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 17.50 Série : Le Saint. 18.45 Série : Les Enquêtes de Capital (et à 23.00). 19.15 Magazine : Turbo. Le Joe Powell. 19.54 Six minutes d'informations, Métro. 20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Métro des plages. 20.35 Magazine : Stars et couronnes (et à 23.50). 20.45 Téléfilm : Les Liens du sang. De Paolo Fondato, avec Maurizio Donadoni, Massimo Venturiello. Suite des aventures de deux frères ennemis. 23.40 Six minutes première heure. 23.55 Musique : Dance Machine.
FRANCE 2 13.25 Magazine : Savoir plus santé. Présenté par Marlene Allain-Régault et Françoise de Closets. Comment avoir une belle peau. Avec les professeurs Louis Dubertret et Jean-Paul Grunne. 14.30 Magazine : Animaux. Fenêtre sur notre faune. 15.15 Magazine : Samedi sport. 15.20, Tiers, en direct de Caspelle ; A 15.55, Cyclisme : Tour féminin, Vaulx-Alp d'Alpe d'Huez (12 ^e étape) ; A 16.55, Cyclisme : Classique de Saint-Sébastien. 18.10 Série : Le Renard. 19.10 Divertissement : Rien à crier. 19.50 Tirage du Loto (et à 20.45). 19.59 Journal, Journal des courses et Métro. 20.50 Jeu : Fort Boyard. Animé par Catherine Dominguez et Patrice Laffont. L'équipe : Eric Bozio, Bruno Sely, Florence Maderna, Philippe Collet, Carole Exbray, Rachel Millet. Au profit de l'Association Arc-en-ciel. 22.25 Série : Michel Rives (3/6), avec Pierre Arditi, Bruno Carrette, Jean Carmet, etc. (rediff.). 23.40 Journal et Métro.	FRANCE 3 13.00 Sport : Rugby. Émission interactive sur le sida. Avec le docteur Serge Huez. Le sida vu de San Francisco. 15.10 Documentaire : National Geographic. Les vagabonds de l'océan. (rediff.). 16.05 Surprises (et à 17.55).	ARTE Sur le câble jusqu'à 19.00 17.00 Magazine : Archimède. (rediff.). 18.00 Magazine : Mégamix. Musiques du monde (rediff.). 18.30 Série : Belphegor. 19.30 Cinéma : Le Descent des cartes. De Jean-Christophe Victor. Les cartes montent. 19.35 Documentaire : Malaria parasite. Actualité scientifique et américaine de la semaine du 6 août 1994, commentées par Marc Ferro et Jero Kozłowski. 20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Documentaire : Le Jaguar et la Pluie. En descendant le Rio Negro, d'Herbert Bröhl. 22.15 Cinéma : L'Empereur du Portugal. De Lara Molin, avec Ingvar Hirdwall, Gunilla Nyroos. 23.10 Cinéma : Norvège, terre des géants. De Johnny Berg et Björn Sand. Dans le cycle d'humour scandinave, un « Monty Python » au cœur des forêts. 23.40 Magazine : Snark. 0.05 Série : La Canapé rouge. De Rudolf Dörsel et Hannes Rossacher (40 min).	FRANCE-CULTURE 18.35 Soirée Jean Audureau. 22.35 Musique : Jazz à la belle étoile. Wayne Shorter, saxophoniste et compositeur (2). 0.05 Rencontre avec Clotilde Escalle, romancière (rediff.). FRANCE-MUSIQUE 18.00 L'été des festivals. Par Jean-Michel Darnet. En direct du Festival de La Roque d'Anthéron. Nelson Fraire, piano. 19.37 France-Musique l'été. Par Martine Kaufmann. Concert donné le 25 juillet lors du Festival d'Aix-en-Provence : Ophélie et Eulécia, de Gluck, par le Chœur de chambre de Namur, la Grande École de la Chambre du Roi, dir. Jean-Claude Malgouère ; sol. : James Bowman, Lynne Dawson, Claron McFadden. 22.30 Concert (donné le 10 juillet lors du Festival de Saintes) : Concerto pour clarinette et orchestre, Trio pour piano, alto et clarinette en mi bémol majeur K 488, de Mozart, par l'Orchestre des Champs-Élysées, dir. Philippe Herreweghe ; sol. : Eric Hoepfich, clarinette, Andreas Stalter, piano, Jean-Philippe Vasseur, alto.

Naïvetés

Un jour, grâce à cette eau, il y aura de magnifiques jardins au Rwanda. C'est obligé. C'est une loi naturelle. Chaque fois que des hordes méchantes déferlent quelque part, la Providence met un jardin secret à la disposition des gentils. C'est ce qui s'est passé en Italie, par exemple - Canal Plus la raconte bien dans sa série sur « Les plus beaux jardins du monde » - quand la marée barbare a submergé la civilisation romaine. C'est une poignée de rescapés, réfugiés sur un îlot marécageux, qui ont transformé en jardin la lagune de Saint-Clement d'Oli s'est bête la splendeur de Venise.

Nous venons d'apprendre que les assassins de l'avant-veille à Alger étaient revendiqués. Quelqu'un se vante d'avoir éliminé « cinq chrétiens ». Ce quelqu'un tenait même à préciser : « Trois gendarmes de l'armée des Croisés, deux employés de l'Etat français chrétien ». A Folembray, le village de l'Aisne où la police venait de regrouper les militants islamistes suspectés de sympathie avec ce fanatisme remonté des profondeurs glorieuses des temps moyenâgeux, la population s'est rassemblée en colère. Elle avait découvert une banderole accrochée aux fenêtres de la maison réquisitionnée. On y lisait : « Camp de concentration ». S'adressant aux auteurs de cette incivilité, l'un des habitants avait crié : « Respectez la vie, et nous vous respectons ! » Il n'y avait rien à ajouter. Il n'y avait plus qu'à se réfugier auprès de ces enfants rwandais qui faisaient la fête autour d'un filet d'eau potable et la nique à la mort.

Ce jour-là, que l'on soit chrétien ou musulman, c'est à Allah qu'il conviendrait de rendre grâce. N'est-ce pas lui que dans le Coran - ses fables prophétiques d'aujourd'hui l'ont oublié - on nomme « le Jardinier » ?

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

DIMANCHE 7 AOÛT

TF1 6.00 Série : Mémoires. 6.30 Club mini Zip-Zap. 7.10 Club Dorothée. 8.00 Le Dîner Club. L'écrit de la brousse : Tite et Tite ; Super Baloo ; Mister Mask ; La Bande à Dingo ; Dessin animé : Reportages ; Jeu : Bridge ; Invas : Les joueurs de base-ball ; Variétés : Margaux. 10.25 Magazine : Auto Moto. Super-tourisme sur le circuit Paul Ricard : Grand Prix moto de Grande-Bretagne ; Rallye de Nouvelle-Zélande. Métro (et à 12.23). 11.05 Magazine : Téléfoot. Championnat de France. 11.58 Métro des plages. 12.00 Jeu : Millionnaire. 12.25 Journal : Le Juste Prix. 12.50 Magazine : A val d'éc. 13.15 Série : Hooligans. 14.05 Série : Arabesque. 14.55 Série : La Rebelle. 16.25 Série : Les Dessous de Palm-Beach. Disney Parade. Tite et Tite : Le Conco. 18.15 Divertissement : Vidéo gag. 18.25 Jeu : Le Trésor de Pago Pago. 20.00 Journal, Tiers, La Minute hippique et Métro. 20.45 Cinéma : Un week-end sur deux. ■ Film français de Nicole Garcia (1989). Avec Nathalie Baye, Joaquin Serrat, Félicie Pascal. 22.25 Magazine : Ciné dimanche. 22.35 Cinéma : Les Tentations fangeuses. □ Film français de Georges Lautner (1983). Avec Lino Ventura, Bernard Blier, Francis Blanche (version colorisée). 0.30 Sport : Boxe. Championnat du monde des poids légers WBC : Miguel Angel Gonzalez (Mexique) - Levander Johnson (Etats-Unis). 1.35 Journal et Métro. 1.45 Concert. Œuvres de Vivaldi, par l'Ensemble Radio-Picou ; œuvres de Waldteufel, Couperin et Haendel par l'Ensemble Jean Dabry. 2.40 TF1 nuit (et à 3.40, 4.20). 2.50 Feuilleton : Les Aventures du jeune Patrick Pacard (1 ^{er} épisode). 3.50 Documentaire : Histoires naturelles (et à 1.10). Un chasseur en habit vert ou une balade irlandaise avec Michel Doin : Les Aveyronnes. 4.25 Série : Côté cœur. 4.50 Musique.	FRANCE 3 6.55 Dessin animé. 7.00 Les Matins de Saturnin. Le Prince et la Sirène ; Les Ratons laveurs ; Les Reines ; Comte Mordicus ; Les Souris à la maison blanchie ; Les Aventures de Saturnin. 8.45 Cinéma : L'Alamo. 9.15 Émission hebdomadaire. 9.30 Foi et traditions des chrétiens orientaux. 10.00 Présence protestante. 10.30 Magazine : Le Jour du Seigneur. La Loire au fil des hommes, documentaire d'Henri Aubert. 3. Les ponts : saint Martin, évêque de Tours, figure du passé, de Jean-Pierre Bussy ; A 11.55, La Bible au fil d'un peuple. 11.00 Cinéma : Célébré en l'église Notre-Dame de Rochebonne (Indre-et-Loire). 12.00 Documentaire : Derniers Far West, la Camille. De Michel Honorin (rediff.). 12.50 Métro (et à 13.15). 12.55 Loto, Journal et Point route. 13.25 Téléfilm : Clara. De Gian Franco Clerici, avec Barbara De Rossi, Jean Dauric (2 ^e partie). 15.05 Série : Eurofiles. 16.00 Magazine : C'est votre vie. Présenté par Frédéric Litzler. Les meilleurs moments des émissions avec Gérard Klein, Mireille Mathieu, le professeur Cabrol. 17.25 Documentaire : Terre humaine. Le désert des déserts, de Jean-Claude Luyat. Wilfrid Thieges, retrouvé au Kenya, parle de ses séjours au désert. Passionnante rediffusion. 18.20 Magazine : Stade 2. 19.25 Série : Meguy. 19.59 Journal, Journal des courses et Métro. 20.50 Cinéma : Fils ou face. ■ Film français de Robert Enrico (1980). Avec Philippe Noiret, Michel Serrault, Dorothée. Cinéma : Une chance pas croyable. □ Film américain d'Arthur Hiller (1987). Avec Bette Midler, Shelley Long, Peter Coyote. 0.10 Journal et Métro. 1.35 Téléfilm : Mémoire en fuite. De Gary Nelson, avec Jane Seymour, Omar Sharif. 3.05 Documentaire : Les Années 1980. La Rivière de vivre. 4.05 24 heures d'Info. 4.20 Dessin animé. 4.30 Magazine : D'un soleil à l'autre (rediff.). 4.55 Magazine : Stade 2 (rediff.).	FRANCE 5 6.59 Pin-up (et à 12.28, 1.04). 7.00 Cinéma : Les Petits Riens. ■ Film français de Raymond Leboursier (1941). Avec Fernandel, Raimu, Claude Dauphin. Un festival d'acteurs ! 8.25 Sport : Athlétisme. Championnats d'Europe d'Hel-sink : A 9.30, 400 mètres haies messieurs ; A 9.40, 100 mètres dames ; A 10.15, 500 mètres dames ; A 10.30, 800 mètres dames ; A 11.15, 100 mètres dames ; A 11.40, triple saut dames ; A 12.15, 100 mètres messieurs. 12.45 Journal. 13.00 Téléfilm : Le Masque de Sheba. De David Lowell Rich, avec Inger Stevens, William Shatner, et Jean-Pierre Bussy ; A 11.55, La Bible au fil d'un peuple. 14.40 Documentaire animalier. 15.30 Magazine : Sports dimanche. Tiers, en direct d'Enghien ; A 15.50, Jeux mondiaux d'équitation. En direct de La Haye : finale du concours de saut d'obstacles ; A 17.00, championnats d'Europe d'athlétisme, en direct d'Hel-sink : finale du lancer du poids dames ; 2 ^e tour 100 mètres messieurs. 18.25 Série : Brigade criminelle. 19.25 Le 19-20 de l'information. De 18.05 à 19.31, le journal de l'information. 20.05 Divertissement : Benny Hill. 20.50 Série : Derrick. Des roses pour Linda, de Herbert Reinacher, avec Horst Tappert, Fritz Wepper. Une jeune femme est retrouvée morte après une fête dans l'antiquaire où elle travaillait. 21.50 Cinéma : Le Bon Dieu sans confession. De Marco Pauty, avec Serge Lama, Sophie Calle. Un peintre acquiesce sa propre fille, enceinte, pour tenter de se venger de l'amant de celle-ci. 22.45 Journal et Métro. 23.05 Cinéma : La Chasse à l'homme (Man Hunt) ■ ■ ■ Film américain de Fritz Lang (1941). Avec Walter Pidgeon, Joan Bennett, George Sanders (v.o.). 0.45 Musique : Cadrans lunaires. Cantates BWV 80 (extraits), de Bach, par le Collegium vocale de Gand, la Chapelle royale, dir. : Philippe Herreweghe ; sol. : Barbara Schlick, soprano, Gérard Lesne, haute-contre, Howard Crook, ténor, Peter Harvey, basse.	FRANCE 5 8.25 Documentaire : Les Allumés. Fanfare des Beaux-Arts en concours. 8.50 Surprises. 9.05 Cinéma : Je l'aime à la tuer. □ Film américain de Lawrence Kasdan (1990). Avec Kevin Kline, Tracy Ullman, Joan Plowright. Feroce macabre. 10.40 Cinéma : Le Miroir sur le bureau. ■ Film américain de Curtis Hanson (1991). Avec Annette Bening, Rebecca DeMornay, Michael McCoy. Thriller psychologique. En clair jusqu'à 13.30 12.30 Flash d'informations. 12.35 Reportage : Rwanda, l'Afrique suppliée. Les camps de réfugiés de Goma. 13.30 Téléfilm : Assassins sur commande. De David Greene, avec Lesley Ann Warren, Jess Harper. 15.00 Documentaire : Les Plus Beaux Jardins du monde. 15.25 A Des heures de tranquillité. Anderson reverse le Taxes en conduisant, caméra avec lui. Ecoutez, répondez (rediff.). 15.50 Surprises. 16.05 Documentaire : De Lumière à El Cid. De Léon Desclaux et Jacques Durand. 17.00 Documentaire : Au fil des siècles. De Bernard Germain. 18.00 Cinéma : La Princesse et la Forêt magique. ■ Film d'animation hongrois de Jozsef Gombosi (1991). Contre un peu sucré mais charmant. En clair jusqu'à 20.30 19.15 Flash d'informations. 19.25 Ca cartoon. Présenté par Philippe Dans. 20.15 Sport : Football. Bastia-Lyon. Match décalé de la 3 ^e journée du championnat de France de D1, en direct ; à 20.30 coup d'envoi. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Magazine : L'équipe du dimanche. Présenté par Pierre Siss. Football : Tournoi de Glasgow avec Manchester United, Glasgow Rangers, Sampdoria Gênes et Newcastle. Beach-volley : finale du Beach Contrex Tour à Saint-Tropez. Boxe : à Las Vegas, championnat du monde IBF des poids super-moyens : James Payton (Etats-Unis) - Charles White (Etats-Unis). Championnat du monde WBO des poids légers : Oscar de La Hoya (Etats-Unis) - Jorge Paez (Mexique). Cinéma : Un procès à Berlin. ■	FRANCE 5 8.25 Documentaire : Les Allumés. Fanfare des Beaux-Arts en concours. 8.50 Surprises. 9.05 Cinéma : Je l'aime à la tuer. □ Film américain de Lawrence Kasdan (1990). Avec Kevin Kline, Tracy Ullman, Joan Plowright. Feroce macabre. 10.40 Cinéma : Le Miroir sur le bureau. ■ Film américain de Curtis Hanson (1991). Avec Annette Bening, Rebecca DeMornay, Michael McCoy. Thriller psychologique. En clair jusqu'à 13.30 12.30 Flash d'informations. 12.35 Reportage : Rwanda, l'Afrique suppliée. Les camps de réfugiés de Goma. 13.30 Téléfilm : Assassins sur commande. De David Greene, avec Lesley Ann Warren, Jess Harper. 15.00 Documentaire : Les Plus Beaux Jardins du monde. 15.25 A Des heures de tranquillité. Anderson reverse le Taxes en conduisant, caméra avec lui. Ecoutez, répondez (rediff.). 15.50 Surprises. 16.05 Documentaire : De Lumière à El Cid. De Léon Desclaux et Jacques Durand. 17.00 Documentaire : Au fil des siècles. De Bernard Germain. 18.00 Cinéma : La Princesse et la Forêt magique. ■ Film d'animation hongrois de Jozsef Gombosi (1991). Contre un peu sucré mais charmant. En clair jusqu'à 20.30 19.15 Flash d'informations. 19.25 Ca cartoon. Présenté par Philippe Dans. 20.15 Sport : Football. Bastia-Lyon. Match décalé de la 3 ^e journée du championnat de France de D1, en direct ; à 20.30 coup d'envoi. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Magazine : L'équipe du dimanche. Présenté par Pierre Siss. Football : Tournoi de Glasgow avec Manchester United, Glasgow Rangers, Sampdoria Gênes et Newcastle. Beach-volley : finale du Beach Contrex Tour à Saint-Tropez. Boxe : à Las Vegas, championnat du monde IBF des poids super-moyens : James Payton (Etats-Unis) - Charles White (Etats-Unis). Championnat du monde WBO des poids légers : Oscar de La Hoya (Etats-Unis) - Jorge Paez (Mexique). Cinéma : Un procès à Berlin. ■	FRANCE 5 8.25 Documentaire : Les Allumés. Fanfare des Beaux-Arts en concours. 8.50 Surprises. 9.05 Cinéma : Je l'aime à la tuer. □ Film américain de Lawrence Kasdan (1990). Avec Kevin Kline, Tracy Ullman, Joan Plowright. Feroce macabre. 10.40 Cinéma : Le Miroir sur le bureau. ■ Film américain de Curtis Hanson (1991). Avec Annette Bening, Rebecca DeMornay, Michael McCoy. Thriller psychologique. En clair jusqu'à 13.30 12.30 Flash d'informations. 12.35 Reportage : Rwanda, l'Afrique suppliée. Les camps de réfugiés de Goma. 13.30 Téléfilm : Assassins sur commande. De David Greene, avec Lesley Ann Warren, Jess Harper. 15.00 Documentaire : Les Plus Beaux Jardins du monde. 15.25 A Des heures de tranquillité. Anderson reverse le Taxes en conduisant, caméra avec lui. Ecoutez, répondez (rediff.). 15.50 Surprises. 16.05 Documentaire : De Lumière à El Cid. De Léon Desclaux et Jacques Durand. 17.00 Documentaire : Au fil des siècles. De Bernard Germain. 18.00 Cinéma : La Princesse et la Forêt magique. ■ Film d'animation hongrois de Jozsef Gombosi (1991). Contre un peu sucré mais charmant. En clair jusqu'à 20.30 19.15 Flash d'informations. 19.25 Ca cartoon. Présenté par Philippe Dans. 20.15 Sport : Football. Bastia-Lyon. Match décalé de la 3 ^e journée du championnat de France de D1, en direct ; à 20.30 coup d'envoi. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Magazine : L'équipe du dimanche. Présenté par Pierre Siss. Football : Tournoi de Glasgow avec Manchester United, Glasgow Rangers, Sampdoria Gênes et Newcastle. Beach-volley : finale du Beach Contrex Tour à Saint-Tropez. Boxe : à Las Vegas, championnat du monde IBF des poids super-moyens : James Payton (Etats-Unis) - Charles White (Etats-Unis). Championnat du monde WBO des poids légers : Oscar de La Hoya (Etats-Unis) - Jorge Paez (Mexique). Cinéma : Un procès à Berlin. ■
FRANCE 2 6.05 Magazine : Animaux (rediff.).	FRANCE 3 6.00 Euronews. 7.00 Bonjour les petits loups.	FRANCE 5 6.59 Pin-up (et à 12.28, 1.04). 7.00 Cinéma : Les Petits Riens. ■ Film français de Raymond Leboursier (1941). Avec Fernandel, Raimu, Claude Dauphin. Un festival d'acteurs !	FRANCE 5 8.25 Documentaire : Les Allumés. Fanfare des Beaux-Arts en concours. 8.50 Surprises. 9.05 Cinéma : Je l'aime à la tuer. □ Film américain de Lawrence Kasdan (1990). Avec Kevin Kline, Tracy Ullman, Joan Plowright. Feroce macabre. 10.40 Cinéma : Le Miroir sur le bureau. ■ Film américain de Curtis Hanson (1991). Avec Annette Bening, Rebecca DeMornay, Michael McCoy. Thriller psychologique. En clair jusqu'à 13.30 12.30 Flash d'informations. 12.35 Reportage : Rwanda, l'Afrique suppliée. Les camps de réfugiés de Goma. 13.30 Téléfilm : Assassins sur commande. De David Greene, avec Lesley Ann Warren, Jess Harper. 15.00 Documentaire : Les Plus Beaux Jardins du monde. 15.25 A Des heures de tranquillité. Anderson reverse le Taxes en conduisant, caméra avec lui. Ecoutez, répondez (rediff.). 15.50 Surprises. 16.05 Documentaire : De Lumière à El Cid. De Léon Desclaux et Jacques Durand. 17.00 Documentaire : Au fil des siècles. De Bernard Germain. 18.00 Cinéma : La Princesse et la Forêt magique. ■ Film d'animation hongrois de Jozsef Gombosi (1991). Contre un peu sucré mais charmant. En clair jusqu'à 20.30 19.15 Flash d'informations. 19.25 Ca cartoon. Présenté par Philippe Dans. 20.15 Sport : Football. Bastia-Lyon. Match décalé de la 3 ^e journée du championnat de France de D1, en direct ; à 20.30 coup d'envoi. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Magazine : L'équipe du dimanche. Présenté par Pierre Siss. Football : Tournoi de Glasgow avec Manchester United, Glasgow Rangers, Sampdoria Gênes et Newcastle. Beach-volley : finale du Beach Contrex Tour à Saint-Tropez. Boxe : à Las Vegas, championnat du monde IBF des poids super-moyens : James Payton (Etats-Unis) - Charles White (Etats-Unis). Championnat du monde WBO des poids légers : Oscar de La Hoya (Etats-Unis) - Jorge Paez (Mexique). Cinéma : Un procès à Berlin. ■	FRANCE 5 8.25 Documentaire : Les Allumés. Fanfare des Beaux-Arts en concours. 8.50 Surprises. 9.05 Cinéma : Je l'aime à la tuer. □ Film américain de Lawrence Kasdan (1990). Avec Kevin Kline, Tracy Ullman, Joan Plowright. Feroce macabre. 10.40 Cinéma : Le Miroir sur le bureau. ■ Film américain de Curtis Hanson (1991). Avec Annette Bening, Rebecca DeMornay, Michael McCoy. Thriller psychologique. En clair jusqu'à 13.30 12.30 Flash d'informations. 12.35 Reportage : Rwanda, l'Afrique suppliée. Les camps de réfugiés de Goma. 13.30 Téléfilm : Assassins sur commande. De David Greene, avec Lesley Ann Warren, Jess Harper. 15.00 Documentaire : Les Plus Beaux Jardins du monde. 15.25 A Des heures de tranquillité. Anderson reverse le Taxes en conduisant, caméra avec lui. Ecoutez, répondez (rediff.). 15.50 Surprises. 16.05 Documentaire : De Lumière à El Cid. De Léon Desclaux et Jacques Durand. 17.00 Documentaire : Au fil des siècles. De Bernard Germain. 18.00 Cinéma : La Princesse et la Forêt magique. ■ Film d'animation hongrois de Jozsef Gombosi (1991). Contre un peu sucré mais charmant. En clair jusqu'à 20.30 19.15 Flash d'informations. 19.25 Ca cartoon. Présenté par Philippe Dans. 20.15 Sport : Football. Bastia-Lyon. Match décalé de la 3 ^e journée du championnat de France de D1, en direct ; à 20.30 coup d'envoi. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Magazine : L'équipe du dimanche. Présenté par Pierre Siss. Football : Tournoi de Glasgow avec Manchester United, Glasgow Rangers, Sampdoria Gênes et Newcastle. Beach-volley : finale du Beach Contrex Tour à Saint-Tropez. Boxe : à Las Vegas, championnat du monde IBF des poids super-moyens : James Payton (Etats-Unis) - Charles White (Etats-Unis). Championnat du monde WBO des poids légers : Oscar de La Hoya (Etats-Unis) - Jorge Paez (Mexique). Cinéma : Un procès à Berlin. ■	FRANCE 5 8.25 Documentaire : Les Allumés. Fanfare des Beaux-Arts en concours. 8.50 Surprises. 9.05 Cinéma : Je l'aime à la tuer. □ Film américain de Lawrence Kasdan (1990). Avec Kevin Kline, Tracy Ullman, Joan Plowright. Feroce macabre. 10.40 Cinéma : Le Miroir sur le bureau. ■ Film américain de Curtis Hanson (1991). Avec Annette Bening, Rebecca DeMornay, Michael McCoy. Thriller psychologique. En clair jusqu'à 13.30 12.30 Flash d'informations. 12.35 Reportage : Rwanda, l'Afrique suppliée. Les camps de réfugiés de Goma. 13.30 Téléfilm : Assassins sur commande. De David Greene, avec Lesley Ann Warren, Jess Harper. 15.00 Documentaire : Les Plus Beaux Jardins du monde. 15.25 A Des heures de tranquillité. Anderson reverse le Taxes en conduisant, caméra avec lui. Ecoutez, répondez (rediff.). 15.50 Surprises. 16.05 Documentaire : De Lumière à El Cid

Ramenant le taux de chômage à 6,1 %

Près de 4 millions d'emplois ont été créés aux États-Unis en dix-huit mois

En juillet, 259 000 emplois nouveaux ont été créés aux États-Unis, d'après les chiffres rendus publics vendredi 5 août par le département du travail à Washington. Le taux de chômage est ainsi passé de 6 % en juin à 6,1 % en juillet. Traduisant une activité toujours soutenue, le nombre élevé de nouveaux postes de travail a surpris les opérateurs sur les marchés financiers américains. Actions, obligations et dollar ont légèrement reculé.

NEW-YORK

de notre correspondant

Il y a un an, exactement, le 6 août 1993, Bill Clinton parvenait à faire adopter par le Congrès son programme de réduction du déficit budgétaire, un plan ambitieux considéré comme le pivot de sa politique économique. Vendredi 5 août, le président américain a invité à la Maison Blanche tous les responsables économiques de son administration pour fêter, devant la presse, cet heureux anniversaire. Les chiffres du chômage, publiés dans la matinée par le département du travail, sont venus mettre du baume au cœur de cette aimable assemblée qui en a bien besoin. Les hommes - et les femmes - du président ne comprennent toujours pas pourquoi l'opinion ne croit pas en Bill Clinton de ses bons résultats économiques : une croissance forte et des créations d'emplois massives, le tout sans inflation.

En juillet 1994, ce sont encore 259 000 emplois nouveaux qui ont été créés dans l'économie américaine. Il y en avait déjà eu 356 000 en juin, d'après les chiffres révisés rendus publics vendredi. Le taux de chômage, de 6 % en mai et en juin, est passé, à la fin du mois de juillet, à 6,1 %. « Ces chiffres sont une nouvelle preuve que la création d'emplois se poursuit à un rythme solide et régulier », a immédiatement commenté Robert Reich, le secrétaire américain au travail. Son administration souligne que le mois de juillet aurait été meilleur encore s'il n'y avait eu la grève en cours chez Caterpillar, le fabricant de matériels agricoles, et les arrêts de chaînes automobiles liés au lancement de nouveaux modèles.

Les créations d'emplois ont été nombreuses dans les activités de services (311 000 au total) et la construction (16 000), mais aussi dans l'industrie (27 000). Ces chiffres semblent traduire le maintien d'une activité économique soutenue dans le pays. Ils ont à nouveau alimenté la crainte d'une surchauffe de l'économie américaine. Le rythme annuel de hausse

des revenus horaires, notamment (4 % en juillet), est le comme le signe d'un retour de tensions inflationnistes. Les opérateurs sur les marchés financiers en ont conclu que la Réserve fédérale devrait à nouveau prochainement augmenter ses taux d'intérêt. La publication de ces chiffres a provoqué, vendredi à Wall Street, une petite baisse des actions et des obligations. Les rendements sur les bons du Trésor à trente ans - l'une des références du marché - se sont tendus, remontant de 7,40 % jeudi à 7,55 % vendredi.

Aucun crédit à M. Clinton

Cela étant, l'administration Clinton s'apprête à se voir attribuer pas à Bill Clinton quelque mérite dans les bons résultats économiques actuels. Engagé dans une polémique avec un économiste républicain dans les colonnes du *Wall Street Journal*, M. Reich affirmait, vendredi, que les résultats de M. Clinton en matière d'emploi sont nettement meilleurs que ceux de M. Reagan. « L'économie américaine est responsable pour 1993 et 1994 et jusqu'à présent de l'ensemble des créations nettes d'emplois pour l'ensemble des pays de l'OCDE », écrit le secrétaire au travail de M. Clinton. Et d'ajouter : « La machine américaine à créer des emplois est à nouveau en marche ».

ERIK IZRAELEWICZ

« PRIMAIRES » PRÉSIDENTIELLES : M. Peyrefitte (RPR) propose une élection à trois tours. - Alain Peyrefitte, député (RPR) de Seine-Maritime, a déposé à l'Assemblée nationale une proposition de loi constitutionnelle « tendant à instaurer une procédure de sélection avant l'élection présidentielle proprement dite ». Le premier tour de l'élection deviendrait une sorte de « primaire » : les candidats ayant obtenu au moins 15 % des voix pourraient se présenter au deuxième tour, organisé huit semaines plus tard ; si aucun d'eux n'aurait la majorité absolue des suffrages, un troisième tour, réservé aux deux postulants arrivés en tête du deuxième, serait organisé le dimanche suivant.

Les suites de l'opération policière dans les milieux islamistes

Les intégristes assignés à résidence ne seront pas expulsés vers l'Algérie

Les seize intégristes islamistes assignés à résidence à Folembay (Aïne) sont « tous sous le coup d'un arrêté d'expulsion », a annoncé, vendredi 5 août, Charles Pasqua sur France 2. « Ce sont des gens qui n'ont pas respecté les règles élémentaires de l'hospitalité et ils ont l'air d'être mécontents chez nous, mais qu'ils s'en aillent ! », a ajouté le ministre de l'Intérieur. Il a toutefois précisé que ces seize personnes ne seraient pas expulsées vers l'Algérie, où leur vie serait en danger, mais que la France s'efforcerait de leur trouver un pays d'accueil.

Samedi, au lendemain de l'opération de police menée dans les milieux islamistes en région parisienne et dans plusieurs villes de province (le Monde du 6 août), une dix-septième personne, de nationalité algérienne, devait être transférée à Folembay après avoir été interpellée à Annanay (Ardeche) en possession de tracts

du Front islamique du salut (FIS). « Nous ne tolérerons pas que sur notre sol s'organisent ou se développent des réseaux de soutien au terrorisme et nous continuerons ce type d'action chaque fois que cela sera nécessaire », a encore dit M. Pasqua. Revenant sur ses critiques à l'égard de l'Allemagne et des États-Unis, le ministre a fait valoir que « le fait pour un pays allié et ami de la France d'avoir sur son territoire des personnes qui non seulement ne désavouent pas les attentats mais les cautionnent », constitue « un acte inamical », a-t-il estimé.

Dans la matinée, lors d'une cérémonie sur la base aéronavale de Dugny, près de Paris, où reposaient les corps des cinq Français assassinés mercredi à Alger, le premier ministre, Edouard Balladur, avait souligné qu'« on ne construit pas une idéologie sur la haine, moins encore sur des meurtres odieux ». « On ne sert pas une religion en la confondant avec le terrorisme. On ne prépare

pas l'avenir en refusant le monde », a ajouté Edouard Balladur, pour qui les cinq hommes « sont morts parce qu'ils étaient Français, parce qu'ils étaient la France ». La politique de la France en Algérie « est connue (...). C'est l'honneur des représentants de la France de continuer malgré tous les obstacles d'être l'image de notre pays dans le monde », a estimé M. Balladur.

Le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, Catherine Colonna, a demandé « que tout soit fait par les pays auxquels nous nous adressons pour que les responsables (islamistes) ne puissent pas se livrer à des activités politiques et ne renouvelent pas des déclarations qui sont inadmissibles ».

M. Colonna a indiqué que des contacts étaient en cours avec les partenaires de la France via les ambassades.

Tandis que le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples réclame « l'attri-

bution [par la France] d'un titre de séjour provisoire renouvelable, pour les citoyens algériens menacés qui ont quitté l'Algérie qu'ils la quitteront », le Rassemblement-Union, qui groupe les « rapatriés et apatrides d'outre-mer », invite le gouvernement à prendre « des mesures radicales », notamment celle de l'évacuation « immédiate et quelles qu'en soient les conséquences de tous nos ressortissants, y compris les agents consulaires soumis à toutes sortes de pressions ».

Le Parti socialiste (PS) juge « inquiétant » que le ministre de l'Intérieur évoque la police de la France en Algérie à la place du ministre des affaires étrangères, d'autant que, estime le PS dans un communiqué, M. Pasqua « semble avoir de la situation en Algérie une vue aussi sommaire que dangereuse ». Le PS souhaite que soient « encouragées, sans perdre de temps » les « forces modérées » en Algérie.

Après les États-Unis (le Monde du 6 août), l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont vivement réagi, vendredi 5 août, aux critiques que leur a adressées Charles Pasqua à propos de leur attitude vis-à-vis des islamistes algériens.

Un porte-parole du ministère de l'Intérieur allemand a expliqué, vendredi 5 août, que Bonn « mettait tout en œuvre pour qu'aucun attentat ne soit perpétré en Allemagne ni préparé sur le sol allemand ». Le quotidien *Die Welt* rapportait, samedi 6 août, que Rabah Kébir, chef de l'instance exécutive du FIS à l'étranger, avait quitté l'Allemagne pour se réfugier en France. Rabah Kébir vit habituellement à Bad-Münster-Reifell, non loin d'Aix-la-Chapelle. Les autorités du district ont annoncé vendredi qu'elles allaient lui infliger une amende de 5 000 marks (17 000 francs), pour ne pas avoir respecté le devoir de réserve.

La Grande-Bretagne a rejeté les « commentaires » de M. Pasqua. « La position britannique en matière de terrorisme est forte et logique », a déclaré un porte-parole du Foreign Office. « Il y a certains individus en Grande-Bretagne qui affirment avoir des responsabilités au sein du FIS, mais cette organisation n'a aucun statut officiel », a ajouté le porte-parole.

Le dispositif policier antiterroriste

« Des mesures de sécurité nécessaires pour faire face à la situation créée par l'attentat perpétré le mercredi 3 août en Algérie ont été prises. C'est en ces termes, volontairement sobres et apaisants, qu'un communiqué du ministère de l'Intérieur est venu commenter le regroupement, vendredi 5 août, de seize islamistes à la caserne de Folembay. Charles Pasqua, qui multiplie les interventions depuis plusieurs jours, entendait ainsi adresser un message clair aux sympathisants et militants « intégristes » : la police française peut intervenir vite, et de manière très ciblée, contre leurs « réseaux ».

En fait, cette vague d'interpellations arrive après une série d'opérations plus ou moins réussies : le 9 novembre 1993, 88 personnes sont interpellées sur l'ensemble du territoire ; le 8 décembre 1993, en Ile-de-France et dans la région Rhône-Alpes, les policiers procèdent à une douzaine de perquisitions aux domiciles d'islamistes tunisiens ; le 21 mars 1994, le service régional de police judiciaire (SRPJ) de Lille met au jour ce qui semble être un réseau de soutien au FIS ; plus récemment, le 24 juillet, à Perpignan, la police de l'air et des frontières (PAF) démantèle un probable réseau de trafic d'armes impliquant des sympathisants du FIS (le Monde du 28 juillet).

Au total, près de 130 personnes, pour la plupart de nationalité algérienne ou tunisienne, ont été interpellées depuis l'opé-

ration « Chrysanthe » du 9 novembre 1993. Les différents services ont pu affiner leur connaissance de ce milieu. D'où la sécurité affichée aujourd'hui par M. Pasqua, qui a réuni, vendredi 5 août, les principaux responsables de la police nationale.

La surveillance de la mouvance islamiste et le démantèlement d'éventuels réseaux mobilisent en fait plusieurs services. La direction de la surveillance du territoire (DST) collecte des renseignements en provenance de l'étranger, en liaison avec les services secrets.

Les renseignements généraux (RG), tant à Paris que dans les grandes villes de province, se chargent quant à eux d'observer les réactions au sein de la communauté musulmane. Ils repèrent les associations ou groupes suspects de complicité ou de « bienveillance » à l'égard des islamistes. Ils collectent les documents et tiennent à jour leurs fichiers sur les personnes les plus virulentes, notamment certains imams dont le prosélytisme vise en priorité les jeunes de banlieue.

« Nous avons acquis une bonne connaissance de ces milieux, mais tout évolue très vite et il faut rester prudent », estime un responsable des RG. Les effectifs des RG n'ont pas été renforcés mais la relative souplesse de ce service permet une adaptation rapide aux besoins du moment.

La police de l'air et des frontières joue un rôle important

dans le dispositif mis en place. Les informations collectées sur les allées et venues des personnes répertoriées comme « intégristes » ou proches des intégristes permettent de remonter les filières. Dans les aéroports comme à certains postes frontières sensibles (Espagne, Allemagne, Belgique), les fonctionnaires de la PAF ont reçu des consignes de vigilance.

Une fois transmises aux enquêteurs de la police judiciaire et aux services de renseignements, ces informations permettent de mettre au jour les éventuels « réseaux », même si ceux-ci semblent en fait très cloisonnés et organisés à partir de petits groupes. L'arrestation à Perpignan de six hommes transportant des armes a ainsi entraîné des investigations approfondies, encore en cours actuellement.

Coordonné à Paris par l'Unité de coordination de lutte antiterroriste (UCLAT), ce dispositif a bien sûr été renforcé ces derniers jours. Mais la stratégie d'ensemble du ministère de l'Intérieur semble être de montrer sa puissance de « frappe » sans traîner un quelconque affaiblissement. La principale difficulté des services concernés réside malgré tout dans l'évaluation de l'implantation réelle du FIS en France. « On commence et on s'arrête l'intégrisme au sein d'une communauté très pratiquante ? », s'interroge un responsable policier.

Bonn et Londres se défendent de faciliter la tâche des extrémistes

Après les États-Unis (le Monde du 6 août), l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont vivement réagi, vendredi 5 août, aux critiques que leur a adressées Charles Pasqua à propos de leur attitude vis-à-vis des islamistes algériens.

Un porte-parole du ministère de l'Intérieur allemand a expliqué, vendredi 5 août, que Bonn « mettait tout en œuvre pour qu'aucun attentat ne soit perpétré en Allemagne ni préparé sur le sol allemand ». Le quotidien *Die Welt* rapportait, samedi 6 août, que Rabah Kébir, chef de l'instance exécutive du FIS à l'étranger, avait quitté l'Allemagne pour se réfugier en France. Rabah Kébir vit habituellement à Bad-Münster-Reifell, non loin d'Aix-la-Chapelle. Les autorités du district ont annoncé vendredi qu'elles allaient lui infliger une amende de 5 000 marks (17 000 francs), pour ne pas avoir respecté le devoir de réserve.

La Grande-Bretagne a rejeté les « commentaires » de M. Pasqua. « La position britannique en matière de terrorisme est forte et logique », a déclaré un porte-parole du Foreign Office. « Il y a certains individus en Grande-Bretagne qui affirment avoir des responsabilités au sein du FIS, mais cette organisation n'a aucun statut officiel », a ajouté le porte-parole.

Folembay se sent prise en otage

Les habitants de la commune réclament le départ des seize militants « retenus »

FOLEMBAY (Aïne)

de notre envoyé spécial

« Camp de concentration de Folembay ». Pour la population de cette bourgade rurale, située à 25 kilomètres au nord de Soissons, la bannière, déployée par les militants islamistes sur la façade du bâtiment où ils ont été assignés à résidence, semble comme une provocation supplémentaire. La petite ville de 1 500 habitants, qui n'était jusqu'alors connue que pour ses chasses à courre et son circuit automobile, se serait bien passé de ce type de publicité, et de cette présence encombrante, qui lui a été imposée. Face à la poignée d'« intégristes » qu'elle doit accueillir, la population se sent un peu prise en otage.

Au point qu'une cinquantaine d'habitants a protesté, vendredi 5 août, devant la caserne Général-Gaston-Billotte, où sont assignés les seize islamistes, pour réclamer leur départ. L'un des six « retenus » arrivés dès jeudi 4 août au soir, Djaffar El Houari, le président de la Fraternité algérienne en France, venait de proclamer que « le FIS arriverait au pouvoir, quel que soit le soutien de M. Pasqua et de l'Occident à la lutte militaire » en Algérie. D'autres déclarations des islamistes ont donné lieu, selon l'expression pudique de Hugues Martin, conseiller général (RPR) et médi-

cin à Folembay, à un « dialogue assez vert » avec les manifestants, dont certains avaient combattu en Algérie.

Comme la plupart des habitants, M. Martin n'a appris la nouvelle que la veille au soir, en regardant le journal télévisé. « Ça m'a un peu égaré qu'il n'y ait pas eu de concertation avec les autorités », dit-il. Le dialogue aurait peut-être permis d'éviter des réactions trop échauffées de la population. M. Martin craint également la remise en cause de projets de la commune sur le site de la caserne, désaffectée depuis un an. Le Centre mobilisateur (CM) 287, situé dans une enceinte d'une quinzaine d'hectares boisés et agrémenté d'un étang, aurait guère été réhabilité en maison de retraite, ou en centre de loisirs.

Un projet concurrent, émanant du ministère de l'Intérieur, avait été évoqué au début de l'année : le CM 287 aurait été transformé en centre de rééducation pour étrangers en situation irrégulière. « Un adjoint de Charles Baur (le président RPR) du conseil régional de Picardie m'avait cependant indiqué, la semaine dernière, que l'Intérieur renonçait à son droit de préemption sur ce site appartenant au ministère de la Défense », souligne Hugues Martin. Sans doute l'attentat à Alger a-t-il renversé la situation. Et si Folembay a été choisie pour cette opé-

ration coup de poing, c'est sans doute aussi parce que la ville est « loin de tout ».

La caserne, qu'une équipe de cantonniers a entrepris de dégrader de ses herbes folles, est protégée par un escadron de gendarmes mobiles. L'assignation à résidence n'interdit pas les visites, ni les promenades dans le camp. Mais les islamistes préfèrent rester confinés dans le bâtiment qui leur a été attribué, une maison de deux étages équipée d'une télévision et d'un téléphone.

Certains gendarmes ont revêtu des gilets pare-balles. Une précaution qui n'est pas pour rassurer les badauds. « Ce qui angoisse les gens, souligne un habitant de Folembay, ce ne sont pas tant les personnes assignées à résidence que leurs compatriotes, qui pourraient tenter des prises d'otages pour obtenir leur libération. » La solution ? « Qu'on les mette au plus tôt dans un avion : le gouvernement algérien en fera ce qu'il voudra. »

Des jeunes, venus en bande en face de la caserne, semblent ravis de cette animation inhabituelle, pourvu qu'elle ne dure pas trop longtemps. « C'est surtout les parents qui sont inquiets », souligne Graciosa, âgée de dix-sept ans, la tête d'une bande d'une dizaine d'enfants. Il y a déjà si peu de choses à faire à Folembay. Si, en

plus, ils nous interdisent de sortir... »

Franciane Petit, conseillère municipale et directrice du centre aéré, a pour sa part demandé aux animateurs d'éviter désormais les abords de la caserne. « Ce n'est pas la peine de traumatiser les gamins avec des problèmes d'adultes », explique-t-elle, tout en rassurant les parents qui envisagent de retirer leur enfant du centre. Mais elle ne peut pour l'heure répondre à cette mère de famille qui demande combien d'islamistes pourraient être regroupés à Folembay. Nul ne sait non plus combien de temps ils vont rester.

Même constat à la mairie, où l'on attend toujours une information officielle. Le maire (div. g.) Bernard Hiverdet, affirme « avoir été pris au piège par Charles Pasqua, qui aurait pu nous prévenir ». Alerté par la radio, il a interrompu ses vacances afin d'organiser, lundi 8 août, une réunion de concertation qui devrait aboutir à une prise de position officielle du conseil municipal à Folembay. En attendant, le maire a fait distribuer, dans les divers commerces de la ville, des « avis à la population », où il est demandé à chacun de « garder son calme et de faire preuve de sang-froid ».

HERVÉ MORIN

L'ESSENTIEL

LA TRÈS GRANDE GUERRE

Les « Tommies » britanniques décimés lors de la bataille de la Somme

Le 1^{er} juillet 1916, une armée entière de « Tommies » s'élance dans la bataille de la Somme, commencent en tête. Au soir de cette terrible journée, soixante mille soldats britanniques sont morts ou blessés. Ce carnage restera pour la Grande-Bretagne un traumatisme et une tragédie uniques (page 2).

INTERNATIONAL

Le transfert à Gaza de l'agence d'aide aux réfugiés palestiniens

De nombreux Palestiniens estiment que le transfert de l'UNRWA de Vienne à Gaza décidé par le secrétaire général des Nations unies aboutira à marginaliser l'épineuse question des réfugiés (page 4).

Lois des capitales : Iwag, village-prison philippin

Le village-prison d'Iwag, sur l'île de Palawan, accueille même des touristes qui peuvent se promener au milieu des condamnés faisant de la vannée

rie ou la sieste sous l'œil placide des gardiens. C'est la victime de la politique carcérale du gouvernement philippin (page 6).

ÉCONOMIE

La difficile mise en œuvre de la réforme portuaire de Marseille

Depuis quinze mois, un bras de fer oppose les entreprises de manutention et les dockers du port de Marseille à propos de la mensualisation de 250 ouvriers « intermittents » (page 11).

SERVICES

Abonnements 14
Carnet 14
Météorologie 14
Revue des valeurs 12
Crédits, charges et grands marchés 13
Mots croisés 14
Radio-télévision 15

La télématique du Monde : 36 15 LEMONDE
36 17 LMDOC
et 36-29-04-56

Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision » folioté de 1 à 36

Le numéro du « Monde » daté samedi 6 août 1994 a été tiré à 429 237 exemplaires

JAVICO 150